

Covid-19, santé publique et développement : réagir par une nouvelle alliance pour de meilleurs avenir démocratiques¹.

H. Dou, professeur émérite des universités (France)

douhenri@yahoo.fr

M-P. Verlaeten, fonctionnaire-chercheur du Min. fédéral de l'Economie (Belgique), à la retraite.

Mpv194805@gmail.com

Août 2020

Table des matières².

Résumé : 1-5

Introduction : Du Covid-19 : 6-33

Développement : 34-108

A. De l'économie marchande de la santé : 34

B. Des externalités, des risques de système et de la complexité des effets induits : 68

C. Des biens communs : 82

D. De la nouvelle alliance par un changement d'Economie politique et des réponses aux risques de système : 92

Conclusions : 109-115

Bibliographie.

¹ Copyright  France

² Numérotation par paragraphes.

Résumé.

1. La pandémie planétaire du virus Covid-19, actuellement en cours, interpelle de nombreux citoyens des pays libéraux, car ils se sentent moins protégés qu'ils ne le pensaient, aujourd'hui que rode la mort, par contamination et que sont possibles des inégalités de traitement dues à des circonstances données. Ils découvrent alors une **situation d'économie marchande de la santé**, ou de formatage de la décision politique sur la santé publique selon des considérations économiques, c'est-à-dire de concurrence rentable, surtout, une situation qui ne date pas d'hier ! Une situation marquée par une sécheresse voir cruauté de plus en plus ressentie, sous découverte d'un arrière-plan : un manque de réflexions sociétales sur la vie humaine dont découlent une dévalorisation de la nature et un oubli de besoins cruciaux : être avec la nature et les autres pour s'épanouir à tous les âges. Il en résulte de la **peur** d'autant plus difficile à vivre que ses contextes politique, communicationnel et de controverse médicale ne sont pas favorables. En outre, la population ne comprend pas toujours ce que disent les experts de la santé pas plus que ce que recouvrent vraiment leurs expertises. Au final, même sous la peur, de nombreux citoyens doutent de ce qui leur est dit et certains l'expriment par des comportements laxistes favorables à des remontées de contamination. Peu comprennent que la liberté n'est pas un bien privé absolu.
2. Pour éclairer **l'économie marchande de la santé** des exemples n'épuisant pas le sujet seront développés. Seront ainsi abordées des questions de **logique du développement poursuivi** puis de **nature sectorielle** de ce dernier : un long mouvement favorable à la **chimie et** enfin, émergeront les notions d'**externalités, de risques de système avec leur complexité d'effets sociétaux**, et de **biens communs dont englobant la santé publique**. Après ces développements, une voie de **sortie de crise** globale (économique, sociale, financière, relationnelle et de santé) ou nouvelle alliance (entre Pouvoir politique et citoyens ou encore entre santé publique et développement) sera rappelée (car déjà communiquée) : un réagir par une **nouvelle Economie politique remplaçant celle du passé de l'égoïsme ou en version plus moderne de l'utilitarisme privé et de son efficacité collective**. Cette Economie politique est une rupture par rapport à un individualisme triomphant, car amenant toutes les solutions dont une société aurait besoin sans autre épistémologie et de même en termes de pouvoir politique convenant. Rupture comment ? Par une éducation nouvelle et un agir politique dont englobant des modalités de démocratie participative récurrente, parmi lesquelles un forum institutionnalisé dans chaque mairie, l'ensemble des forums faisant un Sénat transformé. Cette démocratie signalera un partage de pouvoir entre gouvernements et citoyens, ces **derniers appelés à comprendre** les natures complexes de leurs libertés individuelles (penser et agir) et personnalités et du vivre ensemble, en utilisant leur libre-arbitre, donc en éclairant leur éthique. Nul nième discours populiste donc. Sous un apprentissage de la pensée, des citoyens mieux capables aussi de dialoguer avec les experts divers qui hantent les plateaux de télévisions et studios de radio et donc un peu moins manipulables voire faciles à intoxiquer. Par conséquent, des **citoyens redevenant source de sens commun et ce dernier de décisions politiques arbitrées, a fortiori, quand elles ciblent l'intérêt général**. En somme, cette Economie politique est, à la fois, un nouveau contrat politique, nécessaire sous crise de légitimité de la démocratie libérale et une démarche existentielle et cognitive, tout aussi nécessaire pour réduire la capture des esprits, volontairement amenées par des acteurs spécifiques dont de l'univers des communications et informations, utilisant les terreaux de bouillonnement voire de fermentation des réseaux sociaux. Une capture accompagnée par des collectes de toutes les informations possibles sur chacun, car les hommes et les femmes ne sont plus des ressources, comme au XXe siècle, mais des patrimoines informationnels à épuiser. Cette nouvelle Economie politique est ce qui convient pour répondre aux risques de système par **une intelligence collective ou production de sens complexe**. Cette intelligence complètera les dires d'experts et autres « docteurs » de bon sens idéologique, en cassant la substitution entre sens commun et bon sens idéologique en faveur du dernier, depuis la décennie 80 du siècle passé, par des décisions arbitrées autrement. **Telle est en fait la signification véritable de la démocratie moderne**, une rupture par rapport à une croyance selon laquelle la démocratie ne serait que distribution, en outre, en oubli d'une nécessité d'amont, sans cesse rappelée par certains se pensant les plus sages sans doute : une création de richesse par de la production concurrentielle et des

innovations induites. Une sagesse justifiant alors toutes les inégalités au nom d'une évolution sociétale dite la meilleure possible. **En fait, un totalitarisme du bonheur marchand ou de l'avoir individuel, à tous prix, sous délires de désirs sans cesse attisés. Au lieu de cette démocratie du passé, une intelligence collective à deux entrées : l'une avec intermédiation par des élus, mais en panne depuis plusieurs décennies et l'autre sans : une démocratie participative à construire et de façon solide, par des citoyens la voulant comme expression de leur liberté.** Des citoyens non tirés au sort donc. Cette considération d'intelligence collective ou de démocratie d'avenir n'est pas un nième discours, populiste, car les citoyens sont appelés à travailler leur compréhension d'eux, de leur liberté, des autres et de leur éthique et il est souligné que cela prendra du temps, ne fût-ce que pour raison d'éducation, à reconstruire et dans ce cadre, d'ouverture comprise, en conscience d'être, des uns aux autres et à toutes les formes de vie. Des conclusions de portée nationale et planétaire terminent cette contribution. Elles indiquent comment **entrer dans l'ère d'une autre culture politique de développement et agir sous des scénarios de risques de système. Il y aurait donc alors un avant et un après Covid-19.**

3. Nonobstant tout volontarisme en faveur de cette ère, le Covid-19, par ses effets et leurs arrière-plans, émet un signal d'appel, de plus, en faveur du retour de l'acteur politique central : le gouvernement, face au « Marché ». Mais un acteur qui n'a plus du tout, et depuis longtemps, les attraits d'un jeune premier, pas plus d'ailleurs que les richesses d'un vieux rentier dans le « regard » de ses citoyens ! Un acteur qui doit, en outre **apprendre à décider et agir dans un contexte d'arrivée de risques de système, planétaires, en outre, à la complexité d'effets, sociétaux, très perturbatrice. Par conséquent, un acteur qui doit apprendre, pour y répondre, à pratiquer un nouveau modèle de collaboration rassemblant les « moyens du bord », c'est-à-dire ses citoyens, ses entreprises et ceux qui ont les savoirs nécessaires : en gros, ses universitaires de tous champs et bords. En clair, faire flèche de tous regards et pensées pour comprendre la réalité d'une société, aussi complexe que les interactivités des effets qui s'y diffusent.** Telle est une des raisons de la construction de diverses modalités de démocratie participative récurrente et des efforts d'éducation nouvelle qui sont au sein de la nouvelle Economie politique, rappelée, puisque déjà mise en communication au but d'en interpeller les citoyens (site : <http://www.ciworldwide.org>). Dans ce nouveau cadre, les citoyens ne peuvent plus comme dans le passé être « ignorés » dans leur rationalité et ressentis par l'ensemble « gouvernements plus experts divers » et de même se contenter de « bouillonner » régulièrement voir « fermenter » par période, dans certains pays, la France, par exemple. En fait, la volonté, qui porte la nouvelle Economie politique, est de rompre avec le frontal stérile et des exclusions, diverses, par une alliance faisant entrer chacun dans un univers où il faut apprendre à dépasser les oppositions immédiates, parce que les risques de système font naître des scénarios où tous peuvent être emportés, en vie, richesse et relations, malgré leurs inégalités du présent. Tous doivent donc construire l'aval de leur liberté de pensée et d'agir dans ce cadre nouveau et qui pourtant n'a rien de surprenant, si ce n'est qu'il semble être en opposition avec celui de l'individualisme, dominant et glorifié, un modèle d'illusion libertaire pour des masses de citoyens par opposition à un petit nombre de privilégiés ! Les citoyens seront préparés à cette pseudo-contraindre, car la nouvelle éducation leur aura appris à penser leur liberté dans ses frontières normales de réalisation : l'ignorance de soi et de la relation à autrui dont obligée (pour se construire) et réfléchie (famille, amis, société), et la disponibilité des moyens pour aboutir à de meilleurs choix de moyens d'action dont en votant, participant à la vie associative et syndicale, et ils bénéficieront d'un partage de pouvoir politique par des modalités de démocratie participative récurrente.
4. **La nouvelle Economie politique sera le contexte de la construction d'un système de santé** ou réseau de moyens : humains, d'équipements dont de transport, de ravitaillements à domicile et de relais institutionnels voire militaires, clairement identifiés, en disponibilité et qualité, par lequel le pouvoir politique, dans une unité couvrant des modalités d'intermédiation entre le central et le local, exerce sa responsabilité de veiller sur la santé de la population dans les maisons privées, les centres de soins aux personnes âgées et les établissements de soins sanitaires. Dès que l'urgence le requiert, le système de santé bénéficie de l'activation du système juridique en ce qui concerne les lois, arrêtés, etc., nécessaires. Dans ce cadre, la nouvelle Economie politique assurera la transformation des relations entre santé et développement dont par la promotion d'une agriculture biologique, d'une eau non polluée, etc. A terme, des besoins de formations doivent

être pris en compte en s'inspirant de l'utilité découverte, sous la pandémie en cours, de nombreuses professions. De même des réponses à la solitude doivent être apportées lesquelles dépassent le contexte des circonstances en cours, car la solitude est devenue un « mal » structurel qui ronge le cœur de beaucoup. Il faudra donc reconstruire les espaces de vie par un vaste programme d'architecture relationnelle intégré au développement endogène lequel impactera la santé par sa recherche de ressources y relatives (semences et plantes médicinales, par exemple). Au final, la santé (sens large) des citoyens ne sera plus une collatéralité du développement marchand ce dernier, en outre, n'étant plus la logique unique des évolutions sociétales. Cette nouvelle Economie politique sera aussi le terreau d'une transformation relationnelle profonde extrêmement nécessaire, car une éducation ad hoc y veillera dont par une ouverture des uns aux autres.

5. La référence faite à 1929 est une image, car les deux moments historiques ont des caractéristiques spécifiques : en 1929, il y eut éclatement d'une bulle spéculative auquel il sera répondu, dans l'immédiat, par une contraction de la masse monétaire : un non-sens et puis, trop tard, en 1933, par un plan américain de relance de l'activité : le New Deal du président Fr. D. Roosevelt ; en 2020, une pandémie virale et planétaire a lieu dont l'encours est marqué par des mesures immédiates de relance laissant craindre à terme, cependant, une contraction sévère du développement mondial par insuffisance d'envergure, manque de collaboration et coordination entre les pays et non-compréhension qu'il y ait un avant et un après Covid-19. Dans ce cadre, si la contraction d'activité devenait sévère, comme en 1929, il y aurait éclatement d'une bulle spéculative par dévalorisation de masses d'actions ayant construit la titrisation de l'économie mondiale, plus sous capitalisme spéculatif, que sur des fondamentaux créant le profit d'un capitalisme entrepreneurial. Des masses de citoyens perdraient alors leurs épargnes ou ce qu'il en reste et viendraient grossir le volume de ceux pour lesquels les fins de mois voire de semaine sont plus importants que la fin du monde sous changement climatique. La contraction de la demande jouerait alors pleinement emportant l'offre, déjà atteinte ! Mais cela n'est pas tout, le recentrage des pays riches sur eux-mêmes pourraient également créer un vide en dehors de leurs espaces laissant le champ libre à plus de totalitarisme et à des actions terroristes nouvelles.

Introduction : Du virus Covid-19³.

6. Le Covid-19 est une nouvelle souche de l'espèce coronavirus SARS-CoV en anglais (severe acute respiratory syndrome- coronavirus) et SRAS-CoV en français (syndrome respiratoire aigu sévère) responsable du SRAS et du MERS (Middle East respiratory syndrome) lesquels touchèrent respectivement la Chine, en 2002-03, et l'Arabie Saoudite, en 2012. Leurs hôtes de passage à l'homme furent la civette et le dromadaire. Suite au virus du SRAS : le SARS-CoV-1, le nouveau virus s'appelle SARS-CoV-2 en anglais et SRAS-CoV-2 en français. Il serait apparu en Chine fin 2019, d'où l'appellation médiatique de Covid-19. Sa diffusion conduisit l'O.M.S à déclarer l'urgence sanitaire le 30 janvier 2020 et la pandémie le 11 mars 2020. Actuellement, cette organisation mondiale tire la sonnette d'alarme sur une possible deuxième vague de contamination, après déconfinement, au motif que les comportements, attendus des populations, soient progressivement relâchés dans la période, incertaine, d'attente de traitements médicaux contre le virus. Une anticipation qui se révèle fondée de par de nombreux foyers de contamination qui apparaissent à nouveau dans les pays ayant organisé leur déconfinement. Elle demande aussi du financement pour trouver un vaccin le plus vite possible d'autant, qu'après une telle découverte, il faille encore tenir compte d'une période de mise sur le marché. Cette organisation est contestée par les E.-U. en termes de sa gestion de la crise virale, mais avec en arrière-plan, une rivalité d'influence, en son sein, entre les E.-U. et la Chine. Les E.-U. reprochent, en effet, à l'O.M.S. d'être devenue une organisation par laquelle la Chine développe un multilatéralisme lui

³Les informations médicales de cette introduction combinent deux sources, à savoir : Internet dont souvent Wikipédia et la Fiche explicative du 23 avril 2020 de la cellule de crise de l'Académie des Sciences (France) et le Dictionnaire Larousse illustré (édition 2016). Dans ce cadre, les erreurs d'interprétation restent nôtres. *Cette approche n'a pas été faite par les auteurs dans le but d'apporter une contribution scientifique, mais elle a été faite pour montrer aux lecteurs l'importance de la complexité des problèmes scientifiques posés par le développement du virus ainsi que par la recherche d'un vaccin ou de traitements appropriés.*

convenant⁴ alors que ce sont toujours les pays occidentaux qui sont les bailleurs dominants de fonds publics de cette organisation. Ces derniers constituent une enveloppe financière, sous contrainte de rigueur budgétaire nationale, ce qui explique qu'elle soit complétée à l'occasion par des contributions privées. Par conséquent, de plus en plus les recherches financées par l'O.M.S. ont des orientations favorables aux donneurs dominants, publics et/ou privés. Sous la décision américaine de ne plus la financer, l'O.M.S. a décidé de lancer une enquête sur sa gestion de la crise, toujours en cours, de façon à réduire l'impact sur d'autres pays de la décision américaine. Plus précisément éviter un effet de contamination, comme dans le passé, avec l'UNESCO, a fortiori, sous un désamour américain, pour le multilatéralisme, de plus en plus sensible, sous l'actuel président. Mais au vu de la décision américaine de se retirer de l'organisation, l'enquête en cours n'aura servi à rien d'autre qu'à éclaircir une position américaine de plus en plus radicale en matière du multilatéralisme historique et de son utilisation par la Chine.

7. Le Covid-19 présente des fortes similitudes de **génome** (=codage génétique) avec des virus (les Betacoronavirus) transmis par une sorte de chauvesouris et aussi, bien qu'un peu moins, avec des virus du pangolin. Ces similitudes ont conduit des chercheurs à proposer que le nouveau virus soit une recombinaison des virus du SRAS et du MERS et qu'il ait, par conséquent, un nouvel hôte de passage : le pangolin. Mais c'est aussi un virus sur lequel des chercheurs travaillaient à Wuhan dans un laboratoire P4, c'est-à-dire de recherche sur des virus très dangereux ! Un projet de coopération entre la France et la Chine, qui a tout-à-fait échappé à la première, en présence dans le laboratoire et en projets de coopération. Enfin, il a été envisagé une possible présence de ce virus, déjà en octobre 2019, lors des Jeux mondiaux militaires ayant eu lieu en Chine aussi⁵. Dans ce dernier cas, on se souviendra qu'avant que les autorités chinoises annoncent le Covid-19 à la communauté mondiale, Taïwan avait déjà alerté cette dernière sur ce qui arrivait en Chine, mais sans effet de réaction, pour raison de dominance de la Chine continentale sur le développement mondial, vraisemblablement. Très récemment (début juin), aux E.-U., des voix se sont élevées pour que la Chine dédommage le reste du village planétaire pour sa responsabilité de contamination : un montant de 3.000 milliards de dollars serait demandé correspondant à toutes les dépenses déjà engagées. Dans ce cadre que certains nomment une guerre froide entre les E.-U. et la Chine, une récente étude de l'université de Boston (juin) a analysé 111 images satellites de Wuhan sur une période allant de janvier 2018 à avril 2020. Elle conclut à une forte augmentation de l'affluence de patients sur les parkings des hôpitaux de Wuhan, culminant avec un pic en décembre 2019, des patients ayant présenté des symptômes de toux et de diarrhée, lesquels appartiennent à l'ensemble de ceux associés au Covid-19. L'étude conclut qu'il serait bien possible que le Covid-19 ait été, là, déjà en août 2019 ! Sous cette confusion, l'image de la Chine est dégradée au niveau international pour raison de manque de transparence, même si elle a fait un peu mieux que lors du SRAS, d'où une réaction par une diplomatie ad hoc dite des masques et de l'aide à des pays ciblés, comme l'Italie, un pays déjà favorisé par le projet des « routes de la soie », mais aussi des critiques sévères dans le cas d'autres pays : la France, par exemple. Au plan intérieur, une dégradation d'image opère aussi pour cause de montée du chômage, comme partout ailleurs sous recul du P.I.B., et d'un état de non-respect des règles voire de manque de celles-ci sous un état toujours normal d'intense corruption. Par conséquent, sous le souvenir du SRAS, monte, dans la population, le sentiment que le PC est responsable de l'arrivée du Covid-19. Cette situation intérieure conduit le PC à durcir sa position quand les circonstances sont là : le cas de Hong Kong d'autant que la Chine a besoin de cet espace pour développer son industrie de la finance au niveau international. Mais le PC sait aussi qu'il doit éviter d'aller trop loin, au risque de perdre la parité entre le dollar de Hong Kong et le dollar américain. De même, au risque d'être obligé de changer de discours à l'égard de Taïwan : « un pays, mais deux régimes... », un espace que la Chine veut récupérer. Dans ce cadre, tout dépendra aussi des réactions extérieures lesquelles ne doivent pas être dans l'outrance. Au final, actuellement, on ne connaît toujours pas ni les circonstances, ni le moment

⁴ La Chine prend, en effet, des postes importants dans diverses agences des Nations Unies dont à l'O.N.U.D.I., par exemple.

⁵ En Belgique, trois militaires s'étant plaints de problèmes de santé à leur retour ont été testés négatifs en mai 2020. Il a été expliqué qu'ils n'avaient peut-être pas été contaminés par le Covid-19, mais qu'on ne puisse toutefois pas exclure que leurs éventuels anticorps aient déjà disparus au moment du test. En France, des militaires se sont aussi plaints de problèmes de santé, mais sans test réalisés.

d'arrivée du Covid-19, pas plus que comment ce virus est passé chez l'homme. Avec humour, on pourrait dire que le Covid-19 soit devenu un « thriller », mais sans auteur, si ce n'est la « nature » ! A souligner que l'on ne sait pas vraiment comment finit une pandémie. On en connaît des circonstances seulement.

8. Comment le Covid-19 infecte-il les humains ? Par un récepteur : une protéine-enzyme⁶ de conversion de l'angiotensine 2 appelée ACE2 liée à la face externe des membranes plasmiques du cœur, des artères, du rein et l'appareil digestif. Elle joue un rôle important dans le système rénine-angiotensine-aldostérone⁷ (SRAA) dont le rôle physiologique est majeur pour la régulation du cœur, du rein et de la pression sanguine et qui régule l'homéostasie hydrosodée et la pression artérielle. Les inhibiteurs du SRAA sont de puissants hypotenseurs. ACE2 est un peptide⁸ transmembranaire qui catalyse le clivage de l'angiotensine I (1-10) en angiotensine (1-9) et de l'angiotensine II (1-8) en angiotensine (1-7). Le II (1-8) est un peptide induisant une vasoconstriction alors que le (1-7) induit une vasodilatation. ACE2 s'oppose donc à l'action de l'enzyme de conversion ou ACE, circulant dans le sang, qui catalyse la conversion de l'angiotensine I en angiotensine II, en réduisant la concentration en angiotensine II, celle-ci agissant comme un vasoconstricteur. C'est pour cette raison que l'ACE2 joue un rôle dans le traitement des maladies cardiaques. ACE2 est moins ubiquitaire que son homologue, ACE, renommée ACE1 depuis la découverte de ACE2 en 2000. L'enzyme ACE2 est portée par le chromosome X alors qu'il s'agit du 17 pour ACE1. Plus de précision encore : ACE1 convertit angiotensine I en angiotensine II par clivage de deux résidus d'acides aminés C-terminaux alors qu'ACE2 convertit l'angiotensine I (1-10) en (1-9) et l'angiotensine II (1-8) en I (1-7). Par conséquent, l'effet d'ACE2 est antagoniste de celui d'ACE1 par déplacement de l'équilibre de production de l'angiotensine I vers (1-7). ACE2 présente une parenté protéique (à 60%) avec ACE1. ACE2 est le récepteur clé pour l'entrée dans les cellules humaines de différents types de coronavirus et notamment du SARS-CoV-2. L'attaque du virus provoque au niveau pulmonaire un accroissement de perméabilité vasculaire et un œdème pulmonaire. La protéine « Spike » ou « S » du virus se lie à une région spécifique de l'ACE2 d'où l'idée d'un traitement par blocage de l'interaction. Avant l'attaque pulmonaire, il y a une période d'incubation de 14 jours durant laquelle des symptômes de contamination en cours apparaissent dont toux sèche, nez qui coule, maux de gorge, fièvre, perte de goût et d'odorat, oppression dans la poitrine, etc. Mais attention, plus il y a des travaux sur le virus et plus on apprend qu'il y a des patients qui n'en présentent pas ou pas tous et en outre, chez certains, la période d'incubation est de 24 jours. En plus, l'hôpital Erasme (ULB) de Bruxelles vient de mettre en évidence en utilisant l'imagerie cérébrale, des lésions dans le cerveau des patients morts du Covid-19 avec aussi une dissymétrie dans le bulbe olfactif. En fait, il semble bien que le Covid-19 puisse « toucher » l'être humain là où il y a de l'ACE2. En plus des zones déjà indiquées, le cerveau en a aussi et de même les testicules, d'où dans ce dernier cas plus de risques de contamination pour les hommes comparés aux femmes. En fait, plus la pandémie se poursuit et plus on découvre des « surprises » virales, par exemple, actuellement sous remontée des contaminations, des super contaminateurs ou personnes infectant plus que d'autres.
9. Comment le corps humain se défend-il ? Tous les virus sont combattus par le système immunitaire de chacun. De quoi s'agit-il ? Le système immunitaire d'un être humain est composé de trois couches séparées mais néanmoins en interaction. Il s'agit de la barrière épithéliale couvrant la protection de la peau et les muqueuses de l'acidité gastrique ; des mécanismes de défense non spécifique ou innée ou naturelle dérivant des cellules de la lignée myélocytaire et des mécanismes de défense spécifique ou adaptative dérivant des cellules de la lignée lymphocytaire (globules blancs). Cette défense est responsable de la sécrétion de protéines spécifiquement dirigées contre les **agents pathogènes extracellulaires** : les **anticorps** produits par les **lymphocytes B**. Cette défense ou immunité est appelée humorale. Dans le cas de l'immunité

⁶Une protéine est une macromolécule constituée par une très longue d'acides aminés. Sans ces derniers, il n'y a pas de protéines. Un enzyme est une protéine de l'organisme qui catalyse spécifiquement une réaction chimique.

⁷La rénine est un enzyme produit par le rein qui contrôle la formation d'angiotensine. Cette dernière est une substance peptidique stimulant notamment les sécrétions d'aldostérone et servant à augmenter une pression artérielle trop basse. L'aldostérone est une hormone corticosurrénale qui agit au niveau des reins provoquant la rétention du sodium et de l'eau et favorisant l'élimination du potassium.

⁸ Un peptide est une molécule constituée par la condensation d'un petit nombre de molécules d'acides aminés.

cellulaire, il y a des **pathogènes intracellulaires attaqués par les lymphocytes T**. Dans ce cadre, on peut imaginer des réactions d'attaque à vitesse différente, par les lymphocytes B et T, chez des patients infectés. Par analogie avec les centres de santé, les lymphocytes B sont le circuit de première prise en charge et les T : les soins intensifs ! Cette différence de vitesse des globules blancs pourrait expliquer que certains aient moins d'anticorps que d'autres, une constatation souvent soulignée dans le cas actuel (Covid-19) de patients dits asymptomatiques. Il y aurait même des personnes ayant été contaminées et qui n'auraient pas d'anticorps. Dans ce dernier cas, on parle d'une protection possible venant d'une contamination antérieure par des coronavirus (rhumes et autres). Ces considérations conduisent à souligner que les chiffres, des patients qui seraient protégés par leurs anticorps, sont moins compréhensibles qu'il n'y paraît. A titre d'illustration, en Belgique, à mi-juin, 7 % de la population avaient des anticorps contre le Covid-19, une information qui ne signifiait pas que les contaminés ne représentaient que 7 % de la population.

10. Quand le système immunitaire de chacun a bien travaillé, une population est dite immunisée, mais cela ne veut pas dire que tous ses membres sont immunisés, la protection de la population n'étant pas de 100 %. Elle atteint un pourcentage compris entre plus de 50 et moins de 100%. Selon la virulence de contamination d'un virus, ce pourcentage s'élève de telle façon que la probabilité de contamination d'une personne, vivant normalement, soit sensiblement inférieur à 1, une probabilité proche de zéro étant idéale. Dans ce cadre, hors scénario de confinement, les gestes barrières (masque, distance sociale et lavage fréquent des mains) recommandés en cas de Covid-19 ont pour but de réduire sa virulence ou vitesse de contamination (=charge virale ou taux de copie du virus dans le sang), surtout par nuages de gros et petits postillons et infection des mains, ayant touché des personnes, des objets et surfaces contaminés, et puis portées au visage soit près ou sur les portes d'entrée de contamination du virus : le nez, la bouche, les yeux et les oreilles. Vitesse, en effet, puisqu'il n'y a pas à ce jour de traitements (vaccins et/ou médicaments), prouvés et largement reconnus par la communauté médicale, contre ce virus. Actuellement, on ne sait pas combien de temps les anticorps protègent leurs porteurs. Une étude chinoise récente a conclu à une période très courte : quelques semaines au plus sous les hypothèses suivantes : que le virus ne mute pas comme en cas de grippe et qu'une nouvelle recombinaison n'ait pas lieu. Attention, le confinement n'a pas toujours pour but de réduire une vitesse de contamination. En effet, il y a des virus qui sont mortels. Les contaminés sont alors confinés, pour sauver la vie des autres, quelles que soient l'abondance et la qualité des centres de soins de santé, a fortiori, donc, dans le cas de leur rareté et mauvaise qualité. On confine donc les malades en Afrique quand ils ont un « Ebola ». C'est d'ailleurs l'urgence de réaction à ce dernier⁹ qui est le scénario de référence pour de nombreux membres de la communauté médicale en plus d'être abondamment utilisé dans les films d'Hollywood. Il en a résulté une peur de la communauté médicale qui a pu influencer les décisions politiques en matière de confinement pour cause de Covid-19.
11. Y-a-t-il un vaccin contre le Covid-19 ? A mi-juin, selon des informations britanniques venant de la « London School of Hygiene & Tropical Medicine », environ 120 vaccins étaient en cours de travaux dont huit déjà en phase d'essai sur des humains. Dans ce cadre, les pays les plus avancés étaient la Chine, le R.-U. , l'Allemagne et les E.-U. suivis par la France (Pasteur). La Chine est globalement en tête avec un projet sur quatre ayant dépassé le stade de phase I ou de sécurité sur petit échantillon. Un vaccin passe, en effet, par trois phases avant d'être permis (ouverture du marché), à savoir : une phase I sur un petit échantillon, au motif surtout de sécurité et puis de conditions de développement des anticorps, puis II, sur un plus grand échantillon, aux mêmes motifs, et enfin III ou de sécurité et d'efficacité sur un très grand échantillon. Au final, rien n'étant parfait, sous l'accroissement de l'échantillon, il est espéré que la détection des effets collatéraux soit la plus claire possible : une efficacité avec peu de collatéralité étant espérée. Toutefois sous la course actuelle pour trouver des vaccins contre le Covid-19, beaucoup d'essais en cours ne passent pas par toutes ses phases : les phases I et II étant oubliées. Tout récemment est venu s'ajouter aux efforts mentionnés, un projet public belge de recherche de vaccin et d'amélioration sensible de l'efficacité de tests y relatifs¹⁰. Il s'agit d'un partenariat entre deux

⁹ Un virus apparu dans la République démocratique du Congo en 1976 et ayant fait quelques retours après cette date. La lutte contre ce virus est opérée par anticorps injectés et un vaccin disponible.

¹⁰ Ce projet fait suite à un projet de centre d'évaluation des vaccins qui avait été proposé en septembre 2018 lequel était resté sans effets. L'actuel projet sera financé par de l'argent public et des contributions venant de

universités du pays, à Anvers, pour la partie flamande du pays, le travail sur le vaccin et à l'ULB-Bruxelles, pour la partie francophone, celui sur les tests. Dans ce dernier cas, le projet dépasse le cadre du Covid-19 puisqu'en effet, il s'agit d'un travail d'approfondissement de la vaccinologie, pour les virus à pandémie, pour laquelle il n'y a actuellement que quelques grands centres de recherche dont deux au R.-U. et trois aux E.-U. Un centre devrait donc être construit à Bruxelles. Pourquoi un projet d'approfondissement de la vaccinologie ? Parce que la pandémie en cours a révélé que la compréhension médicale des paramètres de réponse du système immunitaire était peut-être moins acquise que supposée. Pour quelles raisons ? Peut-être pour cause de surspécialisation et/ou de financement favorable de projets de recherche ciblé? Mais aussi par mise en jeu de référentiels difficiles à saisir au plan scientifique pour en fonder l'efficacité avec objectivité. Souvent un individu se guérit plus vite et mieux quand il met sa volonté au service de sa guérison, mais comment alors en proposer un protocole d'observation reproductible par diverses personnes compétentes ? Au final, des questions de capacités de réaction du corps qui, parfois, restent longtemps sans réponse ou qui en reçoivent des biaisées sous diverses urgences. D'où aussi des choix de traitements par des patients recourant à des médecines dites alternatives. Quoi qu'il en soit des réponses ayant des impacts sur les remboursements attendus ou non par la sécurité sociale institutionnalisée et sur la capture de la santé par des charlatans divers. Enfin, il convient de souligner que la recherche d'un vaccin universel contre tous les Cov émergents est aussi explorée.

12. Voici quelques éléments d'information sur la **production de vaccins** qui accroissent la complexité qui vient d'être soulignée. On distingue généralement une analyse très stylisée d'une autre plus fine. Selon la première, souvent communiquée à la population, il y a deux types de productions de vaccins : le vivant atténué et le mort avec adjuvants renforçant la ou les réponses immunitaires. Pourquoi cette distinction ? Parce que par le premier, la réponse immunitaire a lieu au niveau cellulaire (difficile à apprécier) et humoral (appréciation par la présence d'anticorps) alors qu'une réponse humorale seulement a lieu avec le vaccin mort. Dans ce cadre, avec un vaccin vivant atténué, en outre, la réponse immunitaire est à plus large spectre de pathogènes qu'avec le vaccin mort avec adjuvants. Ce sont ces derniers qui, ayant « mauvaise presse », conduisent de nombreuses personnes à moins se faire vacciner voire à en refuser l'autorisation pour leurs enfants. Ont-elles tort ou raison ? Le choix est difficile, car, au vu des études disponibles, il aurait tout de même matière à questionner sur les adjuvants des vaccins morts dont pour cause d'utilisation de composant relatifs à l'aluminium. Une controverse de plus pour un univers médical et donc aussi scientifique n'en manquant pas. Selon une analyse plus fine, moins communiquée, il faut distinguer cinq modalités de productions de vaccins : des formes atténuées ou inactivées d'un virus, des virus anodins génétiquement modifiés pour exprimer une protéine du virus ciblé par la vaccination, des protéines ou des acides nucléiques de virus insérés dans des cellules humaines pour y produire des protéines du virus ciblé. Dans ce cadre, la protection des vaccins est variable, c'est la raison pour laquelle on cherche des vaccins et pas un vaccin et, en outre, des médicaments conjoints. En conclusion, la vaccination comme l'immunologie est un champ de réflexions, recherches et d'actions extrêmement complexe facilitant la diffusion de critiques d'autant que la culture scientifique des citoyens reste faible et que douter de tout est répandu.
13. Toutes les modalités de l'analyse fine sont essayées contre le Covid-19 par tous les candidats voulant gagner les Olympiades virales actuellement ouvertes. Parmi les gagnants, il pourrait y avoir une collaboration entre le R.U. et la Suède, au départ des travaux d'Oxford (firme impliquée AstraZeneca), qui aurait la chance de remporter la mise pour la fin de l'année. Quatre pays : la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie ont déjà passé leurs commandes (400 millions de doses). Il est annoncé une priorité de marché pour l'Europe. Mais cela n'est pas tout, un vaccin pourrait aussi venir « vite » de Belgique ou plus exactement de la collaboration entre l'université d'Anvers et la firme (Janssens) liée à l'américaine Johnson & Johnson. De même, le CHU de l'université de Liège serait aussi lancé dans la course de test d'un vaccin. **Mais attention, sous ces Olympiades, rien n'assure que ces vaccins seront efficaces et peu dangereux, a**

fondations internationales ad hoc dont celle de B. Gates. Au total, 40 millions d'euros sont attendus. Dans le futur, pour cause de retour des pandémies virales, le centre attendu ne devrait pas manquer de commanditaires d'études dont le secteur pharmaceutique et la Commission européenne. La méthode du centre sera d'inoculer des pathogènes vivants, mais atténués à des volontaires sains, rétribués, afin de comprendre mieux les paramètres des réponses immunitaires.

fortiori, s'ils ne passent pas tous les trois phases de test! C'est sous cette recommandation que l'annonce (avant le 15 août) russe d'un vaccin disponible (phase III encore à venir) a été accueillie, d'autant que les études y relatives n'auraient pas été mises en circulation dans la communauté scientifique internationale. Mais attention la critique de la Russie est aisée en ces temps de crise de leadership mondial.

14. Y-a-t-il des médicaments ? Non, hormis de l'hydroxychloroquine proposée par le professeur D. Raoult (France, Marseille), prescrit par environ 400 hôpitaux de 35 pays à leurs patients contaminés, mais toujours sous controverse. Récemment, les résultats d'une dernière étude (R.U.) ont été mis en ligne¹¹ (22 mai) pour la revue reconnue « The Lancet » : ils sont une absence de preuve d'efficacité du médicament en question, pris seul ou associé à un antibiotique, mais avec des risques pour la santé des patients dont pour cause de complications cardiaques. Des résultats comparables à ceux de la première étude réalisée par les autorités chinoises. Par conséquent, l'O.M.S. a suspendu (25 mai) les essais cliniques y relatifs organisés dans le cadre de son programme « Solidarity ». Résultats et décision de l'O.M.S. ont conduit le gouvernement français à demander plus de recherches compte tenu d'une décision d'autorisation d'utilisation du médicament, en question, seul ou en association. Le gouvernement belge n'a pas réagi alors que certains hôpitaux du pays utilisaient le médicament controversé. Dans ce cadre, certains experts du pays ont souligné des insuffisances dans l'étude britannique, à l'instar de la revue elle-même et, en outre, ils n'ont trouvé aucun problème cardiaque, donc pas de surmortalité. Les réactions à la publication y compris celle de la revue ont conduit l'O.M.S. à reprendre les essais cliniques d'utilisation de l'hydroxychloroquine.
15. Ce n'est pas la première fois que « The Lancet » se trompe, sous une course à la publication ayant lieu dans le contexte d'un emballement médiatique. En 1998, cette revue avait notamment publié un article selon lequel vacciner contre l'ensemble rougeole, oreillon et rubéole (ROR) causait de l'autisme ! Cette revue appartient à un ensemble de revues, reconnues au plan médical international depuis longtemps dont « Nature » et « the British Medical Journal »¹². Mais attention toutefois, il s'avère qu'environ 10 % des experts médicaux seulement y font référence, et 10 % de ces 10 % après lecture plus ou moins complète. En fait, ce qui importe, de plus en plus, est l'impact médiatique de ce qui est publié : en clair, être le premier sur le sujet, car en découle un puissant effet de financement. Si en plus, un nom reconnu y est associé, c'est encore mieux. Dans ce cadre, la revue sera abondamment citée dans d'autres publications sur le sujet, un mouvement créant vraiment un effet de contamination.
16. Par-delà la controverse en cours, il y a lieu de tenir compte du fait que les propos du professeur Raoult ont pour espace de test : des personnes saines prenant le médicament en prévention, alors que son utilisation, par des hôpitaux du monde, cible des patients contaminés. La différence est cruciale, puisque tout revient alors à un comment apprécier une non-contamination en termes de protection reçue. La controverse est donc au cœur d'un enjeu plus vaste : celui de la prévention. Dans ce cadre, les communications des uns et des autres doivent être les plus précises possibles et peut-être pas trop médiatisées. De même, il ne convient pas d'attaquer une personne comme si son avis faisait d'elle une cible à abattre, a fortiori, dans un contexte où ceux qui accusent sont au centre d'une crise de confiance entre eux et leurs gouvernés pour une longue période de décisions, économiques, elles aussi sous controverses, c'est le moins que l'on puisse en dire. Au final, pour rappel, la médecine n'est pas une science exacte et la prévention est plus complexe à mesurer qu'il n'y paraît. Elle requiert du temps de réflexion et d'application, et il faut le souligner, ce temps est de plus en plus réduit, généralement pour publier et avoir des financements. Quoi qu'il en soit, aucun citoyen ne veut être une erreur d'intervalle de confiance dans des statistiques de mortalité quel qu'en soit l'usage !
17. Toujours dans le cadre de la controverse en cours, il convient de signaler que les médicaments sont aussi des marchés : une évidence, lesquels sont, souvent, plus rentables via des nouvelles molécules que des anciennes, a fortiori, quand opère une protection par brevet. Mais cela ne

¹¹ Pour y accéder taper [https://doi.org/10.1016/s0140-6736\(20\)31180-6](https://doi.org/10.1016/s0140-6736(20)31180-6). Les chercheurs impliqués sont M.R. Mehra, S.S. Desai, Fr. Ruschitzka et A.N. Patel.

¹²Dates de fondation : « The Lancet » : 1823 ; « The British Medical Journal » : 1840 ; « Nature » : 1868 ; « Science » : 1880 et « Cell » : 1974. Les trois premières sont britanniques et ont la médecine comme orientation privilégiée alors que les deux dernières sont américaines avec comme axe de référence respectivement la science et la biologie moléculaire.

signifie pas automatiquement que toutes les nouvelles molécules soient plus efficaces que les anciennes : une constatation de plus en plus débattue depuis quelques années, sous une dominance outrancière des considérations économiques sur toutes les autres. Dans ce cadre, à ne pas oublier une évidence : qui dit marchés, dit acteurs les organisant et les pilotant, et donc profitant de leurs rentabilités. Il en est de même des vaccins. Les économistes en parlent en termes d'intérêts sectoriels ou encore corporatistes ayant pris la dominance sur l'intérêt général même dans les démocraties libérales !

18. Comment les gouvernements ont-ils lutté contre le Covid-19 en l'absence de vaccins et de médicaments ? Sous une première vague, d'abord par des décisions de confinement dont la couverture de population était spécifique : le ou les groupes de contaminés, quand il y avait des moyens de protection et de test de la population, générale, sous leurs manques. Y-a-t-il une différence d'efficacité ? Nonobstant la qualité des statistiques utilisées, oui, peut-être : moins de morts dans le premier confinement comparé au second, mais on ne le saura vraiment que quand de bonnes statistiques seront disponibles, partout, donc pas dans l'immédiat. Attention donc aux critiques immédiates. Puis, par des recommandations de gestes-barrières et une limite (progressivement étendue) du nombre de personnes, différentes, par semaine, constituant une bulle relationnelle individuelle, afin d'aider progressivement une reprise économique à émerger. Sous la remontée actuelle des contaminations, les gouvernements pratiquent davantage le confinement local pour éviter de briser la faible reprise économique, et encore dans certains secteurs uniquement, et ils renforcent les mesures de test (mais pas tous sous les mêmes conditions d'accès), une modalité qui pourrait être facilitée par l'utilisation de chiens spécialement éduqués à utiliser leur flair pour détecter les contaminés. En outre, dans certains pays des contraintes de bulle sociale sont revenues. Par exemple, en Belgique, une bulle sociale de pas plus de cinq personnes et toujours les mêmes, par ménage, durant quatre semaines à dater du 25 juillet. Une contrainte assez forte puisqu'après le confinement, la bulle relationnelle était plus étendue et variable, en outre, par personne et par semaine. Dans le contexte de remontée en cours, des régions sont en rouge, orange et jaune, au plan européen selon le taux élevé de contamination ou nombre des contaminés par centaine de milliers d'habitants. Les touristes sont alors forcés (rouge) ou invités (orange) à accepter une quarantaine (14 jours) lors de leur retour à la maison. Pourquoi une remontée est-elle survenue ? Vraisemblablement pour cause de mobilité accrue, sous incertitude de taux de contamination effective, et aussi par relâchement dans les gestes-barrières dont dans la population jeune (moins de 60 ans) se croyant moins fragile face au virus et oubliant sa responsabilité d'acteur contaminant, malgré la répétition de la nécessité de maintenir les gestes-barrières. Toutefois, peut-être le déconfinement fut-il aussi été trop rapide en termes de compréhension escomptée de la population de ce qui était toujours là, a fortiori, sous doute ambiant et communications politiques à tout le moins pas toujours très claires ! Cette compréhension expliquant alors les protestations actuelles (août) contre l'obligation de mettre un masque dans de plus en plus d'espaces publics même ouverts, au motif de contraindre la liberté individuelle. Mais en arrière-plan, il pourrait y avoir autre chose, par exemple, un choc entre experts écoutés par les gouvernements et autres experts. Cela pourrait être le cas en Belgique si l'on fait référence à une carte blanche du journal « le Soir » de cette fin de mois d'août. Des experts médicaux renommés du pays (en majorité de l'ULB) critiquent l'efficacité des mesures décidées par le gouvernement (restriction de la bulle sociale, obligation du masque en espaces ouverts) en mettant en évidence des déficiences dans la politique de test (toujours peu et sous prescription médicale, pas de test des contaminés asymptomatiques) et celle du traçage des contaminés (pas ou peu d'information sur l'efficacité en cours). Mais cela n'est pas tout, en dehors des experts s'exprimant par cette carte blanche, d'autres soulignent la domination des experts du nord du pays parmi les écoutés par le gouvernement et leur profil d'experts de laboratoires plutôt que de terrains. Rien de surprenant puisqu'en Belgique, la querelle linguistique est partout.
19. Le virus serait-il saisonnier ? Le professeur Raoult l'indique et certaines courbes disponibles semblent aller dans ce sens du moins pour les pays européens : le passage vers un climat plus chaud et avec plus d'UV luttant contre le Covid-19. Quoi qu'il en soit, est-il possible de prévoir les évolutions de la pandémie. On peut toujours recourir à des modèles mathématiques, mais sans oublier que le vivant risque toujours de surprendre et que des erreurs sont donc possibles. La prudence s'impose donc en matière de décisions utilisant des courbes issues de ces modèles tant au plan politique qu'à celui de l'O.M.S. A titre d'illustration des surprises, il y a quelques années, la

réaction des chimpanzés auxquels des doses minimales d'un médicament étaient administrées : certains en mourraient tout de même. Cette constatation conduisit à tenir compte d'une différence de scénario entre les mathématiques avec leur point d'équilibre, en théories des jeux : un scénario utilisé en économie de marché et le vivant : ce dernier pouvant présenter trois situations, sous une dose minimale de médicament : un équilibre (=pas de changement) ou un point de bifurcation ou un point d'explosion. La dose minimale de médicament fut alors abaissée, avant d'être testée à nouveau.

20. Le Covid-19 infecterait aussi les félins lesquels en guériraient cependant assez vite. De même, il toucherait les chiens : du virus ayant été trouvé dans leurs truffes, mais sans état de maladie. Cette similitude n'est pas surprenante, car d'autres mammifères que l'homme ont de l'ACE2, par exemple en plus des félins et des chiens, le pangolin, le vison, le hamster de Chine et certains rongeurs.
21. Nonobstant référence faite aux frontières des compréhensions médicales dont sur le monde viral et le système immunitaire des humains, apprécier la dangerosité d'un virus, par la mortalité induite, requiert non seulement de nombreuses statistiques et de qualité mais aussi leur mise en contexte, a fortiori, quand il s'agit de comparer la mortalité virale par pays. Plus de détails sera donné dans le développement du texte. Dans ce cadre, il faudrait aussi porter de l'attention à des **considérations génétiques**. Mais avant d'y venir quelques notions y relatives sont à préciser.
22. Le **génome** est le matériel génétique d'une espèce, codé dans son ADN ou acide désoxyribonucléique, à l'exception de certains virus dont le génome est constitué d'ARN ou acide ribonucléique. Le génome contient tous les **gènes** codant les protéines ou correspondant à des ARN structurés. Il se décompose en séquences codantes (transcrites en ARN messagers et traduites en protéines) et non codantes (non transcrites ou traduites en ARN mais non traduites). Plus précisément, chez l'homme, le codage génétique, à double brin en hélice, vient de l'ADN des chromosomes des parents et de l'ADN des mitochondries ou organites (=grains) cytoplasmiques contenus dans les cellules. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un fragment d'ADN venant uniquement de l'ovule. Les **chromosomes** sont de longs filaments d'ADN comportant des enchaînements de **nucléotides** dont les quatre bases sont l'Adénosine, la Cytosine, la Guanine et la Thymine. Le code génétique de chaque cellule (=une membrane plasmique entourant un liquide ou cytoplasme), distribué sur 23 paires de chromosomes, est contenu dans son noyau et, par conséquent, est isolé du liquide : le cytoplasme, que chacune contient. Dans ce cadre, les **gènes**, portés par les chromosomes, sont des séquences d'ADN ou **code génétique**, transmis par hérédité, qui participent au codage des protéines ou « briques » de base du corps humain. Chaque gène transmet l'information qui participe à la synthèse d'une protéine donnée, correspondant à un trait déterminé. L'être humain en aurait 22.000 pour un génome, comportant trois milliards de lettres produites par les combinaisons des quatre bases de nucléotides. Le code génétique est commun à tous les êtres humains, sous réserve de mutations génétiques qu'ont certains et pas d'autres. Par conséquent, des humains ont des maladies rares pour cause de mutations génétiques, mais il apparaît aussi que le cancer en est le résultat, toutefois la mutation en cause ne provoque pas nécessairement le même cancer chez chacun. Attention toutefois, car toutes les mutations en cause ne sont pas innées, certaines substances dites mutagènes les provoquent dont par consommation, inhalations et autres usages. Le développement les utilise en temps de paix comme sous scénarios de guerre. En outre, durant la vie, le renouvellement cellulaire apporte parfois de petits bugs aux informations génétiques. Attention, il reste des variations dans le code génétique qui sont toujours sans explication. Le codage génétique utilisant ADN et ARN est commun à toutes les espèces du vivant, par conséquent, l'être humain partage du codage génétique avec d'autres espèces vivants, le porc, par exemple, lui est très apparenté !
23. Du point de vue de son génome, l'être humain, actuel, appartient à la population dite des Sapiens et est un hybride. En effet, des croisements de populations ont eu lieu entre elle et d'autres dites archaïques (Néandertaliens, populations de Denisova, dans les Monts de l'Altaï et de Florès, en Indonésie, pour les mieux connues par découvertes d'ossements dans des cavernes), au fur et à mesure du peuplement de la planète par les Sapiens dont l'origine est la corne de l'Afrique. Ce sont les Aborigènes d'Australie qui seraient les plus proches des Sapiens d'origine. En Europe occidentale et au Moyen-Orient, des croisements avec des Néandertaliens, résulte un partage génomique, exprimé par un héritage moyen de 1,5 à 2,0 % des gènes de ces derniers, par chacun, lequel signifie que, globalement, 30 % de leur génome a été disséminé dans le génome

des Sapiens. Ces derniers ont ainsi bénéficié d'un système immunitaire performant, mais aussi de petites faiblesses sur leur foie. Ailleurs, les croisements ont eu lieu avec d'autres populations archaïques (Denisova et Florès). Il convient de souligner que l'on continue de découvrir de telles populations : l'arbre des hominidés étant donc de plus en plus surprenant¹³. Cette abondance conduit donc toujours à se demander comment ont surgi les Sapiens, une question renvoyant à un scénario non pas de lentes évolutions, par petites adaptations transmises, ainsi que l'indiquait Darwin, mais aussi par transformations plus rapides. Le porteur de cette idée dite des « équilibres ponctués » (1972) est le scientifique américain (paléontologue) St. Jay Gould, mais sa contribution reste toujours sous controverse scientifique et par conséquent, le « pourquoi » est donc largement le territoire de spéculations sur des contributions d'extra-terrestres. Plus précisément, de visiteurs intelligents ayant modifié le génome de populations terrestres lors de leurs visites de la planète « Terre » ! L'après Covid-19 est donc devenu un nouveau moment propice au retour d'explications de science-fiction dont beaucoup d'auteurs sont américains.

24. En termes d'apports génétiques, selon une étude de l'université de Gent (Gand en Belgique), dirigée par le professeur J. Delanghe, les populations des pays scandinaves et de l'Est européen auraient un gène les rendant plus fortes face au Covid-19. Plus précisément, les chercheurs ont analysé le polymorphisme D (variation entre les individus de la séquence des gènes) du gène ACE1¹⁴ des populations (banque de données de l'université J. Hopkins, E.-U.) de 25 pays européens, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ce qui les a conduit à conclure qu'il y aurait une corrélation entre la variation du gène ACE1 et le développement du Covid-19 : plus la première serait élevée et plus forte serait la protection contre la contamination. Ce polymorphisme D jouerait non seulement entre populations, mais aussi en leur sein. Ceci expliquerait, par exemple, les tristes records de première vague des provinces du Hainaut et du Limbourg en Belgique du Nord de l'Italie ou encore de New York aux E.-U. Pour ces chercheurs, ce polymorphisme D expliquerait jusqu'à 41 % de la contamination entre pays. Mais cela n'est pas tout, la génétique pourrait aussi expliquer pourquoi des patients jeunes et en bonne santé se sont retrouvés dans un état grave aux soins intensifs avec d'autres plus âgés. Ils auraient eu des variations génétiques silencieuses jusqu'au moment de la rencontre avec le virus Covid-19. C'est l'explication proposée par J.L. Casanova, co-directeur du laboratoire de génie génétique basé à l'Institut Imagine à Paris et à l'Université Rockefeller à New York. Pour cette raison, un projet de recherche a été lancé : le « Covid-19 Human genetic effort ». L'impact de la génétique est moins surprenant qu'il n'y paraît. En effet, sont connues des prédispositions génétiques à la tuberculose, la grippe maligne et les encéphalites virales. En outre, est aussi connue la mutation génétique du gène CCR5 qui confère une protection naturelle contre le VIH. En effet, deux patients déclarés séropositifs ont été reconnus guéris, en 2011 et 2020, respectivement, après avoir reçu une greffe de donneurs porteurs de cette mutation et un médicament le Maraviroc en est issu. D'où le « Covid-19 Host genetic Initiative » lancé par M. Daily, directeur de l'Institut de médecine moléculaire à Helsinki.
25. Il semblerait que des patients ayant certaines pathologies soient plus faciles à contaminer par le Covid-19 que d'autres et de même que certains par leurs habitudes (fumer) ou leur sexe (femme donc estrogènes) aient une meilleure protection. On parle de plus de risques dont de mortalité pour des patients ayant des comorbidités cardiaques, rénales, pulmonaires en plus des diabétiques et des hypertendus. On souligne aussi les risques potentiels de personnes jeunes faisant du sport de façon chronique : il y aurait stimulation d'ACE2 dans le cerveau et sa périphérie. Dans ce cadre, des médicaments ont été mis en cause sans qu'actuellement domine un raisonnement de preuve objective. Dans le cas de patients hypertendus traités par des médicaments IEC (inhibition de l'enzyme de conversion 1), par exemple, la balance entre ACE2 et ACE1 serait déséquilibrée en faveur de la protéine ACE2, récepteur du Covid-19. Questionnement aussi sur les médicaments ARAI des bloqueurs des récepteurs de type 1 de l'ACE1. Mentionnées aussi les « statines », un médicament bloquant le SRAA (système rénine-angiotensine-aldostérone) tout en accroissant l'ACE2. Dans les trois exemples, rien n'est affirmé de façon objective.
26. Au fur et à mesure de la sortie des contaminés des centres de soins de santé, on découvre la complexité de la contamination. En effet, il y a des personnes qui sortent guéries, mais qui, de

¹³ Informations venant de programmes d'Arte sur le sujet.

¹⁴ Il code la protéine-enzyme ACE1, cousine à 60 % de l'ACE2. L'ACE1 est porté par le chromosome 17.

retour chez elles, connaissent des vagues de malaise et fatigue, un état ayant surpris de nombreux praticiens au point qu'à Bruxelles, un hôpital, renommé, a ouvert un service d' « après Covid-19 » pour leur prodiguer des soins. Il a par ailleurs lancé un message appelant tous les « survivants » à ne pas hésiter à reprendre contacts avec leurs docteurs pour améliorer leurs convalescences ! Même comportement d'ouverture à Paris, avec, en plus, une explication selon laquelle une réaction immunitaire, après Covid-19, provoquerait une phase inflammatoire, source des malaises de certains patients. Le retour et la complexité en cause explique un comportement de publications sur le Covid-19 en accès libre, ce qui exprime une volonté de partage et de collaborer de nombreux chercheurs. De même la mortalité des personnes âgées dont dans les résidences qui les accueillent a surpris. Par-delà la constatation du manque de moyens et parfois d'un non –envoi des personnes contaminées vers les centres de soins sanitaires, certains psychologues soulignent l'absence de réflexions globales sur la vieillesse : « *Les personnes âgées seraient devenus des scénarios médicaux, marchands, avant de rester des sujets, relationnels et sociaux, des humains, en somme* ». Par conséquent, la résilience des personnes âgées serait atteinte : une situation extrêmement préoccupante dans des sociétés dont la population vieillit¹⁵. Une situation qui est moins surprenante qu'il n'y paraît. Il y sera revenu dans le développement.

27. Le retour de pandémie virale a remis sur le devant de la scène une contribution expliquant ce qu'est un virus. Selon un article publié par « Science et vie »¹⁶, toujours controversé¹⁷, sous l'angle de leur protéines de composition, les **virus seraient une quatrième forme de vie** après les archées (unicellulaires avec code génétique dans le cytoplasme ou liquide à l'intérieur de la cellule : pas de noyau porteur donc), les bactéries (microorganismes dont les cellules n'ont ni noyau ni autres organites et qui n'ont qu'un seul chromosome) et les eucaryotes (cellules avec noyau porteur du matériel génétique et d'autres organites, l'ensemble isolé du cytoplasme: le cas des humains). A la différence de ces trois formes de vie, les virus ont besoin du matériel génétique d'un hôte pour se reproduire et donc ils savent ouvrir les cellules des hôtes nécessaires. Leur génome est contenu soit dans une ou plusieurs molécules d'ADN ou d'ARN à simple ou double brin, protégé au sein d'une particule ou capsid de nature protéique. Sous une analyse des protéines de composition, les virus descendraient eux aussi d'une lignée de cellule d'origine (Luca : last universal common ancestor).
28. Le retour en question a aussi conduit à se pencher sur des pratiques de rencontre entre humains et virus d'autant que, de 1940 à 2004, il y a eu apparition de 325 maladies infectieuses. Parmi les pratiques, en perspectives historiques, il y a incontestablement l'élevage. On sait, par exemple, que l'influenza vient de la grippe aviaire ou encore la rougeole de la grippe porcine. La vie dont les virus seraient un scénario est donc un mystère d'adaptations et de rencontres auxquels il faut s'habituer ou mieux se réhabituer. Rencontre, en effet, puisque dans le génome humain, il y a de l'ADN viral comme dans le cas de certaines bactéries. Fécondité de défense dans ce dernier cas, puisque cela serait un moyen de reconnaissance et de défense des premières contre les seconds. Comment ? Au moyen d'une modalité permettant aux bactéries de couper la partie virale de leur ADN. Cette découverte a conduit des chercheurs à faire de même avec l'ADN humain et pour la même raison. Par conséquent, non seulement le génome humain a été séquencé, mais il peut être « nettoyé » par découpe de certaines séquences. Répandre un tel comportement pour sélectionner les êtres humains, donc favoriser l'eugénisme, porte un débat éthique, surtout quand reviennent des souvenirs d'un passé européen marqué par le nazisme.
29. Enfin, en cas de pandémie virale, sous non-immunisation de la population, anticiper les comportements de la population est crucial, a fortiori, quand certains plus que d'autres sont attendus par les autorités politiques et les sanitaires. Cette anticipation a conduit des universités à se pencher sur les jeux vidéo, car certains ont pour contexte de choix comportementaux des

¹⁵ Prise de parole de St. Adam, professeur en psychologie du vieillissement à l'Université de Liège, lors d'un entretien pour l'émission de radio « Au bout du jour » de la « Première » (radio francophone de Belgique) dont le responsable est le journaliste E. Caekerberghs.

¹⁶ « Origine des virus : le nouveau scénario », G. C. Anollès, A. Nasir, Science et vie, numéro 1179, décembre 2015.

¹⁷ Pour mieux comprendre l'article controversé de « Science et vie », taper les noms de ses auteurs sur Google pour accéder à leurs contributions scientifiques pour le « Evolutionary Bioinformatics Laboratory du Department of Crop Sciences and Illinois Informatics ». En gros, c'est l'étude des protéines de composition associées aux quatre formes de vie qui portent leur raisonnement sur les virus.

joueurs, des scénarios de pandémie. Les joueurs doivent alors choisir entre lutter contre la contamination ou le contraire, être altruiste ou égoïste, etc. En Belgique, parmi les universités travaillant sur le sujet : l'École de communication de l'UCL par son laboratoire de recherches sur les jeux (Gamelab). A souligner que dans ce cadre, il serait aussi approprié de relire quelques contributions d'A. Camus (1913-60) dont « *la Peste* »(1947). Par ailleurs certains proposent également de porter plus d'attention aux comportements dont de résilience dans des milieux extrêmes, le confinement étant un scénario psychologique de cette nature.

30. Les comportements, à anticiper sous pandémie virale, n'ont pas pour seul but de prévoir une vitesse de contamination, d'autres ont aussi lieu dont pour continuer à travailler. Il y est moins pensé alors que pourtant tout l'univers du travail pourrait en être impacté, a fortiori, s'ils sont inscrits dans un retour récurrent de pandémie. Comment ? Par une transformation des pratiques de travail comme en cas de télétravail, par exemple, devenant un comportement structurel et posant tout un ensemble de questions sur l'émergence d'un nouvel univers du travail, dépassant par d'ailleurs un seul scénario y conduisant. Dans ce cadre, la pandémie en cours a conduit la Commission européenne à la classer en termes de risques au travail. Sur une échelle de quatre (risques les plus élevés), elle a été mise en catégorie 3 comme les SRAS et le MERS, ce qui a conduit à une envolée de protestations, car laissant trop de liberté aux employeurs. Or, on sait qu'environ 50 % de la contamination (première vague) vient des lieux de travail parce que de nombreuses catégories de personnels n'étaient pas protégées, une constatation dépassant d'ailleurs les personnels de soins (santé et personnes âgées), même si, dans de nombreux pays, les statistiques de contamination et mortalité en disent peu sur les catégories socio-professionnelles touchées, le cas de la Belgique, par exemple, les informations se répandant par le bouche à oreille. On sait maintenant que beaucoup d'abattoirs et pas seulement en Allemagne ont été des foyers de contamination. En fait, là où travaillaient des étrangers, la protection était faible pour ne pas dire inexistante, une constatation touchant les travailleurs avec et sans papier. Par conséquent, il reste des foyers de contamination sous déconfinement et tests sous contrainte. Au vu des protestations, le Parlement européen est monté aux créneaux par une volée de questions tout en apprenant que l'Agence européenne pour la sécurité au travail n'avait pas été consultée avant la classification. Quant est-il des réponses par pays ? Elles sont peu connues, car la régulation de l'univers du travail n'a pas été au cœur des communications médiatiques. En Belgique, le ministre fédéral en charge de la sécurité au travail a justifié son acceptation de la classification, en soulignant les travaux en cours sur un vaccin contre le Covid-19, et donc oubliant le temps effectif pour y arriver ! Au final, la classification si elle est maintenue, aura comme conséquence de rendre moins contraignantes les mesures nationales sur les lieux de travail, résultant de l'inscription dans les législations des pays-membres de la classification européenne. Au vu de l'importance de ce qui peut arriver dans l'univers du travail, il y sera revenu dans le développement sous la section consacrée aux risques de système.
31. Pour clore cette introduction, une information nouvelle et favorable est à mentionner : un remède contre le Covid-19 utilisant des **anticorps** (source : les lymphocytes B). Mais, avant, un peu de précision s'impose. Les anticorps (déjà introduits plus haut) sont des protéines immunitaires en autant de variétés qu'existent des antigènes : des molécules étrangères comme un virus à intercepter. Dans le cas d'une infection virale, les cellules du système immunitaire reconnaissent un **épitope**, une structure marquante des molécules virales étrangères et produisent des anticorps capables de s'y harnacher. De cette manière, elles vont éliminer les particules virales et éradiquer l'infection. Il est parfois possible d'identifier le bon anticorps et la cellule (lignée de lymphocytes B) qu'il le produit en vue d'une reproduction, en grande quantité, par des chercheurs, de ce qui est appelé des **anticorps monoclonaux** (exemple dans le cas de la lutte contre le cancer). Parfois, il s'agit d'une combinaison d'anticorps ciblant le même antigène. Dans ce cadre, trois équipes indépendantes de chercheurs auraient travaillé avec succès sur des **remèdes à base d'anticorps permettant d'éradiquer l'infection au Covid-19**. La première équipe est **chinoise** et appartient au Centre d'innovation avancée en génomique de l'université Beida (Pékin), la seconde **américaine** est une collaboration entre l'université de Washington (Seattle) et la société suisse « Humabs Biomed » et la troisième est **belge** appartenant à l'Institut de recherches en biotechnologies de l'Université de Gand. L'équipe chinoise, dont la contribution va paraître dans la revue « Cell », a utilisé des anticorps provenant de personnes infectées du Corona SARS-CoV-2 ou de son prédécesseur SARS-CoV-1. Elle les a testés sur des souris

infectées et saines avec succès : les premières ont connu une réduction de la charge virale (charge divisée par 2.500) sur 5 jours et les secondes ont été protégées. L'équipe devrait maintenant tester son remède sur des patients. La seconde équipe, dont la contribution a été publiée par la revue « Nature », a utilisé des **anticorps monoclonaux** au départ d'anticorps de patients infectés par le SRAS (2004). Le remède (combinaison d'anticorps) serait capable de neutraliser n'importe quel SARBEVIRUS (sous-genre auquel les SARS-CoV-1 et 2 appartiennent) car il reconnaît et s'agrippe comme un **épitope commun**. En effet, leur remède reconnaît la protéine « SPIKE » ou « S » à la surface du virion du Covid-19 et du SRAS, grâce à laquelle les virions s'arriment à leurs cibles, les **récepteurs ACE2** (voir plus haut) **des cellules pulmonaires** et les infectent. Selon les chercheurs, la formulation assez rapide d'un traitement basé sur leur contribution conférerait une immunité temporaire suffisante et efficace, pour enrayer d'ici plusieurs mois une seconde vague, dans l'attente d'un vaccin. En fin de juillet, on vient d'apprendre que l'équipe belge aurait réussi à mettre au point un cocktail d'anticorps de lama et d'anticorps humains, testé avec succès sur des hamsters (réduction de la concentration virale de 100.000 après 4 jours). Une entreprise nouvelle (ExeVir Bio) a donc été créée pour poursuivre les recherches des tests sur des humains étant attendus pour novembre de cette année. L'équipe espère utiliser son traitement en prévention et guérison, en complément d'un vaccin encore à venir.

32. Cette première bonne nouvelle est suivie d'une autre : l'université d'Oxford proposerait un médicament d'amélioration des chances de survie : la dexaméthasone, une hormone glucocorticoïde de synthèse réduisant de 35% les décès des patients sous ventilation, 20 % sous oxygène et de 13 % sans assistance respiratoire. Ce médicament inhiberait la tempête des cytokines ou ensemble de glycoprotéines solubles jouant le rôle de signaux permettant aux cellules d'agir à distance sur d'autres pour en réguler l'activité et la fonction. Ce médicament agirait donc sur la réponse immunitaire des patients dont on sait qu'elle finit par entraîner les décès des patients indiqués. De même, qu'elle serait responsable des malaises après guérison.
33. En terminant cette introduction, une conclusion s'impose : il y a de nombreuses zones d'ombre en matière de compréhension de la santé et des virus. Pourquoi ? Il faut chercher de bonnes réponses si les pandémies virales sont de retour. Chercher et non pas utiliser la pandémie toujours pas finie pour régler des comptes tant au plan international (E.-U./Chine) qu'au plan national (jeu d'influence monnayée de partis politiques et/ou d'acteurs).

Développement : Santé publique et développement¹⁸.

A. De l'économie marchande de la santé.

34. **Logique de développement avant le Covid-19: le motif de précaution.** Des citoyens, dans les démocraties libérales, meurent et cela n'est pas fini, parce que des achats de précaution furent repoussés voire n'eurent pas lieu au motif que stocker coûte de l'argent et serait inefficace sous obsolescence rapide. Dans ce cadre, les citoyens ont découvert des états de manque dans les maisons de repos et de soins (Belgique) ou EPAD (France) comme dans les centres de soins sanitaires (sens large : hôpitaux et cliniques de toutes spécialisations). Par conséquent, des citoyens sont tombés (ce n'est pas encore fini) comme des mouches au champ d' « honneur » de **l'économie marchande de la santé**, comme s'il n'y avait pas d'autres raisons de mourir ! En Belgique, la moitié des morts du Covid-19 viennent des maisons de repos et de soins et le pays aurait actuellement le record mondial de tous les décès pour cause du virus en question. La situation serait à peine meilleure en France. Des circonstances spéciales sont à prendre en compte dans les deux cas, d'abord pour la Belgique : des retours d'Italie de citoyens du Nord du pays, sans quarantaine à la sortie de l'aéroport national, le salon du livre et celui du bâtiment, soit des jours de circulation de la population alors que le virus circulait déjà et en France, le rendez-vous à Mulhouse des protestants évangélistes et ensuite le premier tour des élections municipales. Puis l'absence de moyens de protection de la population pour les deux pays. Mais ce

¹⁸Des corrections voire des renforcements d'orientations du développement du texte ont pour source : l'émission de radio « Au bout du jour » qui passe après 19H sur la « Première » (radio francophone de Belgique). Son animateur est le journaliste E. Caekelberghs. A titre d'illustration, les considérations sur la vieillesse, l'univers numérique, les risques de système, l'explosion sociale par classes moyennes interposées.

n'est peut-être pas tout : des discours de confusion (de politiques et d'experts) voire plus dont selon lesquels les masques n'étaient pas nécessaires... Enfin, à souligner qu'avant de « juger » des gouvernements, il conviendra d'avoir de bonnes statistiques, comparables, à mettre en outre dans des contextes divers. En Belgique, par exemple, tous les morts sont « Covid-19 » comme si, avant cette pandémie, les citoyens belges ne mourraient pas, ayant la vie éternelle en quelque sorte ! Dans ce cadre, loin sont les quolibets que durent supporter ceux qui parlaient de politique de précaution en matière de santé publique comme R. Bachelot, en France, anticipant l'arrivée du H1N1, quand elle était ministre de la santé ou encore son homologue belge L. Onckelinx. **Par ailleurs, malgré cette situation, peu nombreux sont ceux qui soulignent que les Etats européens ont le devoir de protéger la vie de leurs citoyens de par l'article 2 de la Convention des droits de l'homme de cet espace à laquelle ils ont adhéré.** Il serait donc possible que des citoyens citent leur Etat à comparaître devant la Cour européenne des droits de l'homme pour mise en cause de leur vie sous Covid-19 ! Quand ? Lorsque des statistiques de qualité seront enfin disponibles et susciteront des questions de compréhension.

35. **Normes de gestion.** Les personnels dans les centres de soins sanitaires (sens large : hôpitaux et cliniques donc) ont subi des pressions exagérée de performance, rentable, du fait de normes de gestion appliquée dont, par exemple, une facturation à l'acte. Il fallait donc arriver à facturer de plus en plus d'actes, à l'évidence d'autant plus qu'ils sont rentables, quitte à réduire les autres. Par conséquent, des lits ont été fermés et des personnels sont partis pour cause de décisions prises par des gestionnaires au pouvoir. Chaque personne employée est donc devenue responsable de trop de patients, une situation criante de stress pour les divers personnels de soins et de dangerosité pour leurs patients. C'est la raison pour laquelle le gouvernement belge a dû lever le quota autorisant les étudiants en médecine et dentisterie à s'installer. Il conviendrait d'agir également dans ce sens dans le cas des infirmiers. En effet, des études disponibles indiquent qu'une augmentation de leur nombre et de leur qualité réduit la mortalité des patients de façon sensible¹⁹. De même, les équipements disponibles ont été sous tension de forte utilisation. Au final, en l'absence de traitements adéquats (vaccins ou autres), il a donc fallu confiner la population autant que possible, pour limiter la contagion et l'entrée des contaminés, particulièrement des cas graves nécessitant des soins intensifs et essayer de réduire la mortalité durant ces derniers. Un confinement sera alors dit efficace quand il permet d'atteindre un taux d'infection, par personne, largement inférieur à 1 parce que la population a acquis de nouveaux comportements. Tout est alors encore mieux quand le taux d'utilisation des soins intensifs est inférieur à 40 %. De nombreux pays ont donc confiné leur population (première vague), mais sous des conditions d'amont : fermeture des frontières, modalités de protection (masques surtout) et/ou culture de confiance et dialogue avec elle très variables. Sous la remontée des contaminations, ils ont utilisé le confinement local et des mesures de test, tout en laissant les frontières rouvertes du moins sur l'espace européen, mais sous recommandation ou obligation de quarantaine. La Belgique fait toutefois exception par une politique de test limitée (personne ayant des symptômes seulement ou revenant de zones à risques, sous prescription médicale pour être remboursée), du moins jusqu'à présent, sans que l'on sache vraiment pourquoi. Quoi qu'il en soit, cette exception conduit actuellement des experts médicaux à fustiger les autorités politiques pour leur manque de compréhension de ce qui est en cours. Ils font notamment remarquer qu'au lieu de communiquer sur des contaminations rapportés à la population, il conviendrait de mettre en lumière le taux de positivité ou rapport des contaminés sur la population testée et, sous remontée de la contamination, de décider au plan local dans ce cadre. En clair, tester et tester encore et bien tracer afin de réaliser un réglage local fin de la contamination préféré à de nouvelles mesures générales, de restriction, à nouveau décidées à la fin de juillet (Belgique). Ces conditions, en pratique et exceptions, seront notamment à prendre en considération, quand les résultats des décisions politiques appliquées devront être évalués dont parce que d'autres pandémies restent à craindre. Dans ce cadre, certains citoyens ne seront pas fiers de leur nationalité.
36. Sous les normes de gestion appliquées, des citoyens ont découvert la **peur** d'être passé par pertes et profits dont parce qu'ils sont âgés ou ont un handicap grave. Ils y devenaient d'autant

¹⁹ « The impact of nurse staffing levels and nurse's education on patient mortality in medical and surgical wards : an observational multicentre study », F. Haegdore, P. Van Bogaert, K. De Meester and Kr. G. Monsieurs, BMC Health Services Research, 25 november 2019. Cette étude pour la Belgique en confirme d'autres dont pour la Suisse.

plus sensibles que radio et télévision égrainaient plusieurs fois par jour les statistiques de mortalité sous Covid-19 sans bien en indiquer les imprécisions. C'est toujours le cas. En fait, la peur de la mort n'est pas uniquement liée à la pandémie en cours : elle était déjà là dont en cas de nécessité d'opération de patients âgés. Et puis, il y avait aussi des situations où était posée une question d'acharnement thérapeutique. **Sous la pandémie en cours sont apparus des arbitrages auxquels chacun pensait peu, quand tout allait bien et que le contexte du vécu était favorable. Or, dans ce dernier cas, cela n'est plus le cas.** Il y a, en effet, une crise de confiance entre gouvernés et gouvernants, des communications d'effondrement²⁰ divers qui circulent tout comme faisant apparaître des privilégiés et en plus il y a des controverses médicales et des difficultés de compréhension des citoyens à l'égard d'experts hantant plateaux de télévision et studios de radio. Puis reviennent aussi des souvenirs qui perturbent. Enfin, un arrière-plan, il y a un **manque de considérations globales sur la vie humaine, cette dernière étant réduite à travailler pour la gagner et communiquer pour avoir des relations sociales. La sécheresse et la cruauté latente, des sociétés libérales, apparaissent, alors, sous un éclairage cru.** En fait, ces sociétés ont oublié que s'il fallait travailler pour vivre, il ne fallait pas vivre pour travailler ou plus précisément, « trimer » pour gagner de quoi satisfaire sans cesse des désirs sous un totalitarisme du bonheur marchand ou de l'avoir individuel à tous prix. Vivre est d'une autre nature, plus complexe et il en découle des besoins dont d'affection, de tendresse, de partage et d'amour qui ne sont pas des habillages marchands. Des besoins, en outre, présents à tous les âges de la vie ! En paraphrasant le « Petit Prince » : « *l'essentiel est devenu de plus en plus invisible* » dans les sociétés, riches, servant la marchandisation du monde et des êtres. Vivre appelle donc un travail de réflexion sur la liberté individuelle et son contexte global. Eviter de croire, par exemple, que cette liberté est un bien privé de nature tellement absolue qu'il soit opposable à tout ce qui est décidé au plan collectif. Comprendre donc que la liberté n'est grande que lorsque tous en jouissent en assumant leurs responsabilités d'êtres sociaux.

37. Le **contexte politique** est celui d'une crise de légitimité de la démocratie libérale qui, lentement mais sûrement, ronge cette dernière depuis la fin des « Trente Glorieuses » jusqu'à nos jours. En effet, la non-écoute des citoyens, pourtant représentés au plan politique, par leurs gouvernements en matière de régulation et politiques à appliquer, a provoqué à la longue, la rupture d'un contrat de confiance, liant citoyens et gouvernements, par une logique de raisonnement : l'excellence du faire comme demandé contre de la protection pour faire face aux aléas de la vie. Pourquoi ? Parce que les certitudes du passé ne sont pas revenues. L'univers du travail est devenu de plus en plus fragile et donc le pouvoir d'achat de masse de citoyens. Il leur semble avoir perdu leur citoyenneté et, en plus, ne plus être même des consommateurs : un modèle de substitution, à l'américaine, ayant lentement, mais sûrement pénétré le vieux continent, sous diverses stratégies volontaires. La raison a alors cédé la place aux ressentis et à l'émotionnel et cela d'autant plus que la communication est devenue un pouvoir d'influence voire de manipulation et intoxication de toute nature. Un pouvoir se nourrissant plus de ces sentiments que d'objectivité recherchée. Il n'a plus seulement s'agi de vendre des marchandises, mais de conquérir les esprits pour que des hommes politiques arrivent au pouvoir. Sous ce pouvoir, les citoyens se sont mis à douter de tout, mais certains ont continué d'avoir besoin de sauveur et, par conséquent, ont accrédité l'idée de complots permettant de désigner des coupables et de trouver des sauveurs : ceux qui désignent. Au final, est apparue une situation de « dialogue de sourds » entre gouvernements et citoyens qui a impacté les choix politiques de ces derniers. Dans de nombreuses démocraties libérales, elle a été favorable à des acteurs d'extrême-droite d'autant qu'ils ont fait des efforts pour devenir fréquentables et que les autres familles politiques ont souvent banalisé leurs thèmes et vocabulaires. On peut donc avancer que la pandémie en cours n'ait pas encore exprimé toute sa fécondité de chamboulement dont au plan politique : ses morts pourraient bien devenir des symboles, permettant un surcroît de critiques à l'égard de gouvernements en mal de confiance populaire, voire même seront un moyen d'y renforcer le sentiment d'une nécessité, déjà éclairée, elle aussi, sous les attaques terroristes : avoir un pouvoir politique plus « fort ». Une démocratie, par exemple, soit un déséquilibre favorable au pouvoir exécutif face au législatif. Une orientation déjà là, même si elle reste qualifiée d'exceptionnelle. Dans ce cadre, un arbitrage possible de plus

²⁰ Les informations sur le sujet sont généralement rassemblées sous le terme venant de l'anglais de *collapsologie*.

biaisé entre liberté et protection recherchée en défaveur de la première, a fortiori, quand l'arrière-plan de la seconde est la vie à protéger.

38. Le **contexte communicationnel** n'est pas favorable non plus. Il y règne en effet de nombreuses contributions sur divers scénarios d'effondrement, à savoir : du système financier mondial sous les outrances du capitalisme spéculatif donc d'acteurs donnés ; de la social-démocratie donc du partage de la richesse monétaire et de la protection institutionnalisées contre les aléas de la vie dans les démocraties libérales ; des anticipations sociales sur un avenir meilleur pour tous dans ces démocraties ; des valeurs de civilisation de l'Occident ; de direction de la gouvernance mondiale par les seules puissances du Conseil de sécurité des Nations Unies ; de l'alliance entre les pays européens libéraux et les E.-U. A ces effondrements s'ajoute celui d'un développement planétaire à l'occidental par manque de ressources et/ou contrainte d'accès, sous une crise climatique dont on mesure à peine les effets et surtout les coûts. Avec la peur d'être passé par pertes et profits reviennent donc des peurs de manquer de ce à quoi beaucoup sont habitués. A souligner que tous ces scénarios sont abondamment communiqués dont sur les réseaux sociaux. Il y a à la fois des communications générales et des ciblées, qui, toutes, les font fermenter ! Depuis la pandémie, les communications d' « effondrement », via Facebook, par exemple, ont été multipliées par 2 voire 3. Le climat qui surgit est tel qu'il suffit progressivement de parler d'effondrement pour être au goût du jour, sans être obligé de mentionner de quels scénarios il s'agit. Et puis, la peur est aussi amplifiée par un effet de surprise ou plutôt un mauvais souvenir : le retour de la pandémie virale et ses confinements : un scénario faisant penser aux épidémies de peste d'il y a longtemps. Un effet d'autant plus saisissant quand il est remis dans le contexte des scénarios d'effondrement divers. Communications servant une nouvelle sociologie aussi dont des privilégiés qui auraient une longue vie parce qu'ils ont les moyens d'attendre des progrès ad hoc en acceptant une cryogénéisation ! En plus, il y aurait même un plan B toujours pour certains en ayant les moyens : vivre sur Mars en cas de scénarios graves pour la vie sur Terre. Dans ce cas, il est fait référence aux projets d'investisseurs privés américains dont le bien connu E. Musk. Par opposition, du moins théoriquement, il y a le projet de village sur la Lune, piloté par une femme, la bien connue astronaute française : Cl. Haignerée, pour l'Agence spatiale internationale.
39. A remarquer que peu se sont demandés si la croyance en les effondrements divers n'était pas aussi portée par un désir d'en finir substitué à un manque de solution pour sortir du tunnel actuel : une situation de perte nette de résilience envahissant une population. Un scénario tout-à-fait favorable à une crédibilité accrue pour un pouvoir « fort » au sens d'un Dieu-le-père (juge sévère) de l'Ancien Testament.
40. Il convient de souligner que la **controverse médicale** en cours dont sur le traitement du Covid-19 par hydroxychloroquine (médicament pris seul ou en association) n'arrange rien non plus ni en matière de peur pas plus qu'en termes de confiance en la science. Dans ce cadre, l'isolement de la population de la communauté scientifique est un facteur dommageable. De façon générale, la population comprend mal le processus de recherche avec ses retours en arrière toujours possibles et n'est pas au courant non plus des fronts de travail de sa communauté scientifique, même quand cette dernière reçoit de l'argent public. En matière médicale, la population reçoit donc mal le fait que la médecine ne soit pas une science exacte, donc que les controverses soient normales, cet état ayant déjà eu pour conséquence le rejet des vaccins par de nombreux parents pour leurs enfants. Enfin, dans ce cadre d'isolement, la masse des citoyens comprend mal les experts dominants, une situation qui dépasse le contexte de la pandémie en cours. Actuellement, s'expriment des virologues, infectiologues, épidémiologistes, immunologues et autres experts en santé publique, sans que soit compris les chevauchements de champs ou de thématiques qui les rendent interchangeables d'autant qu'ils ne recommandent pas tous les mêmes choses.
41. En arrière-plan de la peur se profile la **pensée d'une société sur la vieillesse**. Qu'est-elle vraiment ? Un scénario de contraintes au plan sociétal ou la découverte d'un moment de vie spécifique, pas moins riche que d'autres avant lui. Il semble bien qu'une réponse implicite ait surgi : un plus de contraintes sous deux considérations : des citoyens en dehors de l'univers productif et qui pèsent par leurs risques sur la sécurité sociale en régime de répartition, a fortiori, sous une démographie déclinante (moins d'enfants et plus de personnes âgées). Par conséquent, vieillir devient comme faillir en termes d'un devoir : « *produire rentable pour la société et produire plus longtemps pour cause d'espérance de vie plus longue* ». Dans ce cadre, il y a peu d'investissements privés et publics sur la compréhension de la vieillesse, à l'opposé d'entrée de

groupes divers dans le financement d'un marché en expansion : les maisons de retraite et de soins (Belgique) ou EPAD (France). Cet arrière-plan se retrouve dans le monde du travail : on y remplace de plus en plus vite certaines cohortes par du personnel jeune et de culture numérique. Ce faisant des cultures de métiers disparaissent, une perte de gains divers de transmission. Tout se passe comme si les gains des machines dont des robots et de l'intelligence artificielle étaient suffisants pour n'avoir aucun souci pour des pertes cognitives, de comportements, etc. liées au « délestage » de certains. Les personnes âgées n'ont –elles plus d'utilité ? Rien n'est moins faux en cette période de pandémie où les grands parents n'ont plus su aider leurs enfants à prendre soins de leurs enfants : des gains de service dont les factures sont faciles à établir. Et encore sans tenir compte de la qualité d'écoute et de disponibilité dont bénéficiaient les petits enfants. Utilité aussi par les dépenses de voyages sans lesquelles des agences fermeraient plusieurs fois par an, contributions à des nombreuses associations, etc. Avec cécité, les **sociétés démocratiques** ont oublié de penser à la vieillesse autrement qu'en termes de charges financières et de scénarios médicaux. Mais qu'en est-il des autres cohortes de population ? Pas beaucoup mieux, car une seule chose compte : être performant. Par conséquent, sont valorisés ceux qui le sont et donc le reste, les autres, non. Plus fondamentalement, ces sociétés **ont oublié de réfléchir à ce que vivre signifie pour n'en voir que certains contours par un prisme économique et technologique** ! Prisme servant aussi à leur donner un avenir, car, en effet, ces sociétés ont perdu toute autre pensée sur l'avenir. Avec cruauté, on devrait dire que le Covid-19 leur a rendu service en faisant mourir certains de leurs inutiles!!! Cruauté aussi par le fait que le virus en question les force à nouveau à penser à leur avenir ne fût-ce que parce que beaucoup pourraient mourir. Des considérations qui reviendront dans les débats politiques, quand on découvrira que l'espérance de vie ne s'accroît plus, parce que beaucoup de seniors sont partis. Par conséquent, que l'argument « *travailler plus longtemps au nom de l'équilibre financier de la sécurité sociale* » ne tient déjà plus. Ce point sera étoffé plus loin. Et qu'il deviendra de plus en plus clair que l'intelligence économique globale (IAG) menace les emplois de nombreux citoyens, car aucune préparation dont de formation massive n'est en cours !

42. Tel est le contexte général d'appel de la peur au retour d'un « Protecteur », un appel parmi d'autres (crise climatique, terrorisme et crise financière de 2007-08) et qui signale un divorce entre ceux qui firent reculer les Etats, à partir de la décennie 80 du XXe siècle, causant l'érosion de la social-démocratie et des masses de citoyens pas d'accord d'être exposés seuls face au « Marché » pour prouver qu'ils sont capables de prouesses et méritent de devenir « scandaleusement » riches. Globalement de quel retour s'agit-il ? D'une protection globale et d'une organisation de tout ce qui convient, pour sortir du climat de malaise actuel, par le pouvoir politique. Mais cela n'est pas tout, il sera aussi demandé de l'efficacité mesurable et transparente dans tout ce qui sera décidé, l'ombre du passé et du présent pesant sur l'avenir. Du point de vue des citoyens, il s'agira d'un nouveau contrat politique conditionnant le consentement à payer des impôts de ceux, qui sont les sédentaires de la démocratie libérale face à d'autres, nomades, ayant divers moyens de se libérer de l'imposition. Compte tenu du contexte de crise de confiance, ce contrat ne sera pas un chèque en blanc et par conséquent, exprimera un partage nouveau de pouvoir politique dans le contexte d'un travail de réflexion de tous sur toute la société. **Pas de revanche, mais beaucoup plus de compréhension des êtres et des choses pour d'autres arbitrages sur des futurs possibles.**
43. D'entrée de jeu, le retour attendu sera difficile sous l'arrière-plan des aides demandées par de nombreux secteurs et acteurs pour ne pas capoter. Par exemple, dans le secteur du transport aérien, des aides sont partout demandées aux gouvernements alors que ce secteur est entré en crise avant le Covid-19. Comment arbitrer alors quand on sait qu'une partie des aides ne sera qu'une modalité pour retarder une sérieuse restructuration qui devra avoir lieu, un scénario ressemblant à celui de la sidérurgie. Dans l'avenir pour des raisons de climat, de virus et de perte de pouvoir d'achat pour cause de contraction en cours des activités, les citoyens ne devraient plus voyager comme avant. En outre, l'Europe est un grand espace sur lequel le train va devenir un moyen puissant de substitution à l'avion et la voiture. Dans ce cadre, la relocalisation d'activités va également réduire les marchés des avions et des porte-containers, mais elle pourrait aussi appeler des efforts en faveurs des voies navigables et des canaux ! Comment arbitreront donc les gouvernements ? Aider quand même ou conditionner leurs aides à des restructurations organisées et dans ce cadre, eux-mêmes reprendre des efforts d'infrastructures? Autre exemple,

le secteur de la culture qui a perdu presque 100 % de sa valeur ajoutée. Un secteur –clef pour l’avenir et cela d’autant plus que la poussée vers des pouvoirs politiques « forts » peut transformer des décisions liberticides de circonstance en tendances. Au final, **actuellement, la Belgique a déjà dépensé plus de 50 milliards d’euros en soutien et la France plus de 500 milliards dans un contexte de chute annuelle du P.I.B. en 2020 de l’ordre de 11% pour chaque pays.**

44. Le retour espéré sera aussi difficile parce que ses causes mettent en jeu les notions compliquées de **risques de système** et d’effets induits à **l’interactivité globale complexe** plus précisément amenant des effets sociétaux s’enchaînant. Les gouvernements ne sont pas habitués à décider et agir dans ce cadre et, en outre, comme ces risques sont planétaires, il leur faudra coopérer de façon différente alors que le multilatéralisme est en berne. Les gouvernements devront donc collaborer avec leurs citoyens pour une raison de retour de la démocratie, leurs entreprises pour valider des choix en termes de productions disponibles tout en écoutant leurs scientifiques : une sorte de carré de bonne décision et action en entendant ainsi que chaque côté du carré est égal du point de vue de la raison qui fonde la collaboration des quatre partenaires. A l’évidence, il faut que la langue d’avant l’agir soit compréhensible par tous. Il sera revenu sur ces risques plus loin afin de mieux faire comprendre la nature du nouveau contrat politique nécessaire. Le retour souligné est partout présent dans les démocraties libérales, mais avec une intensité très variable, souvent très liée à la culture du pouvoir. Un des pays les plus touchés est la France pour cause de pouvoir extrêmement hiérarchisé et culture de dialogue social frontal. Dans ce pays subsiste une culture monarchique de roi-soleil et de courtisans pesant sur des manants. En caricaturant, une élite pense et le « peuple » bosse et à l’extérieur importe la grandeur de la France. Cet état sociétal favorise les positions de refus plutôt que la recherche de consensus. La France en souffre tant à l’intérieur que lorsqu’elle propose quelque chose à ses voisins européens. Situation difficile aussi en Belgique compte tenu de la fragmentation de la décision politique pour cause de régionalisation et communautarisation et en outre, depuis les dernières élections de mai 2019, toujours l’absence d’un gouvernement de plein exercice ayant une majorité parlementaire !
45. **Délocalisation et externalisation.** L’acteur gouvernemental, en recul d’influence et de pouvoir face au secteur privé, piloté par quelques-uns, n’a plus l’influence du passé pour dominer les transactions nécessaires pour sauver sa population, car une vaste délocalisation des productions a eu lieu au motif d’en abaisser les coûts de revient dont du travail de façon sensible. Ce mouvement touche toutes les productions donc aussi celles orientées vers les besoins de santé publique. Plus encore de nombreux laboratoires de recherche ont aussi été délocalisés dans le cadre d’une externalisation des services, à basse valeur ajoutée d’abord et puis de façon plus large. Généralement, qu’est-il resté dans les anciens pays industrialisés ? Des activités jugées rentables par certains, par ailleurs souvent experts et conseillers de gouvernements. Dans ce cadre, les gouvernements ont perdu de vue l’organisation de ce qui reste comme secteurs (laboratoires de recherche inclus) orientés vers la santé publique sur leur espace politique de souveraineté et quelle en est la dispersion régionale. Par conséquent, il y a des pays avec des capacités de recherche sur les vaccins et les tests divers (de contamination et de sérologie) et d’autres pas et en plus des pays avec une **bonne**²¹ régionalisation des capacités en question, cette dernière fait, par exemple, la différence entre l’Allemagne et la France. En Belgique, des problèmes régionaux ont été soulignés même quand l’urgence sanitaire (première vague) donnait la dominance décisionnelle au gouvernement fédéral sous la modalité d’un Conseil national de Sécurité. A titre d’illustration, il fut d’abord décidé qu’un seul laboratoire serait la référence en matière de test : en Flandre, à l’évidence, ce qui provoqua une levée de boucliers de la part de tous les laboratoires dont de biologie clinique soucieux d’aider toute la population, etc. En fait, malheureusement et de façon générale, les acteurs politiques dans la plupart des pays n’oublièrent pas leurs intérêts politiques, malgré la pandémie. Sous cet éclairage, la survenance du Covid-19 ne changea rien aux comportements démagogiques de beaucoup d’hommes politiques.
46. **Productions à flux tendus.** Les gouvernements ont aussi oublié le temps, sous circonstances normales et autres, pour importer ce qui est nécessaire pour protéger une population dans un état d’urgence. En plus des délocalisations soulignées, il faut tenir compte de décisions de production à flux tendus. Les productions n’ont, en effet, lieu que quand les carnets de commandes sont bien

²¹ Cela signifie une identité nationale assez soudée à la différence de la Belgique.

remplis, les stocks étant quasiment nuls, rentabilité oblige. Il s'agit d'un comportement général. Par conséquent, quand une production finale rassemble de nombreux composants qui sont les contributions de fournisseurs divers, pouvant être géographiquement très éloignés, la production à flux tendu aura comme conséquence un délai parfois long avant d'attendre ses consommateurs.

47. Au final, délocalisations et productions à flux tendu pèsent sur les décisions politiques en cas d'urgence. A l'exception d'une politique d'auto-vaccination de la population²², laquelle n'est vraiment jouable que si les risques de mortalité sont bénins, il faudra confiner dans l'urgence, afin que le virus ne circule pas trop vite, ce qui ferait exploser les centres de santé et, dans ce cas, faire appel à des comportements adéquats de la population. Mieux encore, compter que cette dernière ne faillira pas dans toutes ses composantes donc ni en soins de qualité, sous situation de stress extrême, ni poursuite d'activités essentielles, pas plus que de solidarité diverse et enfin d'imagination pour se protéger ! Une sorte de partage de pouvoir, pour cause d'urgence : une situation à la recherche d'un Churchill politique, si possible, ou d'un de Gaulle, pour qu'elle dure le temps de vaincre le virus ! Mais sont-ils là ? Et puis, durant ces moments historiques, beaucoup apprenent qu'ils n'étaient pas seuls, alors que, sous la pandémie, un manque des autres (et même une visibilité pour cause de confinement et puis de visage masqué) s'est fait sentir avec parfois la cruauté d'une proximité de couple dramatique. Quoi qu'il en soit le confinement fut difficile, car la capacité de résilience de la population était en cause de même que sa patience, car il y avait longtemps que l'intérêt politique portait de façon prioritaire sur des paramètres économiques et encore immédiats. Que dire alors s'il fallait confiner à nouveau, une situation tout-à-fait possible ! De même comment réagirait la population si les efforts de relance économique étaient insuffisants d'autant que des voix s'élèvent déjà pour souligner les importances historiques des déficits publics induits ?
48. Outre ses difficultés, le confinement général n'est pas toujours légal. Il y a des pays comme le Japon dont la constitution ne l'autorise pas pour éviter le retour d'abus d'avant la seconde guerre mondiale. Quoi qu'il en soit, il est pour certains une atteinte à la liberté de circuler qui est garantie, sur l'espace européen. Pour cette raison, un ensemble de citoyens belges attaquent le ministre de l'intérieur en justice pour confinement trop strict. Et puis le confinement n'est qu'un élément sur lequel se pencher pour apprécier la qualité de gestion de crise par les autorités publiques. Dans ce cadre, pour éviter une montagne de critiques, dont le pouvoir se passerait bien, une Commission d'enquête sur la gestion de la crise vient d'être nommée en France. De même, il y en aura une Commission spéciale d'investigation en Belgique laquelle n'aura donc pas les pouvoirs (judiciaires) d'une Commission d'enquête.
49. La pandémie virale interpelle aussi en termes de pollution supportée par les citoyens au nom d'un développement du toujours plus, car ces derniers découvrent qu'ils respirent mieux, l'arrêt des activités ayant réduit les pollutions dans l'air : des **externalités** du développement marchand diront les économistes. Il y sera revenu plus loin dans ce texte. De même, qu'ils entendent mieux les oiseaux. D'ailleurs des ornithologues font remarquer que ces derniers ne chantent plus tout-à-fait comme avant. Peut-être disent-ils simplement : « *Coucou, certains d'entre nous sommes encore là. Vous, qui aviez oublié que beaucoup d'entre nous étaient partis, Où ?* ». Alors écoutant mieux, sans doute pour moins se sentir coupables, ces humains sont à nouveau surpris de constater que les mésanges bleues meurent à cause d'une infection bactérienne, là, elle aussi ! Mais cela n'est pas tout, au Botswana, ils découvrent que des centaines d'éléphants meurent, dans la région de l'Okavango, sans que l'on sache pourquoi, que les abeilles, partout, continuent de mourir, sans qu'on agisse beaucoup pour y remédier. De même, compassion voire plus pour les taureaux de combat utilisés dans les arènes, fermées actuellement, une race toujours à moitié sauvage, en voie d'extinction, et qui risque d'être abattue parce ses représentants, devenus inutiles, doivent continuer à être nourris. Découverte et souci pour cause de la mort bactérienne

²² Une telle politique a été pratiquée au Pays-Bas, R.U. et en Suède. Les deux premiers en sont assez vite revenus à l'opposé du troisième qui enregistre tellement de morts, à ce jour, que l'ouverture de frontières par ses voisins en est contrainte. Toutefois, il faut se garder de comparer trop vite les résultats par pays tant que de bonnes statistiques ne sont pas disponibles et que le potentiel de contamination d'une population reste mal connu dont sous considérations génétiques nécessaires. Au Brésil, l'actuel président ne cesse de vitupérer contre le confinement organisé par les gouverneurs des différents états fédérés. Des morts nombreux sont le résultat de cet état de crispations politiques et surtout de rassemblement sans protection des supporters de ce président. Idem aux E.-U.

des oliviers, venant d'Italie et touchant d'autres zones dont en France, et puis des sapins sous sécheresse actuelle favorisant des ravageurs : les scolytes d'autant qu'ils attaquent aussi les chênes et les hêtres, etc. Dans ce cadre, il y a déjà un après Covid-19 : le retour de la « nature » en réalité²³ comme en présence, saveurs et bruits, du moins pour ceux qui furent confinés à la campagne. Changement également dans les conversations dont par une meilleure compréhension des enjeux de la vie apparaissant peu à peu, n'étant plus donc la marque identitaire des générations mobilisées par Gr. Thunberg ou N. Hulot²⁴. **Mais comment faire alors quand il faut continuer à gagner sa vie ?** Interrogation alors sur la liberté individuelle sous totalitarisme du bonheur marchand. Par conséquent, petits pas d'essai de sortie du « tunnel » dont par retour vers les petits commerces de proximité ; découverte de qui sont les vrais amis, parce qu'ils téléphonent à l'opposé des autres et, peut-être, meilleure compréhension des liens sociaux parce qu'ils sont devenus une « denrée rare » (même en cas de décès) et que certains en tombent malades, au point que des médecins aient commencé à en parler comme d'un choc post-traumatique ! **Une denrée rare, en effet, face à une abondance de scénarios de solitude, même au sein des couples et des familles**²⁵. **Une vie plus pauvre en contacts sociaux ressentie aussi par les enfants et les adolescents privés d'écoles et de divertissements.** Enfin, retour de la petite reine²⁶ comme modalité d'une liberté de déplacements, un scénario ressemblant à un passé de classes populaires n'ayant rien d'autre. Un petit parfum à la recherche de son Y. Montand et de sa Paulette!²⁷ Tout ce qui revient renvoie peut-être aussi à la « Cerisaie » (1904) de Tchekhov (1860-1904) : le passage d'un monde à l'agonie vers un autre, mais lequel ?

50. **Prévention.** Il apparaît à ce jour que des patients ayant certaines pathologies dont l'obésité, l'hypertension, par exemple, présentent plus de symptômes graves quand ils sont contaminés par le Covid-19. Par conséquent, apparaissent des situations nationales éclairant des politiques de prévention faibles. En fait, il semble bien qu'ait été préférée une politique de prise en charge laquelle supporte, par conséquent, une hypothèse de survenance faible de « turbulence » de type pandémie virale. A l'évidence, une telle politique dépend des moyens qu'a une population de payer les soins à facturer. En cas d'absence de sécurité sociale ou quasiment, seuls les plus aisés ont les moyens de payer des assurances privées les protégeant et leurs familles, une situation favorable pour de nombreux pays européens comparés aux E.-U. ou encore à la Chine. Dans ce dernier cas, le confinement est donc naturellement militaire et avec des sanctions musclées. Dans celui des E.-U., ce sont les afro-américains et les latinos qui ont le plus de risques de mourir du Covid-19, car de façon générale, ils ont moins de revenus pour soigner leur

²³ Dans ce cadre, un retour qui peut aller très loin puisque certains découvrent que les animaux ont des cultures comme les humains et, par conséquent, qu'il ne s'agit plus de dévaloriser la « nature » par rapport à la culture. Cette situation date du XVII^e siècle, moment d'émergence des sciences et d'affirmation de la rationalité. Dans ce cadre, la nature devint une réalité à maîtriser voire plus pour l'exploiter. De même, l'être humain apprit à exprimer de la rationalité avant tout. Il acquit des savoirs scientifiques par des enseignements et de l'expérimentation en laboratoire (via protocole d'observation permettant la duplication de l'expérimentation en vue de la contestation éventuelle de ses résultats) dont en utilisant des équipements ad hoc. Par conséquent, les savoirs acquis autrement furent dévalorisés et parfois oubliés. Depuis le dernier quart du XX^e siècle, ces visions ont changé au profit d'une nature dans laquelle sont exprimées des cultures humaines et non humaines. Quant à l'être humain, il acquit le droit à des émotions, sentiments, passions, irrationalités, qu'il soit homme femme ou transgenre. Les marchés en profitent d'ailleurs beaucoup. Enfin, progressivement, des savoirs oubliés vont retrouver droit de cité d'où depuis quelques décennies, des savoirs et pratiques ayant trait aux plantes médicinales ou encore au bien-être. Dans ce cadre, une perspective holistique ou d'intégration de tous les savoirs est en cours. Peut-être celle de toutes les cultures aura-t-elle aussi lieu.

²⁴ Une récente (fin mai) enquête auprès des consommateurs en Belgique le montre dont en Wallonie et à Bruxelles, le Nord étant plus soucieux d'un retour à la normale. Naturellement certains reviendront alors tout de suite à des fausses images en soulignant que ce Nord est laborieux comme les fourmis alors que l'autre partie du pays est un ensemble de cigales !

²⁵ Dans ce cadre, souvent glorification des familles comme dans le passé, alors qu'une glorification en masquant une érosion relationnelle profonde. En fait, dans les sociétés « riches », la pauvreté s'étend en termes d'inégalités et de vide relationnel : la solitude étreint alors de nombreuses personnes ayant besoin d'autres étreintes !

²⁶ Explosion des ventes de bicyclette pour se promener et non sillonner tous les chemins en quête de performances.

²⁷ Mais déjà avec des outrances de liberté, car tous les espaces de circulation ne peuvent accueillir voitures et bicyclettes. Une organisation des espaces est nécessaire en prenant du temps de réflexion, car d'autres nécessités sont là aussi dont de développement endogène, par exemple.

santé. Ils ont donc un amont Covid-19 défavorable. Mais quoi qu'il en soit des régimes de prise en charge des soins sanitaires, aucun pays ne peut rester confiner longtemps, par nécessité de remettre ses citoyens au travail sinon tout s'y écroule par érosion voire plus, à moyen terme : contraction sévère de la circulation des richesses ! On a parlé en mai d'un recul annuel de 8,7 % du P.I.B. de la zone euro, mais qui sera en fait plus grave, un repli plus sévère déjà annoncé par des échanges mondiaux dont la contraction pourrait dépasser les 30 %. Un immédiat en cours et auquel il faudrait donner un autre futur qu'en 1929 (mesures de relance tardives puisqu'en 1933 via le New Deal aux E.-U.). Mais même dans ce cadre, peu de gouvernements comprennent vraiment que **le retour au travail doit avoir un nouveau contexte comme après une guerre : une reconstruction structurelle sortant des problèmes du passé : des conditions sociales et relationnelles dégradées dans des démocraties libérales faisant par ailleurs face à un changement climatique comme tous les autres régimes. Mais des démocraties aussi touchées au moral, car ne dominant plus comme dans le passé et infestées par des communications de manipulation et intoxication.** Des démocraties où progressivement le doute a envahi de nombreux citoyens sur tout ce qui leur est communiqué et qui, en plus, croient que toutes les opinions se valent. Des citoyens aussi enfermés dans des réseaux sociaux leur laissant croire qu'ainsi ils ont à nouveau une identité (commune brisant la solitude), eux qui ne sont plus écoutés par leurs gouvernements (en termes émotionnels sont orphelins de père). Mais ces réseaux sont des chambres d'écho où résonnent ce qui convient pour créer l'illusion identitaire. Attention, ces chambres sont dangereuses, car accroissant la violence, par enfermement de ceux qui croient y avoir trouvé leur « être ». Comment se mobiliser pour sortir des fatalités en cours devient alors une question de résilience de la population : un état problématique, car dans les démocraties en question, les valeurs sont effondrées au profit d'un maître : l'argent et en outre, chacun est de plus en plus seul, ce qui augmente le sentiment d'impuissance. Il faut donc beaucoup de presque « folie » pour vouloir s'en sortir, tout en recherchant comment. Repenser peut-être au passé dont aux avancées allemandes de la seconde guerre mondiale et aux communications y relatives. Malgré tout, certains ne perdirent pas l'espoir : ils choisirent de résister et trouvèrent comment. En voici deux réponses de philosophes connus, l'un italien et l'autre allemand : « *L'optimisme de la volonté face au pessimisme de la raison* » aurait dit Gramsci (1897-1931) ou encore « *Savoir accueillir le chaos pour accoucher d'une étoile* » pour Nietzsche (1844-1900).

51. **Secteur de la santé et pratiques au quotidien.** Mais cela n'est pas tout, le secteur de la santé est aussi en cause ne tirant pas suffisamment des leçons des expériences sur le terrain de ses praticiens et il n'y a pas que l'exemple mettant en lumière le professeur D. Raoult (Marseille, France). De nombreux docteurs ou encore des vétérinaires ont dû sauver des patients ou des animaux infectés et beaucoup y ont réussi en utilisant leurs savoirs et imaginations. A titre d'illustration, les vétérinaires connaissent la pneumonie virale (un corona) des veaux et des bovins. D'une conversation avec l'un d'entre eux, il ressort qu'il a sauvé les animaux en vaccinant par la porte d'entrée du virus (nez, yeux et bouche) dans le cas en question. De cette conversation se dégage aussi la nécessité d'avoir des réunions régulières entre médecins et vétérinaires, d'autant que les animaux domestiques ont des risques d'infection par les sauvages, a fortiori, quand les milieux d'élevage sont proches des milieux naturels, par ailleurs souvent dévastés pour cause de développement et que les agriculteurs-éleveurs peuvent être contaminés.
52. La conversation en question conduit à deux conclusions sur un agir souhaitable. Elles sont les suivantes sont : « *Pourquoi laisser des masses d'expériences fécondes, peu ou pas du tout en dehors de la transmission vers les jeunes praticiens ?* » et : « *Pourquoi ne pas avoir testé des agriculteurs en cas de pandémies chez leurs animaux ? Et si cela a été le cas, pourquoi ne pas en avoir abondamment parlé d'autant que des masses de troupeaux furent abattus (brucellose, par exemple) ?* ». La première réponse est : souvent, parce qu'il convient de publier pour faire carrière dans des milieux ad hoc, au mépris de tout ce qui est perdu. Publier est, en effet, un des paramètres d'obtention de financement. Ne dit-on pas « *Publish or perish* ». Mais que financera-t-on alors ? Ce qui sera vraisemblablement accepté par un ensemble d'acteurs influents, privés et publics. La recherche est donc un patrimoine de rareté, relative, même quand le volume des chercheurs s'accroît. On finit par chercher pour des marchés, en priorité, sauf sur le plan militaire, car il se trouvera toujours des fonds à lever et cela d'autant plus qu'un motif de précaution sera avancé, sous de « bons » dossiers de plausibilité ! Dans ce cadre, les Etats feront

« naturellement » appel à de gros laboratoires, privés, plutôt qu'à toutes leurs universités. La recherche devient alors plus un outil de « concurrence plus » et d'innovations marchandes induites, qu'une voie naturelle de solutions pour des questions de société, une convergence opérant selon l'abondance et surtout la composition des financements attendus. Les efforts de prévention sont alors des contraintes sur les anticipations de marchés attendus. Par conséquent, nombre d'articles publiés paraissent en dehors de la réalité de nombreux praticiens. La seconde réponse est : les agriculteurs sont les parents pauvres de la santé publique parce qu'il est normal (avocat du diable) d'évoluer de l'agriculture vers les services financiers en passant par l'industrie pour produire toujours plus de richesse. En outre, se pencher de façon systématique sur la santé des agriculteurs aurait créé trop de contraintes sur un modèle de consommation utilisant des intrants chimiques, en abondance, pour maintenir des coûts de revient bas et nuit au secteur de la distribution déterminant la marge d'intermédiation entre prix rémunérant les producteurs et payés par les consommateurs. Dans ce cadre, relever les premiers (mouvement d'aval), toutes choses étant par ailleurs égales, aurait aussi signifié accroître le partage des valeurs ajoutées en faveur des salariés (les consommateurs) : un aval étant une contrainte insupportable sous concurrence mondialisée pesant lourdement sur les coûts salariaux. Les producteurs devaient donc grandir en volume ou se suicider. De nombreux petits choisirent la seconde solution. Alors, dans la recherche du pourquoi, on se pencha un peu sur leur santé et conditions de vie. On découvrit qu'ils mourraient aussi pour cause d'engrais et de pesticides utilisés, ce qui n'épuisait nullement les raisons de leurs morts. En fait, beaucoup mourraient par rejet de leurs conditions de survie !

53. Au final, à terme, ont surtout résonné des communications sur les performances et innovations de **l'économie marchande de la santé** plutôt que sur les forces et faiblesses du **système de santé** nécessaire pour se préoccuper de **la santé globale donc physique, mentale et sociale des citoyens sous anticipations diverses ou en clair principe de précaution**. D'ailleurs, actuellement, **en 2020, on ne sait pas ce qu'est un système de santé et comment il faudrait le piloter en évolution (anticipations incluses), gestion et facturation. De même quels seraient les impacts qu'un tel système aurait sur la sécurité sociale et les finances publiques?** Dans ce dernier cas, toute réforme envisagée n'intégrant pas les effets de politique de précaution serait lourdement hypothéquée. Dans ce cadre d'interrogation, ce que l'économie marchande permet est le bienvenu pour recouvrir une incertitude d'un voile d'efficacité, privée, avant tout et, en outre, des marchés d'équipements en dépendent. Cet état de la santé publique est un aspect historique du développement libéral, ce dernier ayant pourtant impacté la santé publique de façon considérable, en plus du climat social des pays appliquant le libéralisme, au plan politique et économique. Toutefois, ce fut souvent pire dans les pays ne connaissant pas la démocratie et/ou étant pauvres.
54. Dans ce cadre, heureux sont malgré tout toujours les citoyens jouissant d'une sécurité sociale en régime de répartition, cette mutualisation des risques réduisant, par des volumes de soins de qualité et des prix accessibles à tous, des inégalités sociales (revenus et position) toujours là, malgré éducation publique obligatoire et social-démocratie, quoique chacune mise à mal par l'utilité marchande des enseignements et des aides distribuées. Quoi qu'il en soit, l'économie marchande de la santé d'un pays est un scénario impactant la crise économique que la pandémie virale, planétaire, y induit. En effet, certains pays auront des confinements moins longs et un volant important de population testée à l'opposé d'autres. Ils repartiront donc plus vite sur le chemin d'une croissance par la « concurrence plus » et ses innovations dont découlera à nouveau des ruisseaux de distribution sous social-démocratie érodée ou des « rigoles » sans elle. Tout sera comme avant se réjouiront certains, alors, pour d'autres, la pandémie en question : le Covid-19 devrait servir à entrer dans une nouvelle ère : sociale, climatique et de vie biologique « chérie », en fait une ère où les humains devraient se donner une nouvelle « « grande » raison de vivre : le bonheur, en comprenant mieux qui ils sont, qu'est-ce que la liberté individuelle et quel est leur milieu naturel et relationnel. Un scénario de « *tournant vers l'essentiel* » aurait dit B. Pascal (1623-62). Dans ce cadre d'humanisme espéré et de mariage d'amour entre culture et nature, décider d'améliorer leur démocratie, pour ceux qui en jouissent, et leurs relations transnationales et internationales dont par d'autres projets de cohésion et coopérations plus paisibles. Mais sur cet espoir pèse un long passé et en plus, il s'agit d'un **pari sur une volonté de changement que les populations doivent vouloir avec courage et ténacité malgré tout**. En fait, un pari comme dans le passé, quand il fallut des combats personnels et politiques, tenaces,

pour que la richesse du développement libéral soit distribuée et que la distribution finisse par une institutionnalisation : la social-démocratie. Dans ce cadre, **certains ont dû porter le flambeau pour les autres. Dans l'avenir, il faudrait espérer que ce petit nombre ait grandi. Un pari de plus ?**

55. Vivre n'est certainement pas un long fleuve tranquille : à la lumière du passé, une évidence pour des masses de citoyens et dans l'avenir, d'autant plus qu'il faille amener un changement de logique de développement. Des termes qui font peur par eux-mêmes, mais que dire alors quand certains pointent les nuages d'orage d'un avenir, en cours d'arrivée, sous crise climatique et concurrence montante de l'intelligence artificielle. Des nuages qui réduisent considérablement les forces d'espoir, espérées, sous des scénarios de fatalité. A titre d'illustration, il n'y aurait pas d'autre progrès que la concurrence entre intelligence humaine et artificielle dans un cadre où les talents et créativité du plus grand nombre ne sont pas recherchés par une éducation appropriée et où la vie biologique : celle de la faune et flore, est à peine découverte comme ses milieux dont les océans. Il faudrait continuer à accepter des tris et de l'organisation sociétale selon le « Marché », comme si ses moteurs : la concurrence et ses innovations technologiques surtout et son résultat : l'efficacité privée, source quasiment unique de son homologue collective, faisaient de lui une transcendance ou main invisible du libéralisme historique amenant le meilleur au plan sociétal. Or, ce « Marché » n'est pas un Deus ex machina sélectionnant les meilleurs comme sous darwinisme global. Il est piloté par des êtres humains ayant de l'influence et du pouvoir, à des moments donnés, face aux autres que l'éducation et la distribution impactent en plus et moins de servitude volontaire ainsi que l'aurait dit La Boétie (1530-60)²⁸. Une **interactivité** qui n'est vraiment lisible qu'à long terme et plutôt quand des problèmes surgissent. Dans ce cadre, par exemple, le mariage difficile entre libéralisme et démocratie, au cœur des pays ayant pour régime politique la démocratie libérale, ne fut vraiment envisagé qu'après les « Trente Glorieuses » (1945-75), quand progressivement la conquête planétaire de l'économie de marché porta des coups de concurrence et d'innovation à la social-démocratie, en clair à la distribution institutionnalisée de la richesse dans les pays libéraux. Or le social, problématique du libéralisme, avait posé problème depuis le début de la révolution industrielle et fut la cause des mouvements de contestation, violence, révolution et réforme du libéralisme dont sortit finalement un état de social-démocratie. Par ailleurs, les populations du Tiers-Monde en souffrirent alors que la situation sociale de celles des pays libéraux se développant s'améliorait. Une différence qui n'a pas encore disparu d'ailleurs. Dans ce cadre, le libéralisme fut toujours nourri d'inégalités sociales et ses évolutions furent des scénarios du type : « *On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs !* ».
56. L'interactivité soulignée est, à ce point, cruciale, pour l'avenir de tous, qu'il convient de mettre en lecture les quelques phrases qui suivent tirées de la revue Wired²⁹ (en page 2) d'il y a 20 ans déjà. Sont-elles une **caricature à oublier ou pas** ? « As society and the problems that face it become more and more complex and machines become more and more intelligent, people will let machines make more of their decisions for them, simply because machine-made decisions will bring better results than man-made ones. Eventually a stage may be reached at which the decisions necessary to keep the system running will be so complex that human beings will be unable of making them intelligently. At that stage the machines will be in effective control. People won't be able to just turn the machines off because they will be so dependent on them that turning them off would amount to suicide ». « ...control over large systems of machines will be in hands of a tiny elite-just as it is today, but with two differences. Due to improved techniques the elite will have greater control over the masses, and because human work will no longer be necessary the masses will be superfluous, a useless burden on the system. If the elite is ruthless they may simply decide to exterminate the mass of humanity. If they are human they may use propaganda or other psychological or biological techniques to reduce the birth rate until mass of humanity becomes extinct, leaving the world to the elite. Or, if the elite consists of soft-hearted liberals, they may decide to play the role of good shepherds to the rest of human race. They will see to it that everyone's physical needs are satisfied, that all children are raised under psychologically hygienic conditions, that everyone has a wholesome hobby to keep him busy, and that anyone who may

²⁸ Le discours sur la servitude volontaire paru en 1576 soit longtemps après sa mort.

²⁹ « Why the Future Doesn't Need Us », B. Joy²⁹, Wired, April 2000. B. Joy est le cofondateur de Sun Microsystems et à l'époque son chef scientifique.

become dissatisfied undergoes « traitement » to cure his « problem ». Of course, life will be so purposeless that people will have to be psychologically or biologically engineered either to remove their need for the power process or make them « sublimate » their drive for power into some harmless hobby. These engineered humans may be happy in such a society, but they will most certainly not be free. They will have been reduced to the status of domestic animals ! » Mais revenons à l'économiste marchande de la santé par un peu d'histoire mettant en évidence le déploiement de la chimie.

57. **Nature sectorielle du développement.** Le capitalisme industriel, fleuron du libéralisme avant d'être détrôné par le capitalisme spéculatif³⁰ sous néolibéralisme, chacun prenant ses élans à partir de la décennie 80 du XXe siècle, a largement amené la **chimie sur le devant de la scène des fournitures des ressources, plus précisément des matières premières pour nourrir les populations et les élevages du village planétaire, produire de l'énergie, guérir population et bétails et faire la guerre.**
58. Nourrir d'abord par augmentation des rendements des terres cultivables et le devenant dont sous déforestation et par utilisation comme intrants dans les productions alimentaires. Dans ce cadre, on parle à ce jour d'aliments ultra-transformés. Puis, par transformation des plantes sous hybridation et utilisation du génie génétique. Dans ce cadre, les plantes seront rendues résistantes d'abord à des ravageurs (le maïs, par exemple) et puis à des pesticides comme le glyphosate contenu dans Roundup. Dans ce dernier cas, il devenait donc possible d'épandre des pesticides sur les champs en tuant toutes les mauvaises herbes, sans risque pour les plantes génétiquement modifiées. Les transformations étaient mises sur les marchés en annonçant de meilleurs rendement et moins de pesticides à l'hectare, ce qui justifiait des hausses de prix des semences. A terme, les promesses ne furent pas tenues, car les mauvaises herbes devinrent résistantes aux herbicides et les plantes génétiquement modifiées plus fragiles. Il fallut donc plus de pesticides. En outre, la qualité des produits issus de ces plantes fut dégradée ; le cas du coton, aux fibres plus courtes, par exemple. Des transformations génétiques découlera une création de marchés captifs d'abord des semences qui protégées par des brevets devront être rachetées chaque année, les fermiers n'ayant pas le droit d'utiliser les graines laissées par les plantes de l'année en cours, et puis des produits chimiques pour cause de de promesses non tenues. Enfin, contrairement à ce qui avait été annoncé les plantes génétiquement modifiées contaminaient les autres, même assez distantes. Des fermiers furent donc condamnés à payer des royalties pour cette raison. Au final, petit à petit, par les transformations en cause, non seulement des variétés de plantes vont disparaître par concentration sur un nombre limité générant de « gros » marchés, mais aussi de nombreuses semences : un mouvement extrêmement dangereux, car limitant l'univers des adaptations de ce vivant qu'expriment les semences. En outre, des atteintes à la santé découlent des transformations éclairées, auxquels les gouvernements répondent peu, sous controverses systématiquement entretenue par les grandes firmes possédant les brevets sur les semences. Nourrir les troupeaux d'élevage par des aliments à bas coûts (soja et tourteaux, par exemple) au lieu de ce qu'ils consomment naturellement. Des aliments devenant les exportations fleurons de certains pays au prix d'une transformation ad hoc de leurs milieux naturels et de ceux de pays dominés. Comme dans le cas des plantes, une culture visant certaines espèces et pas d'autres va s'installer. Mais troupeaux aussi « nourris » par des antibiotiques propres et destinés aux humains, avec au final, une ingestion intense par ces derniers d'antibiotiques, laquelle a progressivement produit des résistances des bactéries aux antibiotiques. Depuis 2015, on sait

³⁰ Alors que c'est surtout la recherche d'un plus d'efficacité (par machines mises à disposition des travailleurs et formations professionnelle associée de ces derniers) qui a nourri la rentabilité du capitalisme industriel, des pays libéraux, malgré des vagues de spéculation, le capitalisme spéculatif, très présent depuis la décennie 80 du siècle passé, recherche sa rentabilité aussi en dehors de ce plus : par des paris sur les valeurs des productions. Il suffit pour cela que des parieurs influents soient d'accord, les autres étant contaminés. Il en découla des montagnes de titres devenant incompréhensibles et déconnectés des fondamentaux qui font la rentabilité des entreprises. Dans ce cadre de titrisation de l'économie de marché, tout : les hommes et leurs savoirs, les entreprises et leurs cultures, les terroirs et leurs populations, les gouvernements et leurs régulations, les chercheurs et leurs études, devient du faire-valoir sur lequel parier. Le capitalisme spéculatif est très américain par comparaison avec son concurrent chinois, ces deux capitalismes ayant des prétentions de leadership mondial. La faiblesse européenne, dans ce cadre, est de ne pas avoir trouvé l'équilibre entre la concurrence (par coût du travail et délocalisation) au profit d'échanges extérieurs et le partage social de la richesse. Si cela avait été le cas, elle aurait fait la différence par sa social-démocratie et sa démocratie aurait interpellé au plan mondial !

qu'il y a des bactéries qui résistent à tous les antibiotiques utilisés pour soigner les humains dont la dernière barrière : la Colistine (contre les Grams négatifs). Il s'agit d'un scénario de risques de système (voir plus loin) tellement redoutable que l'O.M.S. a alerté tous les gouvernements pour qu'une réponse mondiale soit trouvée. Selon des chercheurs britanniques qui ont été les premiers à découvrir le cheminement vers la résistance générale³¹ des bactéries, sans changement, le village planétaire pourrait enregistrer 10 millions de morts chaque année d'ici à 2035 pour un coût total de 100 milliards de dollars. Mais la réponse tarde (dernière nouvelle molécule en 1984), car le secteur pharmaceutique se retire des antibiotiques perdant leur rentabilité alors que pourtant reste de l'espoir car la connaissance des bactéries est très limitée. Seul un petit nombre est connu alors qu'il en existe beaucoup et beaucoup. Transformation aussi des boissons au profit de produits-phares rentables. En somme, la transformation de l'agriculture en agro-industrie ou mieux « agro-business » : une transformation progressive depuis la seconde guerre mondiale, un moment de reconstruction des pays européens de l'ouest et de solution à leurs problèmes alimentaires (population et bétail : déficit en protéines) largement sous houlette américaine. Une transformation qui accompagne un mouvement de salarisation des femmes, libérées des tâches ménagères par des équipements et des plats cuisinés, mais nullement sans risques pour la santé et la diversité des formes de vie. Dans ce dernier cas, donc aussi pour les adaptations du vivant. En fait, peu importe pour les grands acteurs riches : producteurs, semenciers et laboratoires qui surgissent en donnant du leadership dont par des brevets à quelques pays seulement. Parmi eux les E.-U., avec la firme Monsanto rachetée par un opérateur allemand Pfizer. **Amener de l'énergie** dont par une extraction facile et maximale de combustibles fossiles : charbon, pétrole et gaz et plus difficile de combustibles schisteux : pétrole et gaz. Sous cet éclairage, les E.-U. sont devenus le premier producteur de ces derniers, une position dépendant toutefois en termes de rentabilité des prix du marché des autres fossiles. Ils sont aussi devenus des producteurs importants de « nourriture » pour le bétail dont de soja comme le Brésil. Certes, les énergies renouvelables sont aussi là, mais pas sous un volume suffisant, pour cause de faiblesse des politiques en leur faveur. Ce sont plus généralement les particuliers et les pouvoirs locaux qui font des efforts. Il en est de même des productions certifiées biologiques. En plus des vaccins, **guérir** par des antibiotiques et des antiviraux. Plus simplement dit, par mise sur le marché de nombreux médicaments épuisant l'efficacité de molécules données, mais souvent avec des effets collatéraux non négligeables. Médicaments aussi pour donner la liberté de leur corps aux femmes : les pilules contraceptives, etc. Médicaments généralement protégés par des brevets (titre de propriété intellectuelle) dont des licences d'exploitation découlent, des parties prenantes de leur rentabilité de marché et donc de la richesse de quelques laboratoires pharmaceutiques. Les titres de propriété intellectuelle sont couverts par la régulation de l'O.M.S. A souligner que l'utilisation des médicaments fut accompagnée par une dévalorisation de savoirs et pratiques anciennes dont de cueillette des plantes à des fins médicinales. Plus précisément, les médicaments permirent la création de marchés rentables sur des molécules venant de la nature, sous valorisation de savoirs privés, marchands, et dévalorisation de savoirs et pratiques collectives. Enfin utilisation de la chimie pour se **défendre et attaquer**. Tout le monde aura en tête l'agent orange et le Napalm déversés sur le Viêt Nam ou encore les gaz irakiens et bien avant le gaz moutarde. Des « joyeusetés » s'ajoutant à l'utilisation d'armes bactériologiques. En principe des utilisations couvertes par des traités internationaux, mais qui n'en arrêtent pas l'utilisation. Certains composants des produits de défense auront une double vie en trouvant un usage civil : le cas des nitrates utilisés dans les explosifs, mais le contraire est vrai aussi dont pour l'agent orange : un puissant défoliant.

59. Globalement, en forçant un peu le trait, **les terriens vivent sous une chimiothérapie pour cause de développement marchand rentable**. Un développement aussi porté par l'**hyper-utilisation de produits phares comme les sucres, les graisses, les perturbateurs endocriniens**, etc. dont dans l'alimentation et les boissons et les **produits en plastique** venant du **pétrole** façon générale. Ou encore des pesticides, des herbicides et engrais aux noms célèbres connus comme le Roundup, par exemple. Des produits qui sont de plus en plus mis en cause pour raison de santé publique et d'atteintes au climat et à la vie biologique. Dans ce cadre,

³¹Il y a d'abord eu des résistances spécifiques par échange de gènes voire partage d'une molécule donnée et puis elle s'est généralisée une bactérie résistant à tous les antibiotiques ayant été trouvée en Chine. A souligner que les bactéries communiquent leur résistance au sein des générations que leurs familles produisent, mais aussi par transfert de familles à familles.

une situation dramatique est en cours : la résistance antibactérienne. Dans le cas du pétrole, une sortie programmée à petits pas, dans l'U.E., pour cause de pollution de plus en plus dramatique des milieux de vie dont les océans, fleuves et rivières, par des particules fines venant de la dégradation du plastique, des particules ingérées par le vivant et que les humains retrouvent dans leurs assiettes quand ils consomment des poissons ! En fait, une sortie qui semble problématique, pour cause de pandémie virale utilisant des produits en plastique pour raison sanitaire. Par conséquent, aussi une sortie sous contrainte de l'ère du pétrole, sauf si des plastiques biodégradables utilisant l'amidon des plantes deviennent des productions massives. En somme, si on change de logique de développement sans pour cela devenir « sale ».

60. A long terme, la chimie a capturé une partie importante de la valeur ajoutée créée par l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, deux secteurs dont l'exposition aux marchés internationaux durant les « Trente Glorieuses » s'est non seulement accélérée, après, mais transformée aussi, puisque la concurrence envisagée est devenue celle d'acteurs aux productions mondialisées. En résultent des restructurations avantageant des grands acteurs (activités de production, capture des semences et laboratoires pharmaceutiques et de chimie) au détriment des autres dans un contexte de perméabilité de plus en plus forte entre marchés mondiaux et nationaux. Les volumes, prix et évolutions des premiers impactent les seconds. Dans ce cadre, des raretés de ressources effectives ou dues à des contraintes d'accès apparaissent puisque toutes les économies favorisent le mode de consommation à l'occidental. Dans l'avenir, des pénuries mondiales pourraient rythmer le passage du temps comme des saisons nouvelles et il devrait en être de même des pandémies planétaires (des humains et des animaux) dans la mesure où tout est consommé et donc les espaces sauvages domestiqués, mais sans demander leur avis aux bactéries et virus qu'ils abritent ! Des pandémies aussi favorisés par la concentration de la population mondiale dans des villes, en outre, n'ayant pas toujours les systèmes sanitaires (égouts, eau courante, propre) convenant en plus de ceux des soins de santé. Et puis des pandémies touchant faune et flore par perturbation de leurs capacités d'adaptation. Mais pandémie pouvant aussi avoir pour source les travaux d'apprentis-sorciers servant des fins militaires ! En effet, la mondialisation de l'économie de marchés n'est plus qu'une modalité permettant aux Etats de défendre leurs intérêts, avec les moyens du bord : la fin justifiant les moyens : un état appelé de globalisation stratégique par l'ancien ministre P. Joxe (France). Dans ce cadre, les puissances dominantes du passé (les cinq du Conseil de Sécurité des NU) sont concurrencées par d'autres. Le multilatéralisme est presque mort remplacé par le bilatéralisme de circonstances. Les guerres classiques ne sont plus là, mais les comportements de guerre, oui, et en dehors d'une culture partagée de gouvernance mondiale. Il y a donc les « joyeusetés » des attaques cybernétiques et des efforts de précaution militaire par travaux sur virus et bactéries ! Pour ces efforts, il y a des fonds disponibles. Enfin, des pandémies exprimant tout simplement des comportements adaptatifs du vivant, une situation sur laquelle les paléo--anthropologues auraient beaucoup à dire. Les ours, panthères, coyotes, renards, fouines, etc. ne descendent-ils vers les villes pour s'y nourrir et même n'y prennent-ils pas goût au point d'y rester vivre. A titre d'illustration, il y a maintenant une famille de renards au cimetière du Père Lachaise (Paris). Pourquoi ne pas imaginer que les virus fassent de même avec les humains ! Dans ce cadre, on pourrait se demander si les humains pourraient être infectés pour leur bien ? Mais aussi quels gènes les protégeraient et le contraire ? Quoi qu'il en soit, sous pandémie virale de retour, des politiques de précaution devraient être décidées. Dans ce cadre, il faut être clair, il faudra trouver quelles infrastructures et équipements, incontournables, sont nécessaires comme en politique de prise en charge : du **large spectre** donc, sans oublier d'en préciser les temporalités d'opérationnalité. Et ne pas oublier les impacts sur la sécurité sociale et les finances publiques.
61. **Quels sont les effets de la chimiothérapie éclairée ?** Certes du développement dont par conquête planétaire de l'économie de marché, mais sous côté obscur de la « force » : en amont, la mise en concurrence des travailleurs au nom de la concurrence par les coûts et les innovations et une razzia sur tous les espaces à cultiver et les semences dont découle une disparition de masses de petits producteurs locaux et en aval, une mal- bouffe créatrice d'obésité, de diabète, cancer, maladies cardio-vasculaires et autres problèmes de santé publique, parmi lesquels des mutations génétiques, sans oublier l'inquiétante résistance des bactéries connues aux

antibiotiques . Au final, une sociologie de gagnants ayant les moyens de « chérir » leur santé³² et de perdants à la fin de semaine difficile et mangeant au moindre coût. Des gagnants souvent plus en faveur d'une sécurité sociale par capitalisation que par répartition, cette dernière laissée aux perdants et encore sous deux contraintes cruciales, à savoir : ne pas peser trop sur les coûts de production pour cause de concurrence et les finances publiques afin de respecter des normes budgétaires. Des gagnants payant peu d'impôts, car souvent nomades, face aux autres, restés sédentaires dans des démocraties libérales à la social-démocratie en berne ou quasiment. Globalement, en forçant un peu le trait, **une sociologie à trois catégories ayant le même sigle : SDF, mais sous différence d'état : des riches ou « Sans Dossier Fiscal », des classes moyennes ou « Sans Devenir Favorable » et des pauvres ou « Sans Domicile Fixe »**. Mais actuellement, tous, des HCV ou « Humains Craignant pour leur Vie » et bien contents d'entrer dans des centres sanitaires de santé (publics comme privés) sous le Covid-19, un « tout petit » dont beaucoup avait oublié la nature, nomade, elle aussi, habitués qu'ils étaient à ne voir que des contaminations dans des pays pauvres. En somme, comme un exotisme de plus ou mieux peut-être **un nouveau migrant** ! Habitués aussi à fustiger la sécurité sociale (régime de répartition) en termes de coûts concurrentiels à réduire donc et de même les impôts sur leurs revenus. Mais ce « tout petit » éclaire également des situations d'inégalités, puisque sous le confinement de nombreux citoyens ont perdu des revenus et parfois à tel point qu'ils doivent recourir à l'aide publique pour manger³³. Une situation devenant dramatique, car les invendus des magasins, une des sources d'aide, avaient fondu comme neige au soleil, sous une contrainte de transport des marchandises importées et que les volontaires pour apporter de l'aide étaient quasiment disparus. Des citoyens inégaux sous le confinement, puisque certains ayant maison et jardin alors que d'autres étaient dans des appartements, difficiles à vivre surtout quand de nombreuses personnes s'y entassaient. Quoi qu'il en soit des masses de citoyens (en allant des soins de santé aux caissières et éboueurs) faisant plus que de leur mieux actuellement : en somme beaucoup de peu valorisés avant le Covid-19, mais tous de corvée et d'excellence encore. Des héros du quotidien qui ne sont pas les premiers de cordée dont il fut parlé il y a ... Une étrange leçon qui ressemble à une fable de la Fontaine : « *un lion libéré par un rat !* » Un choc culturel aussi, car le rat est le plus haut dans l'astrologie chinoise !

62. La chimiothérapie en question a aussi largement orienté les recherches en priorités impactant la compréhension des formes de vie et la curiosité sur elles et donc aussi la compréhension sur la capacité d'adaptation du vivant. De même touchant à la compréhension de certains milieux-clefs comme les océans. Ces compréhensions n'eurent pas les priorités convenant sauf quand des marchés rentables pouvaient être anticipés avec une probabilité élevée. A titre d'illustration, les vaccins ont surtout visé les populations ayant le pouvoir d'achat de les acheter, d'où l'engagement contraire de fondations privées, celle de B. et M. Gates, par exemple, et des décisions de l'O.M.S. sous contrainte d'influences défavorables et donc de moyens financiers sous contrainte. De même les priorités de la science ont laissé de côté l'immunologie de certaines espèces accueillant des virus dangereux pour l'homme ou encore leurs réactions sous les innovations technologiques. A titre d'illustration, les chauves-souris (virus accueillis : Ebola, Zika, Magburg et Nepah) dont il est constaté depuis peu que la 5G les perturbent beaucoup³⁴. De même, il y a peu de temps que des bactéries digérant les plastiques ont été découvertes. Dans ce cadre, quels enseignements a-t-on tiré des coronavirus SRAS et MERS ? Le monde est donc plein de curiosités animales³⁵ et cellulaires bien utiles tant au « Marché » qu'à la vie humaine, mais c'est la rentabilité immédiate qui a été privilégiée sur toutes les compréhensions nécessaires dont portant sur les capacités d'adaptation et donc d'évolution du vivant. Dans le cas des plantes, ce comportement a ouvert l'ère d'un monde nutritionnel, pour les humains, devenant plus fragile à des surprises comme des sécheresses récurrentes et autres accidents climatiques ou encore à des virus par exemple. Un monde aussi où sont franchies des barrières d'espèces par intégration de gènes d'une espèce à une autre : par exemple, des gènes d'animaux ou d'humains à des plantes. Mais des réactions ont progressivement eu lieu dont par création de banques de semences au cas où. Il y a à la fois

³² Mais tous égaux devant la résistance des bactéries aux antibiotiques.

³³ En Belgique avant le virus, 17 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, actuellement (fin avril), ce taux est de 25 %.

³⁴ Mais on se préoccupe aussi peu des impacts de l'abondance d'ondes sur la santé des populations.

³⁵ Titre d'un programme passé sur Arte, au début de la pandémie, avant le programme-phare de la soirée.

des initiatives publiques et venant de militants divers. A titre d'illustration, les Indiens Hopis du Mexique ont sauvé des graines dont d'un maïs rustique résistant à la sécheresse, un trésor pour beaucoup de pays en Amérique latine dont les populations ont le maïs comme nourriture de base. Avoir des banques de semences est le bienvenu sous la survenance d'accidents climatiques qui brisent tout sur leur passage, les bâtiments de ces banques aussi donc (un cas récent aux Philippines). De façon générale, de plus en plus de gens, partout, redécouvrent la nature non plus comme un « réservoir à vider selon son bon plaisir », mais comme un patrimoine complexe de liaisons dont dépendent les humains pour être mieux tant au plan physique que de façon plus large. Des savoirs anciens reviennent alors comme des comportements. Ils remettent au goût du jour des anciens produits comme, par exemple, les huiles essentielles et des comportements : se promener dans les forêts en respirant autrement voire en se collant à de arbres, etc. Il y a parfois des outrances, mais pourquoi en serait-il autrement, les outrances étant dans les comportements humains.

63. Malgré les petits pas de changement de nombreux isolés, d'autres continuent à ouvrir le monde à la marchandisation. Depuis quelques temps, en effet, de nouvelles priorités sont apparues un espace, pas trop lointain (lune et mars), pour y trouver des matières premières et y ouvrir des colonies de peuplement pour des privilégiés. Priorité aussi fondée sur des enjeux militaires (défense et communication) et de souveraineté politique. Dans l'un et l'autre cas, ces priorités drainent des investissements privés de riches acteurs de l'économie marchande³⁶ avec souvent aussi des choix, financés, en faveur de l'intelligence artificielle. Dans ce dernier cas, seule l'espèce humaine est intelligente, du moins par un petit échantillon de ses représentants et, par conséquent, il convient de doper cette intelligence. L'intelligence artificielle est donc apparue elle aussi sur le devant de la scène : d'abord au motif de producteurs à aider voire réparer dont afin d'en accroître les performances en les transformant en transhumains, puis à celui d'acteurs posthumains, c'est-à-dire des robots très intelligents, envisagés comme une nouvelle espèce dépassant les contingences terriennes (localisation et conditions institutionnelles) et enfin, au motif de sens à retirer d'un maximum d'informations sur les choses et les êtres que les révolutions des T.I.C. amenaient. Des informations capturées par tous les moyens possibles et dans le contexte d'une régulation d'abord inexistante, puis faible pour cause d'un plus de concurrence et d'innovation, de politique de sécurité pour faits de terrorisme et en Chine, en plus de confucianisme modernisé. A ce jour, vraisemblablement pour raison d'accompagnement du déconfinement (première vague) par des modalités numériques de suivi des déplacements des citoyens, du moins, quand les logiciels disponibles sont acceptés par les gouvernements. Sous acceptation, un anonymat promis, mais non garanti et puis, même sous garantie, jouera encore le doute des populations sur ce qui leur est dit. Des technologies d'un univers numérique dont l'ambivalence est de plus en plus éclairée : elles rendent des services dont de télétravail, e-commerce, e-diagnostic médical et de communication brisant le confinement, du moins un peu, mais de façon générale, sous la capture de toutes les informations possibles sur les choses et les êtres, elles brisent les espaces intérieurs de ces derniers et aident à construire de plus en plus de normes. Pourquoi ? Parce que les êtres « exposés » en deviennent d'autant plus déchiffrables et donc manipulables. En somme, **les technologies du numérique agissent comme des virus : clef d'ouverture non plus des cellules, mais des personnalités !** Des personnalités que leurs porteurs connaissent bien peu, eux qui n'apprennent pas à les découvrir en libre-arbitre par une éducation appropriée et un agir politique nouveau décidé sous un partage effectif du pouvoir entre Nation et Etat puisque « être représenté » rime avec « ne plus être écouté ».
64. Par le télétravail, l'univers du travail se modifie en profondeur dont en termes de régulation potentielle et de relations sociales effectives. Il sera revenu sur ce point dans la section sur les risques de système.
65. Le développement selon le libéralisme ou plus précisément le néolibéralisme (début de la décennie 80 du XXe siècle) glorifiant l'individualisme (source de solutions efficaces au plan sociétal) est ainsi devenu un miroir à deux faces : d'abord des productions et donc des revenus sous une redistribution dépendant de modalités institutionnelles caractérisant les pays, puis des technologies pour résoudre des problèmes voire les anticiper, mais aussi des effets perturbant le

³⁶ Aux E.-U. beaucoup de regards sont tournés vers le lancement de la fusée d'E. Musk, une modalité rompant la dépendance du pays à l'égard de la Russie.

climat, la vie biologique et la santé publique. En clair, en contrepartie des profits abondamment commentés et des listes des citoyens les plus fortunés, payant souvent peu d'impôts, un réchauffement climatique de plus en plus complexe, au fur et à mesure des progrès de sa compréhension, et des atteintes à la santé des citoyens. Des atteintes souvent difficiles à prouver sous des stratégies de mise en doute récurrentes des études disponibles et des conflits d'intérêts marquant des scientifiques. Un entretien continu donc de controverses pour freiner des prises de décisions non souhaitées. Des atteintes de fonctionnement physique, mais aussi mental dont pour cause de solitude. Dans ces cas, des dépressions nerveuses et de l'épuisement (burnout), de véritables pandémies en cours selon l'O.M.S. Des masses donc de dépenses d'achats d'antidépresseurs et assimilés, etc. Au final, des citoyens devenant comme des « kleenex » : ils sont à jeter après emploi au sens d'abus d'usage!

66. Quoi qu'il en soit de la façon de traiter la santé des citoyens, les travaux d'investigation y relatifs restent difficiles à mener, car requérant de bonnes données, un souhait encore souvent, la pandémie virale le révélant chaque jour dont par le comptage des morts par Covid-19 : une surmortalité requérant des statistiques d'amont (combien de morts sans Covid-19) et d'aval (combien de morts actuellement) : l'écart donnant la mortalité du Covid-19, toutes choses étant par ailleurs égales. En Belgique, par exemple, tous les morts sont actuellement considérés comme venant du Covid-19 d'où le triste record du pays par comparaison avec d'autres où seuls les morts testés contaminés sont comptabilisés, toutes choses étant par ailleurs égales. En effet, il n'y a pas que l'amont et l'aval soulignés, comparer la mortalité du Covid-19 par pays requiert aussi la nécessité de remettre la mortalité dans son contexte : les politiques décidées dans l'urgence (vitesse de réaction, moyens de protection, fermeture des frontières ou non et type de confinement) et de façon plus structurelle ; les caractéristiques de la population : culture de discipline, structure par âge, densité et urbanisation, à tout le moins. La prise en compte de nombreux facteurs conduit à souligner que la vitesse de réaction d'un pays est un facteur crucial en cas d'épidémie et de pandémie. A titre d'illustration, sous la première vague, le Portugal et la Grèce ont fait mieux que la France et la Belgique en termes de mortalité due au Covid-19 vraisemblablement parce qu'ils ont vite fermé leurs frontières et distribuer des masques. De même en Corée du Sud, un pays qui, dès les premières contaminations, isola les zones à risques comme en Chine, tout en testant tout le monde et distribuant des masques. Ce pays garda cependant ses frontières ouvertes. A noter aussi que les deux grosses entreprises de santé du pays prirent des mesures d'anticipation et dès janvier furent prêtes en modalités de testage. Un pays qui confine et teste à nouveau actuellement, pour cause de nouvelle vague. Il teste via une agence indépendante du gouvernement, mais qui « demande » aux citoyens, qui n'ont pas le choix de refuser, toutes les informations, précises, nécessaires et les conservera pendant trente ans. A souligner également que le discours politique doit être particulièrement clair au risque sinon que la population n'ait pas les comportements attendus. Il ne devrait pas non plus recouvrir d'autres enjeux politiques. Dans ces cas, la Belgique ne fut pas un bon exemple. Par conséquent, les pratiques les plus efficaces mettent en jeu des interactivités de facteurs qui en déterminent coûts effectifs et réactions de la population. Toutefois, à terme, il semble bien qu'il faille dépenser plus, de façon structurelle, pour la santé. Sous cet éclairage, l'Allemagne, comparée à la France a, par exemple, consacré plus d'argent (en poids de P.I.B.) à la recherche et mis le paquet sur les soins intensifs. En outre, elle a veillé à une bonne couverture régionale, un comportement favorable lié à son modèle fédéral et à sa culture de dialogue social. Toutefois en Allemagne, de nombreux travailleurs des abattoirs ont été contaminés pour cause de conditions de travail et ils n'ont pas été déclarés. Au final, attention donc quand on compare les pays : ne pas critiquer pour le plaisir de le faire, surtout quand « *le bateau (=démocratie) prend l'eau* ».
67. La liste des facteurs à prendre en compte sous Covid-19 a récemment été étoffée de **contributions génétiques**. Dans un monde ouvert à toutes les circulations (capitaux, marchandise armes incluses et services, humains, animaux, virus, plantes et idées) approfondir les connaissances génétiques et autres sur le vivant est une réponse d'avenir pour toute la planète. En fait, beaucoup d'études sont requises pour faire face aux **externalités** que le développement marchand et de la cupidité amène de façon inexorable, a fortiori, quand des risques de systèmes sont véhiculés devenant des **risques de système** ou de société parce que leurs effets ont une interactivité globale se diffusant dans toute la société. Cette complexité est extrêmement difficile à penser ce qui conditionne les décisions et actions appelées **réponses de**

système! Sous la prise en compte des externalités, il faudra en venir à **corriger le régime dominant de propriété** du développement sous libéralisme, par des **biens communs** pour en éviter les outrances dont, par exemple, **la propriété privée de semences génétiquement modifiées**, a fortiori, quand de telles modifications mêlent les gènes de diverses espèces : plantes, animaux et humains.

B. Des externalités, des risques de système et de la complexité des effets induits.

68. **Externalités.** Pendant longtemps, les atteintes à la santé publique et de même à la vie sociale ont été envisagées comme le prix à payer pour que la société évolue selon les progrès concurrentiels et technologiques, induits par les décisions privées, sous moteur d'égoïsme puis d'utilitarisme (en décisions et anticipations). En fait, dès le déploiement du libéralisme (XVIII^e siècle), ces logiques ont dominé et sous le néolibéralisme (décennie 80 du XX^e siècle), qui signale le retour du libéralisme, après le keynésianisme marquant les « Trente Glorieuses », c'est un individualisme, avec la même vision sociétale, car devenant panacée sociétale, qui en prend le relais. Ce retour est toutefois plus cruel, car, les courants de pensée économique au pouvoir vont faire reculer l'Etat en termes de responsabilités et de moyens. Par conséquent, l'individualisme va aussi signifier une surexposition de chacun aux aléas du vivre avec de moins en moins de protection institutionnalisée. La solitude de beaucoup se fera donc plus lourde, car amenant une impuissance d'autant plus pénible, qu'au plan politique, représenté rimera avec ne plus être écouté. Dans ce cadre, le keynésianisme du passé fut non seulement fustigé, mais presque oubliée, avec lui, la recommandation aux gouvernements de son porteur J. M. Keynes (1883-1946) « *gouverner sous recherche d'arbitrage entre liberté individuelle, efficacité privée et résorption des inégalités* ». Il en découla une pensée marquée par une **économie marchande de la santé** et non la reconnaissance, actée en décisions et moyens, d'un **état patrimonial : la santé de la population, nécessitant des investissements sociétaux, sous une logique non marchande** ou en clair la **création d'un système de santé publique**. Les prix de l'économie de marché entrèrent donc peu à peu dans les raisonnements d'investissement et de gestion des soins de santé comme si cette dernière était une marchandise échangée entre des offreurs et des demandeurs recherchant de l'utilité personnelle, sous efficacité également personnelle faisant efficacité collective. Dans ce cadre d'échanges privés, il fut oublié que les prix du marché donnent de la valeur à des flux de biens (marchandises et services) venant de l'usage de patrimoines, qui en sont les réservoirs des ressources utilisées, mais sans en assurer la même utilité privée d'une génération à une autre. Pourquoi ? Parce que ces prix n'intègrent pas les coûts ou les gains de transformation voire d'épuisement des patrimoines pour cause d'usage. En plus, l'efficacité personnelle comme paramètre-clef de l'efficacité collective est aussi en cause, car les oublis peuvent contraindre le devenir collectif le temps passant. Dans ce cadre, sous l'urgence de la réaction à la pandémie, l'efficacité collective naquit aussi des efforts surhumains auxquels s'obligèrent de nombreux citoyens. Leur héroïsme fut une source d'externalités positives dont bénéficia l'économie marchande de la santé et ainsi des vies furent sauvées. Mais il s'agit d'un scénario d'exception non appelé à devenir structurel et qui deviendrait donc extrêmement problématique sous pandémie récurrente. On en mesure déjà la valeur actuellement sous remontée des contaminations.
69. Les ressources sont de nature tangible ou encore physique (matières premières) et intangible comme des savoirs, métiers, traditions et cultures de comportement, dialogue ou encore d'être. En règle générale, sous économie libérale, un régime de propriété privée ou de licence d'exploitation (pour une certaine période) marque les ressources physiques et ces dernières sont généralement enfermées, une situation traduisant des populations sédentaires pour lesquelles les ressources doivent donc être protégées au plan juridique (régime de jouissance) et symbolique (signalisation d'espaces). Par conséquent, pour des populations nomades, les ressources doivent être accessibles pour ce qui représente la richesse : les troupeaux, de façon générale, et qui se déplacent de saison en saison. Dans ce cadre, les populations nomades continuent de s'entraider, quand il y va de la survie des troupeaux. Face à ces populations, existe aussi des peuples dits premiers connaissant un usage collectif marquant l'utilisation de ressources autour des villages. Pour ces peuples, il n'y a qu'un usage d'usufruit des ressources, qu'il convient de pratiquer avec frugalité. Le développement de l'économie de marché dans leur proximité

provoque alors souvent une privatisation des ressources, sous usufruit et frugalité, devenant souvent une véritable spoliation³⁷, car les populations en question ont généralement peu d'influence politique. Elles cherchent, par conséquent, des personnalités en dehors de leur communauté qui les aideront d'abord à ne plus être spoliées et puis à convaincre qu'il faille changer de culture d'usage et d'abus. Tout le monde connaît le chef indien Roani et ses plaidoyers en faveur d'un autre dialogue entre homme et nature.

70. Sous privatisation, les prix du marché sont des modalités d'arbitrage monétaire entre des échangistes recherchant de l'utilité personnelle par leurs décisions et anticipations. Sauf exception, souvent imposées par des pouvoirs publics, ces prix ne permettent pas de prendre en compte les évolutions venant des usages des patrimoines puisque l'utilité recherchée n'est que personnelle, cette dernière conditionnant les efficacités induites : privées et collectives. En termes clairs, les économistes parleront d'**externalités**, c'est-à-dire de **gains et/ou de coûts** non inclus dans les prix des échanges. Par conséquent, pendant longtemps, les ressources physiques furent utilisées comme si leurs réservoirs ou patrimoines étaient inépuisables et restaient inchangés en qualité. En somme, comme si les progrès du développement rendaient anodins les dégradations voire épuisements ou altérations des patrimoines de ces ressources. **L'efficacité privée (et donc les équipements induits) était soulignée comme paramètre-clef au plan collectif.** Ces patrimoines furent donc des réservoirs dont les évolutions furent oubliées pour autant qu'elles ne contraignaient pas les flux anticipés à produire ou en clair qu'elles ne nuisaient pas au développement futur. Parmi ces patrimoines, il y avait les semences ou patrimoines génétiques de la flore. Il en fut de même des humains : patrimoines de ressources intangibles dont culturelles en plus de génétique d'un scénario du vivant, aussi longtemps qu'ils ne bénéficièrent pas d'une sécurité sociale institutionnalisées et d'un accès, par elle, à des soins de santé en diversité et qualité. Il convient de souligner que, sous les externalités croissantes, la rentabilité privée, avec ses listes communiquées de « riches » et « puissants », n'est qu'une illusion sur l'efficacité du système économique d'un pays, même quand ce dernier a des prétentions de leadership mondial.
71. La non-prise en cause, systématique, des externalités dans les prix du marché est clairement en cause depuis la seconde moitié du XXe siècle laquelle a vu le développement systématique des échanges internationaux d'abord et puis des productions mondialisées, transportées d'un bout à l'autre de la planète. Pourquoi ? Parce que le développement impulsé a progressivement lancé presque tous les pays dans la course à la diffusion du mode de consommation à l'occidental : des désirs infinis, à satisfaire le plus vite possible et si possible, avec une bonne rentabilité. Le résultat en est un **épuiement de nombreuses ressources physiques** de façon effective et/ou sous conditions d'accès plus difficiles pour cause de contrainte imposée par certains pays à d'autres. **Altérations aussi des autres.** Gandhi disait dans ce cadre que « *la Terre suffit aux besoins de tous, mais pas à leur cupidité !* ». Une phrase toujours d'actualité et d'autant plus que ce « grand » homme parlait de besoins et non des désirs de consommer sans cesse renouvelés au nom du bonheur marchand. Non –prise en compte systématique des externalités aussi dans le cas des humains qui, sous les performances demandées et le management appliqué, pour cause de « concurrence plus » et d'innovations induites, sont stressés, en masse et de plus en plus, voire finissent par être naturellement épuisés. Stress, épuiement et dépression nerveuse s'ajoutent alors à des états récurrents d'obésité, de cancers divers, diabète et maladies cardiovasculaires qui deviennent comme des pandémies par les volumes de population touchée et la transmission de génération à génération en leur sein. Et il y aurait même d'autres signes d'atteinte à la santé. On vient, en effet, de découvrir, en Belgique, que depuis le Covid-19, il y aurait eu moins de prématurés qu'attendus. Pourquoi ? Les docteurs répondent : « *probablement parce que les mères restées à la maison ont été moins stressées, plus reposées* ». Sous l'éclairage de la non-prise en compte des externalités, de façon systématique, donc si ce n'est à la marge et encore sous dépendance d'une volonté de recherche, il y eut une économie marchande de la santé publique, soit **un axe dominant de prise en charge et des efforts de prévention sous rentabilité à rechercher.** Quant à la politique de précaution, elle brilla par son absence sauf circonstances annoncées (virus H1N1) ou actées (le sida).

³⁷La révolution industrielle s'accompagna en Angleterre d'une privatisation forcée des terres communales qui transforma de nombreux villageois en misérables allant vendre leurs bras dans des bourgs, etc. où se développaient des nouvelles activités.

72. Il convient de souligner que les efforts de prévention eurent pour contexte un univers économique marqué par une efflorescence de normes s'étendant des processus de production aux comportements de motivation voire d'enthousiasme au sein des entreprises. Et plus encore, peu à peu, la confiscation devenant naturelle du temps privé (être joignable). Par conséquent, un enfermement dans du mortifère fut ressenti par de nombreuses personnes au travail, renforcé alors par des recommandations de ne plus fumer, boire, manger des aliments, sucrés, etc. En somme, des normes au prix de jouissances, condamnées, dans un contexte général de perte de sens d'avenir. Dans l'avenir, il faudra arriver à penser la prévention dans un contexte n'hypothéquant pas sa finalité, des citoyens concluant que, de toute façon, il n'y aurait plus beaucoup à perdre. La santé publique n'est pas seulement un enjeu dans un cadre marchand, c'est aussi un projet individuel sous un éclairage d'avenir collectif ! Quand de nombreux citoyens ne peuvent plus se projeter dans l'avenir, pourquoi feraient-ils des efforts dont de prévention ? Et pourtant, il est envisagé de faire plus de prévention, car il s'agit d'un marché « rentable » pour l'intelligence artificielle. En outre, ce marché est de plus en plus approvisionné en données, sans cesse collectées sur chacun. Dans ce cadre, l'intelligence artificielle utilisée dans le cadre médical conduira vers de nouvelles normes naturellement plaidées en termes de gains pour une sécurité sociale que certains voudraient réduire au nom de la concurrence. Un monde si plein de normes qu'il en asséchera l'envie de vivre sauf sous format ad hoc de citoyens, une réalité de science-fiction.
73. L'attrait du monde numérique, en termes de marchés porteurs, est largement construit sur des externalités dont l'exemple le plus évident est la capture des informations (un autre type de patrimoine) se nourrissant des petits clics de chacun. Dans ce cadre, la gratuité des logiciels téléchargés est une belle illusion. En plus, cette capture est devenue un scénario de capture des esprits, une externalité d'une autre nature. Au final, **sous le développement que l'on connaît, la liste des externalités s'allonge sans cesse. Il n'est donc pas étonnant que des risques de système en surgissent lesquels ont néanmoins également d'autres sources. Il y a tellement d'externalités que les prix du marché ne sauraient les inclure sans créer des problèmes de pouvoir d'achat et de concurrence lesquels requièrent donc une transition bien préparée. Plus précisément, il faudra du temps pour transformer les prix du marché et cela requiert un projet de développement porteur de cette exigence afin d'en adoucir les effets.** A l'évidence, l'abondance des externalités réduit à rien tous les profits liés à des prix de marché déficients, des profits constitutifs de la puissance de quelques-uns face aux autres ! Cette puissance est donc une illusion monétaire porteuse, en outre, d'évolutions sociétales auxquels des masses de citoyens doivent s'adapter !
74. **Risques de système, complexité et réponses de système.** Il faut bien comprendre ce qui vient d'être dit : **les externalités non-prises en compte sont devenues des risques de système.** On a donc quitté le niveau des coûts et gains non inclus dans les prix des marchés pour entrer dans des interactivités oubliées telles que **des effondrements de systèmes soient possibles produisant finalement celui du système global.** Parler de risques de système fait peur aux gouvernements, depuis la crise financière de 2007-08, parce ces derniers les ont enfin redécouverts, sous leur crainte d'effondrement du système financier en induisant un global. Mais avant cette crise, il y en avait une autre, porteuse du même message, mais au plan social et avec une telle intensité que des risques sociétaux émergeaient. De quoi s'agissait-il ? D'un chômage récurrent et élevé presque partout, encore que sous des vernis de statistiques ad hoc. Toutefois, il en était parlé en des termes appropriés dont d'assistanat et/ou de fraude sociale pour essayer d'en réduire la signification globale : une transformation en cours de l'univers du travail, laquelle va se poursuivre sous télétravail, robotisation et intelligence artificielle générale. A la lumière du passé, l'état du social dans un régime libéral fut toujours la source des risques de système de ce régime politique et de cette doctrine, mais l'histoire montra qu'il n'y eut pire aveugle que celui qui ne voulait pas voir ! A la différence du passé, ces risques sont, en outre, devenus planétaires. En voici quelques sources, n'en épuisant pas la liste : l'état du social et de la distribution induite dans les démocraties libérales ; la puissance d'influence du financier et des médias face aux forces de la démocratie ; la raréfaction des ressources du développement et/ou de plus en plus de contraintes d'accès à elles ; le changement climatique et ses incertitudes ; le terrorisme religieux ; la résistance des « mauvaises » herbes aux pesticides et les mauvaises surprises des OGM ; la résistance des bactéries aux antibiotiques et le retour des pandémies virales. Des risques à

prendre en compte dans un contexte international modifié, sous l'angle décisionnel des grandes puissances du passé, de divisions dans le bloc occidental et d'une U.E. à la croisée des chemins de convergence et divergence voire d'éclatement. Au final, tout ce qui vient d'être cité crée une enveloppe de risques de système, planétaires. **Le XXI^e siècle aura débuté quand ces risques furent éclairés ou encore quand leurs signaux s'amplifièrent.** On peut aussi dire que **ce siècle trouva son couronnement dans des stratégies de capture des esprits lesquelles avaient fait faillite au XX^e siècle, sous leur composante macro sociétale ou encore d'idéalisation du collectif.** Au XXI^e siècle, cette capture sera ciselée au niveau individuel afin d'être ressentie comme identitaire : une sorte de pierre précieuse dans un bijou de pacotille : être pour de nombreux citoyens, mais seulement un consommateur, à l'américaine, et de moins en moins, un acteur politique et un sujet réfléchissant à ce que pourrait être sa vie ! Cette capture fut accompagnée par une modification nécessaire de statut : les hommes et les femmes de ressources devenant des patrimoines d'informations, à vider le plus complètement possible.

75. Les risques de système sont là et, par conséquent, nulle pensée sur l'avenir d'un pays n'est légitime sans leur prise en charge avec efficacité et transparence. Dans ce contexte, au plan politique, la difficulté d'y faire face est que leurs **effets sont extrêmement interactifs**, en entendant ainsi qu'ils se diffusent dans toute la société : raison pour laquelle système est écrit au singulier. Mais cela n'est pas tout, il y en a à la fois des **positifs et des contraires et leurs vitesses de diffusion sont incertaines.** Il y a des propagations immédiates et d'autres plus lentes, mais pas moins sérieuses. A titre d'illustration, sous la pandémie en cours, de nombreuses activités connaissent des baisses immédiates de chiffre d'affaires dont certaines sortiront, à l'opposé d'autres devant supporter du temps de restructuration. De même certaines professions ont bénéficié du chômage partiel alors que d'autres attendent toujours qu'une solution soit proposée à leurs pertes de revenus. Le télétravail a sauvé des emplois et des pouvoirs d'achat, mais va modifier l'univers du travail peut-être en en détruisant (voir plus loin). De même le télé-enseignement a aidé à confiner les enfants, adolescente et étudiants³⁸, mais en éclairant diverses fractures : manque d'équipements dans certains établissements, non-préparation d'enseignants, etc. La culture souffre beaucoup de la pandémie, mais, dans certains pays, même de démocratie libérale, cette dernière risque d'être plus qu'un scénario de circonstances, pour contrôler plus voire réduire la liberté des citoyens. Le traçage des contaminés, est une des conditions du déconfinement, général, mais peut-être aussi une modalité de création d'une gigantesque banque de données, en attente d'utilisations diverses³⁹, etc. Par les risques de système surgit donc une **complexité d'interactivités d'effets et de jeux d'acteurs, pénétrant toute la société, sous des vitesses variables, ce qui conduit naturellement une population à demander qu'un acteur en assume la responsabilité centrale. C'est pourquoi on parle du retour de l'Etat sous de tels risques.** Mais cet acteur n'est pas naturellement équipé pour décider dans de tels contextes. Par conséquent, il agira plutôt comme gestionnaire de crise que comme décideur et organisateur de réponses dans des contextes complexes. Il agira donc dans l'urgence, avec les moyens du bord dont généralement en rassemblant autour de lui, une ou plusieurs équipes d'experts, pour tenter de comprendre au mieux la globalité qui surgit peu à peu. Parfois, il aura fait dresser une liste de risques auxquels il pourrait être fait face sans trop de difficultés. A titre d'illustration, le R.-U. en possède une dont les trois premiers scénarios sont le changement climatique, le terrorisme et la résistance des bactéries aux antibiotiques. Il en est de même des E.-U. avec en premier le choc de la Chine.
76. Le capital de confiance de la population en son gouvernement et la connaissance fine du système sociétal par ce dernier sont des paramètres-clé de la gestion de crise. Le premier s'exprime par la qualité de l'unité entre une population et son gouvernement. Elle doit être forte, globalement pour raison d'incomplétude de ce à quoi il sera répondu : une globalité complexe, a fortiori, quand la mort peut frapper de nombreux citoyens. L'unité nationale ne sert pas seulement à mobiliser la population, mais aussi à éviter que sa résilience soit atteinte par la circulation de scénarios catastrophistes ou d'effondrement. Pourquoi ? Parce certains donnent un sens global à

³⁸ Sous la première vague, plus de 4,5 milliards de personnes ont été confinées dont 1,6 milliards d'enfants (sens large : des non-adultes).

³⁹ Un scénario d'avenir que viennent de découvrir les citoyens en Belgique.

des effets de complexité qui sont là, ce qui transforme cette complexité en fatalité. Ainsi ils accroissent l'intensité du ressenti d'arrivée de la complexité-fatalité au sein d'une population, cette dernière devenant alors comme un grand détecteur de signaux les plus bas, mais aussi comme une éponge émotionnelle fortement imbibée. Or, pour résister dans la confiance, il faut calmer les émotions et non le contraire : une expérience que vécut le peuple britannique durant la seconde guerre mondiale et qui lui fut bénéfique. Un scénario qui opéra, mais en sens inverse lors du vote sur le Brexit. Situation renversé aussi dans le cas de la montée vers le pouvoir du parti nazi et que répètent à satiété tous les partis qui veulent un changement de pouvoir dans l'U.E. et aux et aux E.-U. En plus de calmer, il faut que par une communication claire, l'espoir puisse renaître. Churchill y réussit en disant qu'il y aurait des larmes et du sang, mais sans jamais perdre le cap. Sous cet éclairage, certaines démocraties libérales n'ont pas brillé par leurs communications. Tout le monde se souviendra des masques qui n'étaient pas nécessaires, en France et en Belgique, et dans cette dernière d'une ministre expliquant qu'il y avait tellement de ministres de la santé : 9 au total que peu était à craindre. Idem des présidents américain et brésilien parlant d'une bonne grippe (asiatique) pour que tout le monde retourne travailler vite et comme avant. Comportement léger aussi du premier ministre britannique jusqu'à ce que le Covid-19 le frappe.

77. Le second paramètre est d'avoir à disposition de bonnes études sociétales, ce qui est loin d'être évident. Il y a de nombreuses études, mais elles sont généralement disséminées et plutôt spécialisées qu'à large spectre. C'est, en effet, la **spécialisation et donc la fragmentation du réel qui domine tant au plan scientifique qu'à celui des activités concurrentielles**. C'est aussi ainsi que l'on gagne en carrière et en marché par différenciation compétitive face aux autres. En outre, **les liaisons causales sont avantagées dans les raisonnements, permettant en quelque sorte un certain déblayage du terrain**. Par conséquent, de façon surprenante de grands scientifiques voire industriels connaissent mal leur substrat sociétal, alors que pourtant ils font face à de la complexité dans leurs recherches et décisions. Complexité, par exemple, en physique quantique par la réalité onde-particule ou encore en astrophysique par celle de la matière noire. Vitesse concurrentielle dans les négociations en Occident alors que lenteur et détours pour les Chinois. Capacité de guérison des médicaments, mais avec des effets collatéraux parfois peu bénins. Et puis, même quand il y a des études avec le spectre en question, qui les lit et pour en faire quoi ? Qu'a fait le gouvernement français avec les brillantes analyses à large spectre de J. Attali ou encore celles de « France stratégies »? Idem en Belgique avec les contributions du « Bureau du Plan » ? Quoi qu'il en soit, plus il y a d'études et plus **la complexité est là, car elle est dans la nature des choses comme dans celles des pensées et réalisations des êtres**. Cela aurait dû conduire depuis longtemps à apprendre aux enfants la complexité comme état normal ou encore rencontre évidente dans leurs vies. Comme, il est quasiment impossible de prédire quand « le bouchon sautera », si ce n'est de répéter qu'il sautera, quelques études donnent lieu à des réformes, mais à la marge du fonctionnement normal du système. L'idée, qui prévaut en fait, est que ce dernier est assez robuste pour supporter des chocs, surtout si un peu d'argent est distribué aux troublions et puis que le temps finira bien par mettre aux oubliettes les crispations induites. Se situer dans un temps long n'est pas la « tasse de thé » des hommes politiques d'autant que les gouvernements passent et puis, ce temps risque d'avoir des implications budgétaires non compatibles avec des normes en vigueur : un raisonnement totalement inapproprié puisque souvent les mêmes restent longtemps au pouvoir et, qu'en règle générale, beaucoup auront creusé les déficits publics. Par conséquent, les gouvernements sont toujours pris de cours et ils rebondissent toujours dans le cadre d'expertises diverses plutôt que de compréhension holistique. Tout se passe donc comme si la somme, des totalités portées par tous les experts, épuisait la globalité complexe ou du moins réduisait à du bénin le reste. Ou encore qu'il n'y aurait aucun acteur s'en emparant, encore et encore, pour avoir de plus en plus de pouvoir, voire être au pouvoir. Et pourtant, c'est ainsi que des nouveaux partis ou acteurs surgissent. Ils enfoncent le clou sans cesse, jusqu'à faire les agendas des autres et ainsi certains arrivent au pouvoir : dans l'U.E., les nationalistes flamands en Belgique, en Italie, ceux du Nord, à l'extérieur, les présidents actuels des E.-U. et du Brésil. C'est ainsi aussi que sont arrivées des révolutions socialistes de rupture de l'ordre libéral.
78. Au final, sous gestion de crise, les gouvernements vont surtout rechercher du **consensus**, par totalités, rassemblées, alors qu'il faudrait rassembler des avis contrastés, car aidant mieux à saisir la complexité en développement. Ils vont donc rassembler des personnalités, expertes,

reconnues comme consensuelles, surtout quand il s'agira de préparer un dialogue. Par ce comportement, il est laissé croire en l'émergence d'un **bon sens partagé** et donc relativement équilibré, alors que domine une pensée unique : marchande, individualiste et compétitive à outrance, depuis le début des années 80 du siècle passé ! Une belle illusion. La même d'ailleurs entretenue par les personnalités invitées qui finissent par hanter les studios de radio et de télévision. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on retient les émissions qui offrent d'autres regards et pensées. Dans ce cadre, tout se passe comme si **quelques personnalités détenaient le sens commun**⁴⁰, le reste de la population pouvant être négligé. Plus encore, ces personnalités peuvent dire « blanc » le lundi et « noir » deux jours après, sans être mises devant leurs retournements, parce tout un petit monde d'experts et de journalistes est uni contre vents et marées, sauf quand il y a des émissions ad hoc et qu'un véritable travail d'investigation est réalisé par des journalistes et/ ou des lanceurs d'alerte. Quand est-il dénoncé ? Quand sortent des informations faisant surgir des scandales lesquels en conduisent alors beaucoup à des comportements outranciers comme s'ils voulaient se refaire une vertu. Par conséquent, ce seront souvent des personnalités données et donc peut-être aussi des intérêts n'ayant rien de général qui risquent de dominer le processus de conseil au gouvernement, nonobstant tout référence à des gestions de crise. Parmi elles, il y en aura de clairement identifiées tellement la population en est saturée et d'autres qui le sont très peu alors qu'elles ont l'oreille du pouvoir : des « Père Joseph » comme du temps de Richelieu. Aux E.-U. et même en Europe, dans certains cercles, on a beaucoup parlé de Steve Banon. Le consensus n'est pas seulement le fait de personnalités données, mais aussi de personnalités anticipant des « remerciements » ad hoc pour prix de leur participation consensuelle. Elles jouent le consensus y ayant intérêt. E. de La Boétie parlerait de servitude volontaire, une pratique orientée vers des courtisans en vue d'en réduire la dangerosité dont par des alliances contre le pouvoir, sous l'ancien régime, mais qui est en fait atemporelle : réunir autour du pouvoir et diviser en périphérie. Dans ce cadre, les déficits publics n'ont rien de stratégiques. Ils sont, en effet, souvent le résultat des politiques ou tactiques de consensus, en clair de l'argent distribué pour cimenter le consensus : un comportement devenu structurel. Le consensus explique que souvent ce qui est décidé sous l'urgence ou des circonstances très spécifiques : le provisoire ou de circonstances donc deviendra du définitif, la transformation étant alors justifié en affirmant que le long terme le requiert. En conclusion, dans toutes les sociétés, il y a une énorme perte de sens tenant à la formation des esprits (spécialisation), l'exercice du pouvoir et aux servitudes volontaires. Souvent, le temps en ramène des contributions, oubliées sur le devant de la scène. Après les « Trente Glorieuses », le sens commun devient néolibéral sans contrepartie audible, car les partis de gouvernement de la gauche acceptèrent la concurrence et ses innovations par incapacité de penser l'avenir dans un monde aux profonds changements et en plus une stérilisation de la vie intellectuelle opéra, le tout médiatisé comme il convenait. Dans ce contexte, la complexité sociétale à connaître, passa aux oubliettes sous une croyance en les technologies : panacée sociétale et universelle. Par conséquent, tout se passa comme si le reste n'était que des « bruits » qui allaient disparaître sous quelques réglages. On déréglementa donc au profit du sens dominant dont des masses de citoyens ne furent une des sources. En France, les gilets jaunes firent la démonstration que les bruits avaient du sens. Par ailleurs avant eux, partout, les partis d'extrême-droite en profitèrent en donnant sens social aux « bruits ». Ainsi, ils devinrent d'abord fréquentables et puis respectables, par modernisation de leurs fonds de commerce du passé : les étrangers, détestables et accapareurs du bien-être des nationaux. **N'étant plus source de sens commun, les hommes et les femmes devinrent des patrimoines d'informations, à vider, le plus possible, une nécessité afin de renforcer le sens idéologique, par du faussement identitaire et communautaire.** Ceci permit à certains d'arriver au pouvoir et de transformer un référendum en sortie de l'U.E. ou mieux récupération de souveraineté nationale, un argument avec force de frappe dans plus d'un pays.

79. Y-a-t-il une autre production de sens qui puisse être utile pour saisir une complexité sociétale? Oui, à l'évidence, celle du reste de la population dont il a été repris conscience dans de nombreux pays depuis que les réseaux sociaux sont là. Les silencieux voire les invisibles s'y expriment et souvent font peur parce que leurs communications véhiculent du ressenti et non du rationnel, un

⁴⁰ Des personnalités qui, en Belgique, doivent aussi représenter l'équilibre linguistique du pays lequel n'est pas nécessairement celui du bon sens souhaitable pour décider selon l'intérêt général.

sens auquel le pouvoir attache peu d'importance, sauf il y est forcé et encore. C'est, en effet, cette production de sens, sans cesse agitée, qui poussa des milliers d'Allemands à soutenir le parti nazi. Il s'agit d'ailleurs d'un scénario classique amenant des révolutions : quelques leaders entraînant ainsi des masses de gens. Seuls quelques-uns comprennent la rationalité d'un mouvement de contestation. Scénario modernisé qui amena quelques nouveaux présidents au pouvoir ! Mais la production de sens du reste de la population ne se réduit pas à de l'émotionnel à chaud et à du ressenti entretenu, bien que des acteurs spécifiques y veillent à des fins d'appropriation. Chacun produit du sens sa vie durant, par tout ce qu'il apprend et entreprend et rêve même et, en outre, dans le mystère d'une personnalité portant des empreintes d'éducation, de langue et de culture. Donc la caractéristique de cette production est d'être complexe, la liberté individuelle concédée par un régime politique servant celle de penser à tout et son contraire et de réaliser : en gros d'imaginer des réponses aux questions les plus farfelues et dans tous les états d'une personnalité. Dans ce cadre de source de sens commun, l'éducation publique obligatoire transfère des savoirs nécessaires aux citoyens tout en formatant leurs esprits, sauf quand ils sont éduqués à penser sous libre-arbitre. Mais à quoi convient-il qu'ils accèdent alors ? Dans un monde ouvert à diverses circulations et dans des sociétés de plus en plus identitaires et individualistes : à eux, mais en comprenant qui ils sont, ce qu'est vraiment leur liberté, pourquoi considérer les autres de façon positive. Cet ensemble pour éviter de n'être plus que des marionnettes, agitées par les uns et les autres, et des êtres privés d'avenir arbitré. Alors, sous l'éclairage de la production de sens complexe par chacun, **la démocratie est une modalité de création d'une intelligence collective, pour décider et réaliser dans des contextes complexes, qui sont, en outre, l'état normal des univers des choses et des êtres.** Cette intelligence, source de sens commun, complexe, est à deux entrées : la démocratie représentative, une production de sens par intermédiation d'élus et l'autre sans : la démocratie participative. Après, les « Trente Glorieuses », la première est devenue largement défaillante, puisque représenté a rimé avec « ne plus être écouté » et la seconde est restée à construire. Ainsi les citoyens n'ont plus contribué au « sens commun », à ce dernier étant substitué un bon sens idéologique. Attention cependant, l'intelligence collective en question n'est riche de sens commun, complexe, que si les citoyens, en masse, ne sont pas manipulés à la fois pour préférer être des consommateurs aux désirs infinis et des votants orientés. Or tout cela a lieu. Par conséquent, l'intérêt général est perverti dans le chef de nombreux citoyens. Globalement, la production de sens démocratique, en régime démocratique libéral, est à prendre en compte sans défaillance pour comprendre finement une société dans ses rouages de complexité. Mais, le décider signale un partage de pouvoir avec des mesures ciblées d'où certains préfèrent faire exister un substitut à cette intelligence d'êtres apprenant à devenir conscients d'eux et des autres : le « Marché », ce dernier étant l'organisation des citoyens par leurs échanges. On parle alors de société du marché. Partout dans les démocraties libérales, il y a des avancées vers une telle substitution : le modèle américain du consommateur. En fait, depuis la décennie 80 du XXe siècle, la dérégulation et les politiques appliquées ont favorisé l'exposition des citoyens seuls face au marché, érodant la social-démocratie et les solidarités collectives. Que reste-il alors ? Des sujets perdant leur statut de sujets politiques pour ne plus être que des échangistes, isolés, organisés par leurs objets d'échange (volume, prix et conditions du travail). Par conséquent, la société du marché est une réduction de l'intelligence collective aux échanges marchands stimulés par des désirs sans frontières. La marchandise domine tout et la société n'a pas d'autre complexité. On voit immédiatement où mène ce modèle en cas de pandémie virale ou encore de résistance des bactéries aux antibiotiques. En forçant le trait et la cruauté, il suffira de dire qu'il y a une économie marchande de la santé et que si certains sont mal soignés voire meurent, eh bien qu'il ne s'agit que de « bruits » divers ! Cela peut choquer, mais pour certains, les citoyens ne sont pas capables de choisir soit de calibrer autrement l'intérêt général et par conséquent, la société du marché est ce qui leur convient le mieux. Ceci est la poursuite d'une croyance selon laquelle « *l'élite pense et le peuple bosse* », un modèle sociologique ayant toujours beaucoup de légitimité éclairée en France, plus à l'ombre dans d'autres pays.

80. Par conséquent, **en l'absence de modalités récurrentes de démocratie participative, sous risques de système, il faut rassembler autant que possible, non pas uniquement pour éviter les réactions des uns et des autres, mais pour saisir au mieux les effets interactifs en cours, contradictions incluses, dans une certaine complétude.** La logique sous-jacente n'est donc

pas de peaufiner une argumentation étatique et d'experts pour avoir raison, comme sous joutes entre des avocats, **mais de rechercher un peu de complexité, car assise sur les savoirs, ressentis, doutes voire carrément remise en cause, des uns et des autres.** Autour de l'Etat, un rassemblement donc des citoyens, des entreprises et des universitaires. Pourquoi pas uniquement des scientifiques ? Pour ne pas oublier les « savants des sciences dites molles dont les économistes ». En effet, il faudra arbitrer et les effets économiques dont sociaux pèseront lourds. Dans ce cadre, les citoyens doivent participer aux arbitrages, car ils portent des savoirs, des revenus, des doutes et des espoirs. **Ils sont aussi des dits et des regards particulièrement quand ils travaillent dans les secteurs culturels.** Par conséquent, il faut veiller à une représentation variée des citoyens, non réduites donc aux syndicats. Sans les citoyens bien représentés dans leur diversité d'activités, la capacité de résilience de la population est hypothéquée et donc les effets attendus des décisions politiques. **Les risques et réponses de système font donc naître un nouveau contrat politique, mais pas seulement un dialogue oublié entre les citoyens et des experts divers et au final, aussi entre ce que l'on accepte de croire de la réalité et du pouvoir et leurs aspects dérangeants !**

81. Sous pandémie virale revenant, le télétravail est appelé à sortir d'un statut de circonstances ou d'exception pour devenir structurel, alors le monde du travail va changer en profondeur comme cela fut le cas sous le fordisme. Qu'est-ce que cela veut dire ? D'abord une modification de la relation de productivité temporelle qui mesure la valeur du travail presté par heure le plus généralement. A la maison, on compte moins ses heures et par conséquent, un bailleur d'ordre finira par attacher plus d'importance à la production attendue qu'à sa temporalité, mais sans nécessairement en changer la rémunération. Le temps de la production empiètera donc « naturellement » sur celui de la vie privée, une pratique déjà en cours dont pour cause de smartphones et une de leurs caractéristiques : être joignable. Plus, on monte dans la hiérarchie du travail et plus il est normal d'être toujours joignable. Dans ce cadre, une sociologie à deux entrées va apparaître : ceux qui bénéficient du télétravail : des cadres et des employés et les autres dont une masse d'ouvriers. Comme la productivité des premiers va augmenter, une pression finira par être exercée sur les seconds allant dans le même sens, ce qui va y accélérer la robotisation. Cette dernière est d'ailleurs une excellente réponse qui économise les mesures de protection contre les virus sur les lieux de travail. Mais ceux qui bénéficient du télétravail finiront par en supporter une aussi pour prix de leur liberté. Actuellement, elle est déjà utilisée pour vanter l'employé connecté : « celui qui travaille là où il veut ». Peu à peu, ces communications distillent l'idée d'un travail qui ne serait rien d'autre qu'une activité parmi bien d'autres, faite à la maison, dans son jardin, au bord d'une rivière, etc. Au final, si rien ne change, tout l'univers du travail salarié va perdre sa régulation et sa sujétion, au grand bonheur de certains, semble-t-il. A remarquer que ce mouvement a déjà commencé sous « ubérisation », mais sous illusion d'auto-entrepreneuriat, une illusion permettant d'oublier les rapports de force en opération et renvoyant chacun à sa protection personnelle. Fracture numérique et sociale aussi en cas de télé-enseignement, en outre, dans un contexte d'abandon de nombreux enfants dans des quartiers pauvres et petites villes de banlieue. Ce qui vient d'être éclairé dépasse le contexte d'une pandémie virale, puisque le télétravail et le télé-enseignement sont aussi des réponses, par mobilité réduite et donc moindre émission de gaz à effet de serre, au changement climatique. Il ne s'agit donc pas de changements de circonstances seulement et on comprend donc pourquoi, dans les grandes villes, certains se font du souci pour rentabiliser leurs espaces de bureaux. A l'opposé, d'autres réorganisent déjà les espaces de leurs appartements et/ou maisons. **En fait, ce qui arrive est une entrée de plus en plus intense dans un univers virtuel, plus précisément de contacts par l'intermédiation de machines, tout le contraire d'un univers amoureux (sens large d'affectif avec comportements induits). Est-ce que l'on s'en rend bien compte, a fortiori, sous la solitude actuelle ?**

C. Des biens communs.

82. **Biens communs.** Des exceptions marquent le régime de privatisation des ressources physiques, par exemple, quand des sites sont classés comme des monuments ou encore quand des espaces sont protégés devenant des réserves naturelles. Dans ces cas, un encadrement juridique est nécessaire complétant un cadre légal distinguant domaine public, incessible du moins en théorie

et domaine privé, cessible et exploitable sous fins privées. Un domaine public couvrant le sous-sol d'où un impôt spécifique quand une maison y a ses fondations ou qu'une exploitation des ressources d'un sous-sol a lieu. Et puis, il y a des réalités aimées par des populations parce qu'elles sont vécues comme des patrimoines d'histoire commune. Des populations les ont érigées voire ont souffert pour elles et leur mémoire s'en souvient : le cas de nombreux monuments comme, par exemple : Notre-Dame de Paris. Ou encore, des populations ont appris à en **jouir** par de la nourriture, des boissons, des pâtisseries devenant des spécialités de terroir. Parmi les produits en question : le Vin en France, la Bière en Belgique, les Pâtes en Italie, etc. Plus encore des populations ont appris à y exprimer des émotions, des comportements, etc. devenant des pratiques culturelles. Par exemple, le théâtre NÔ au Japon ou les Opéras chinois. Ces exemples peuplent une psyché collective en donnant naissance à des **partages ou biens communs selon le droit et/ou l'histoire, cette dernière allant des espaces locaux à l'espace de souveraineté politique d'un Etat-Nation, avec aussi des scénarios où ce dernier est vécu avec douleur, parce qu'il n'est pas celui du partage culturel. Il y a, en effet, des souvenirs, tellement partagés qu'ils en sont identitaires, mais en manque d'Etat ou en partage contesté d'Etat.** A titre d'illustration sensible, au plan international : les Palestiniens, les Kurdes, des ethnies en Afrique, etc.

83. Mais une population ne vit pas que dans le passé : les parents à défaut de rêver pour eux, le font pour leurs enfants, ce qui signifie qu'il faille se préoccuper de la santé de tous les parents et enfants, leur éducation, protection contre divers arbitrages pour qu'ils réalisent, en plus d'une protection des personnes et des biens, pour faits de déclaration de guerre ou d'envahissement du territoire de souveraineté nationale. Par conséquent, le temps passant, **ces exigences, pour tous, relayées par des acteurs et courants d'idées, ont fait naître des organisations et un encadrement juridique global ou état de droit : une démocratie puis une social-démocratie dont organisations et encadrement sont les biens communs intangibles.** Au fur et à mesure que des exigences pour tous apparaissent, la liste des biens communs est alors appelée à s'allonger des organisations induites et des compléments à l'état de droit. A titre d'illustration, la protection des données de tous capturées par des acteurs numériques et son encadrement, comme aussi l'accès à des informations les plus objectives possible, sous manipulation et intoxication par des stratégies médiatiques ciblant des masses de personnes, a fortiori, pour en modifiant les choix politiques lors des divers scrutins démocratiques.
84. Au final, **les biens communs rassemblent des sociologies de citoyens et les conduisent à voter selon eux, au nom de valeurs incarnées ou à restaurer. Les biens communs sont donc des îles de valeur flottant sur l'océan marchand du développement libéral. Dans certains pays, ils auront donc un régime spécifique d'opérationnalité : les services publics ! Donc toucher à ces derniers signifiera impacter les biens communs ou encore éroder le spectre des valeurs portées à long terme par une société. Mais quoi qu'il en soit, dans une société libérale, l'intérêt privé, ses biens et l'appropriation de ses résultats par ses décideurs dominant les autres considérations politiques et sont au cœur de l'état de droit. Des exceptions font alors la différence entre divers pays libéraux. Tout est alors très bien « madame la marquise » pour autant que des externalités aux utilités privées et à leurs prix ne troublent pas les anticipations d'avenir dont par risques de système!**
85. **Dans les relations internationales, la même logique utilitariste a dominé du moins aussi longtemps que les pays libéraux dominaient, un mouvement qui prend fin dans la décennie 70 du siècle précédent. Après sous ouverture de la Chine au marché, l'économie de marché partit à la conquête planétaire des ressources, des marchés et des profits et les appétits des uns et des autres apparurent dans leur diversité et identité et quoi qu'il en soit inéluctabilité : la globalisation stratégique était là.**
86. Un état d'exception ne convient plus, quand une planète ne suffit plus au déploiement planétaire d'un mode de consommation donné, a fortiori, sous la cupidité de beaucoup ou que tous sont atteints par une pandémie virale dont les experts s'accordent pour indiquer que ce scénario sera moins une exception que dans le passé. Mais en outre, doit-on rester dans une politique dominante de prise en charge quand l'obésité, le diabète, etc. deviennent comme des pandémies. Et enfin, s'il faut travailler plus longtemps pour prendre sa retraite parce que l'espérance de vie est accrue, ne faut-il pas aussi songer à des efforts de santé supplémentaires parce qu'au rythme de déploiement des performances, des personnes plus âgées travaillant auront des risques accrus

de maladie et/ou d'accident. Dans ce cadre, il convient de souligner que **l'espérance de vie stagne maintenant. Elle ne s'accroît donc plus. Pourquoi ? Peut-être bien parce que meurent les générations qui ont connu un autre équilibre chimique que les actuelles dont pour manger. Au final, il y a de nombreuses raisons, légitimes, d'en venir à un régime clarifiant des biens communs, tant au plan national que planétaire et à leur consacrer des politiques et des coopérations avec leurs moyens respectifs. En fait, les biens communs permettent de prendre en compte des externalités de nature diverse et, par conséquent, sont parmi les réponses de système qu'elles produisent.** En voici quelques exemples.

87. Repenser à des biens communs est moins surprenant qu'il n'y paraît et en outre, est moins une visée politique semblant très orientée aussi. Il suffit pour s'en convaincre de penser à l'éducation publique obligatoire laquelle est devenue une externalité positive : du cognitif nécessaire au développement libéral. Nonobstant les beaux discours politiques du passé, généralement d'une gauche réformiste, cette éducation devint et surtout resta un bien commun parce qu'il apparut qu'elle était utile à un développement libéral qui, autrement, aurait été sous contrainte de savoirs de base et qualifications professionnelles en dépendant. De même, cette éducation encadrait les citoyens en termes de comportements et façons de vivre, ce qui produisait de la stabilité sociétale. Externalité positive aussi pour la social-démocratie marquant les « Trente Glorieuses » : une distribution de la richesse soutint la croissance, par une demande des ménages dont des salariés, parce qu'il était possible d'accroître les gains de productivité du travail en mettant plus d'équipements à la disposition des salariés, qui, par ailleurs, bénéficiaient d'efforts de formation professionnelle. C'est d'ailleurs l'enchaînement qualifications, gains et distribution qui expliquent grandement que ce sont les salariés au travail qui furent, de façon générale, les cibles de la formation professionnelle plutôt que les chômeurs. Distribution et formation furent des paramètres de réconciliation après la seconde guerre mondiale entre deux univers : l'un en faveur de l'ordre et l'autre le contestant. La même raison joue pour arbitrer entre des politiques de prise en charge et de précaution. On complète les premières par des mesures de prévention et peu de précaution, sans savoir si repenser l'économie marchande de la santé ne serait pas plus utile. L'Allemagne donne un début de réponse par des discours politiques qui viennent de conduire à une vaste transformation d'entreprises pour que des productions de précaution soient relocalisées en local. Au lieu de réactions dans l'urgence ne conviendrait-il pas de réorganiser toutes les régions sur des cibles claires et appréciations budgétaires. Oui, cela prend du temps, comme dans le passé, la construction des systèmes de transport, d'énergie ou plus récemment de communication numérique. Mais cela rend lisible l'avenir pour des masses de citoyens, une situation dont peu mesure la fécondité pour des populations dont la résilience est atteinte. **Les incertitudes d'un présent sont, en effet, d'autant plus démotivantes que l'avenir n'est pas lisible ou qu'une lisibilité de fatalité domine : la concurrence de l'intelligence artificielle.** Dans ce cadre, beaucoup ne peuvent se projeter et cet état rejaillit sur leurs enfants.
88. Ce qui a été dit pour l'éducation est de première importance, sous le développement de l'univers numérique. En effet, l'interactivité soulignée (savoirs et utilité marchande) est aussi là, mais dans un contexte de décrépitude de l'école publique et une absence de budgets de formation pour après elle. Par conséquent, beaucoup se contentent de clamer que le pire n'arrivera pas en matière d'emploi et de pouvoir d'achat, car il aura finalement assez de nouveaux métiers pour employer un grand nombre de citoyens. Une belle illusion, car cette fois-ci, **les gains, de créativité et de recherche de logique différente complétant ceux de productivité (efficacité) du passé, ne seront pas là et, par conséquent, l'intelligence humaine ne fera pas la différence face à l'intelligence artificielle !** Cette intelligence bat l'humaine en termes de productivité, vitesse (sélection, mise en catégories, etc.)⁴¹, résistance au stress, etc. : des paramètres de l'ancien monde du travail et qui vont avantager la Chine face à l'Occident et de même l'univers virtuel du travail sous le « retour » des virus. Mais, cette intelligence ne fait pas la différence en d'autres paramètres où l'intelligence est plus complexe, car s'appuie sur une pluralité de logiques pour résoudre un problème, requiert de résoudre une question éthique (arbitrage et non optimisation) ou doit imaginer. Sous une pluralité de logiques, les humains ont

⁴¹ Elle utilise pour cela des algorithmes ou processus de calcul qui travaillent dans un nano temps n'ayant plus rien à voir avoir des référentiels humains. Actuellement, ce sont ces processus qui pilotent de nombreuses opérations boursières.

tout à gagner d'investir dans la connaissance du vivant, car cet univers y déploie ses logiques comme des curiosités animales, mais qui sont à comprendre pour se donner un autre avenir que celui d'être une espèce en voie de déclin face aux posthumains. En somme, le développement économique, selon l'égoïsme, l'utilité marchande et la rentabilité de court terme ou en synthèse la cupidité de certains finissant ainsi par avoir influence et pouvoir sur les pouvoirs démocratiques, a impacté le vivant souvent de façon très négative (externalités négatives), mais c'est la connaissance de ce dernier qui sauvera les humains (externalité positive) ! Cela est d'autant plus vrai qu'une éducation nouvelle leur sera donnée y faisant éclore talents et créativité en masse sous compréhension de liberté en libre-arbitre et vie au sens large. Par cette éducation, les humains pourront également entrer dans un univers de collaboration avec l'intelligence artificielle, n'en laissant pas des masses de côté. Il s'agit peut-être d'une chance pour qu'enfin l'humanité ne soit plus aliénée au travail. Toutefois, quoi qu'il soit décidé, l'intelligence artificielle ne reculera pas, au contraire, comme le montre la pandémie virale. En plus viendront bientôt des ordinateurs quantiques et des développements d'intelligence artificielle générale (IAG). L'univers numérique est là en potentialité, aux humains, il appartient de bien arbitrer, enfin. Une illusion de plus ? Dans ce cadre, les deux questions de fond posées à chacun, aujourd'hui, sont la compréhension de la liberté individuelle (l'éthique incluse) et de la vie, mais il faut un nouveau contexte politique de décision, puisque dans les démocraties libérales actuelles, représenté rime avec « plus écouté ».

89. Peut-on continuer à traiter la santé publique en collatéralité des résultats de l'univers marchand ? Non, car les citoyens ont maintenant compris que d'autres pandémies virales sont à craindre. Aucun ne veut devenir le soldat inconnu des guerres virales ni léguer cet honneur à un de ses enfants ! Mais, en outre, ils n'ont pas oublié les incertitudes pesant sur leurs emplois et pouvoir d'achat ou encore les inégalités montantes que l'économie de marché mondialisée a apportées. Incertitudes venant aussi de la présence concurrentielle de l'intelligence artificielle. Au final, une situation qui en poussera certainement beaucoup à vouloir sortir du confinement, au risque sinon de devoir supporter une grave contraction économique, bien que sous mesures publiques décidées, dont ils feront les frais. Pourquoi ? parce que la situation du passé n'aura pas changé, au contraire. En effet, la chute annoncée des P.I.B.⁴² augmentera les inégalités du passé, pour cause de chômage, licenciements, liquidations, faillites et restructurations d'activités touchant largement la sociologie des perdants de la mondialisation (salariés, artisans, commerçant et agriculteurs, saisonniers, etc.). Un ensemble à étoffer en plus de ceux qui travaillent pour le tourisme, le transport des biens et des personnes, la culture, etc. Sans oublier tous les étrangers avec ou sans papier. **Sous ce mouvement de contraintes déployées dans le temps, en fait, seul un petit nombre continuera à vouloir changer de logique économique ou mieux de culture politique de développement national et planétaire. Il voudra des arbitrages différents entre l'argent et le « reste » et il ajoutera que le choc climatique en cours sera pire qu'une pandémie virale, car il restera là pour très longtemps ! En somme, sous le changement climatique, les externalités (accidents naturels et autres) cesseront d'être à la marge pour devenir la norme : tout continuera de venir lentement, mais sûrement comme des risques de contamination virale sans vaccins et médicaments. Et il en sera de même des risques de système que ces externalités véhiculent. Il faut donc vivre autrement. Cela implique de penser autrement le développement sociétal.**
90. Quand la santé devient un bien commun, elle n'est plus compatible avec des partages de responsabilités faisant plaisir à des égos et des familles politiques, mais pouvant causer la mort de citoyens. En fait, la notion de biens communs brise des frontières politiques que certains voudraient en réinstallant un droit d'égalité de traitement qui laisse peu de citoyens indifférents puisqu'ils comprennent que leur vie peut en dépendre !
91. Le temps comme référentiel d'impuissance ne signale pas seulement la non-prise en compte d'externalités, mais aussi une conception du développement selon laquelle les humains devaient s'adapter pour que la société progresse, bien que sans savoir vers où. Alors sous la peur du Covid-19 d'autant qu'il pourrait exprimer le retour de la famille SARS-CoV, par recombinaison entre les virus du SARS et du MERS, des citoyens découvrent que le temps de l'argent n'est pas

⁴² Elle s'est aggravée au fur et à mesure des annonces sur la moyenne de la zone euro : passant de moins 7,7 % à moins 8,7 % au début de juin. Toutefois, Chr. Lagarde a annoncé le retour du positif pour 2021 et la récupération du niveau de vie d'avant pandémie pour 2022. Mais ces chiffres sont-ils fiables alors qu'à mi-juin, est envisagée une contraction plus sévère pouvant aller jusqu'à 12 % du P.I.B. dans plus d'un pays européen ?

celui de la vie : la leur et celle de leurs enfants! Cette compréhension du temps pourrait les aider à ne pas douter qu'il y ait moyen de sortir de la fatalité marchande. En somme, **un choc émotionnel en faveur d'une jouissance de la vie, mais sous un peu de surprise, car cette jouissance, elle aussi, est complexe.**

D. De la nouvelle alliance par un changement d'Economie politique et des réponses aux risques de système.

92. **Que faire donc pour en convaincre un plus grand nombre ? D'abord faire comprendre ce qui est arrivé, car « tant que l'on n'a pas compris les enchaînements des causes et des effets, on est accablé par l'avenir » a dit le philosophe français Alain (1868-1951) et puis proposer une logique de changement, en n'oubliant pas d'éclairer ses relations nouvelles de pouvoir et d'influence, car la démocratie libérale vit une crise de légitimité politique : choisir donc une autre culture politique de développement.** Dans ce cadre, les lecteurs de cet article sont invités à aller à l'adresse suivante : <http://www.ciworldwide.org> pour découvrir **l'Economie politique des boutons d'or ou mieux encore se l'approprier en modalités de réflexions et d'actions démocratiques.** Une appropriation en faveur d'un retour de la Nation ou mieux d'une Nation ayant du pouvoir politique : une Nation-Etat donc plutôt qu'un Etat-Nation et aussi d'une reconstruction européenne, sociale et ouverte sur un projet avec la Russie : faire le continent européen. Dans ce cadre, dialoguer et coopérer autrement avec la Chine. Aussi un cadre de nouvelles relations avec Washington dont sous une défense européenne collective propre. Au final, reconstruire un multilatéralisme nouveau sous des modalités de coopération et développement faisant la différence par rapport au passé.
93. L'accent mis sur la compréhension des citoyens fera peut-être sourire, mais dans un monde dominé par une rationalité : l'utilitarisme voire pire la cupidité d'un petit nombre, l'espace d'action des citoyens est réduit quand cette rationalité est peu ou mal comprise. Pourquoi ? Parce que progressivement, la société mise en place par ceux qui sont influents et puissants n'est plus que celle du « Marché ». Les intérêts qui font la société n'ont plus rien de général comme les réformes, même si il l'est laissé croire ! Cette remarque est d'autant plus pertinente que **l'univers du travail sera remodifié sous réactions aux risques de système par une érosion de la régulation du travail.** Attention comprendre signifie aussi vouloir comprendre et par conséquent, tous les citoyens sont appelés à remettre leur ouvrage sur le métier, 100 fois si nécessaire (Diderot). Par conséquent, ce qui sera proposé sous la nouvelle alliance n'est nullement un nième discours populiste.
94. Pour aider le lecteur, voici les éléments- clefs de synthèse de l'Economie politique des boutons d'or, ces derniers symbolisant les humains : des renoncules, au jaune éclatant, qui recolonisent les jardins, prés et prairies, pour autant qu'un bout de racine survive ! La nouvelle Economie politique porte deux axes de développements, à savoir : un **développement local endogène**⁴³, c'est-à-dire de recherche systématique des patrimoines tangibles (en gros les matières premières, les semences et les plantes médicinales) et intangibles (les savoirs, métiers, traditions, comportements, en gros les cultures) des espaces locaux, avec éventuellement une reconstruction régionale tenant compte des ressentis sociaux, de l'histoire et la culture et le **développement actuel sous « concurrence plus » et innovations induites.** Dans ce dernier cas, les activités mondialisées. Le premier axe devrait progressivement dominer le second sous une **éducation à la liberté en libre-conscience** (éthique incluse, donc) incontournable, car faisant surgir talents et créativité en masse, non plus au hasard des exploitations marchandes, mais pour que de nouveaux êtres humains entreprennent leurs rêves en donnant ainsi du sens à leur vie. Plus précisément, chacun devient producteur de sens, complexe, donc de culture et au plan collectif, surgissent par conséquent des cultures d'avenir et non plus une seule : rêves et désirs de quelques-uns, mais fatalité pour les autres. Ces cultures font naître des avenir

⁴³ Avant la communication de mai 2020 sur la nouvelle Economie politique, les étudiants du DU de formation continue en intelligence compétitive de l'Université de Corte (professeur responsable : H Dou) ont été informés sur ce développement par deux conférences ad hoc proposées par M-P Verlaeten en 2018 et 2019. Leurs textes diffusés sont accessibles via le secrétariat du DU en question. De même, il était prévu de renforcer la compréhension de ce développement en 2020. En effet, un texte avait été préparé, mais pas diffusé pour cause de Covid-19. Néanmoins, il peut être lu par demande électronique transmise à H. Dou ou M-P Verlaeten.

possibles pour autant qu'un **agir politique ad hoc** adossé à une **démocratie participative récurrente** (sous diverses modalités d'expression, influence et pouvoir : des mairies au Sénat en passant par les entreprises et les conseils d'administration et travail de compréhension) y soit consacré, ce qui conduit à une **remise à plat obligée des finances publiques**. Des investissements sociétaux veilleront alors sur des **biens communs intangibles** comme l'éducation, la formation, la **santé**, la sécurité sociale, la justice, la **protection des données personnelles** et de **l'objectivité des informations médiatisées**, etc. de la population et **des tangibles comme les semences**. Ces biens permettront des orientations d'action servant l'intérêt général par des réformes (sous des objectifs venant de la démocratie participative) dont touchant à la capture des esprits et celle des informations privées et l'univers du travail dans le contexte d'une **volonté de la Nation-Etat de viser son bonheur. Un bonheur incarné par une recherche de sens proposé à chacun dans sa liberté et éthique à comprendre en libre-arbitre : jouir de la vie (donc à comprendre pour la protéger), une jouissance complexe, car de nature physique, mentale et spirituelle et non égoïste aussi, car chacun comprendra qu'il est à la fois un être unique, mais aussi social voire plus que cela : un être d'amour. L'éducation y aura veillé.**

95. La difficulté de viser le bonheur de la Nation-Etat sera de travailler sur trois fronts conjoints : les conditions sociales et le lancement d'un développement nouveau (vie biologique et humanisme) : plus qualitatif et culturel que « bêtement quantitatif », un quantitatif sans cesse à augmenter pour éviter de trop devoir partager. Un quantitatif faisant de la culture un espace de divertissement à la marge du « travail ». Un espace oublié donc lorsque « nécessité fait loi » ! Un mouvement qui peut faire reculer la liberté de penser⁴⁴ et donc d'imaginer des scénarios d'espoir.
96. Education et agir politique restaureront le social dégradé des démocraties libérale, des conditions nécessaires pour lancer des projets protégeant la vie planétaire et la santé publique. Plus précisément chérir la vie de la Terre et la vie des terriens comprenant par leur éducation qu'ils sont des humains : une parenté biologique d'hybride dépendant des relations avec la nature comme entre eux. Donc des êtres biologiques et de nature sociale, des caractéristiques relationnelles qui impactent le cerveau de façon sensible en construction et développement. En outre, qui comprennent que tous sont des producteurs de sens donc de culture et d'avenir. Culture et avenir ne sont donc plus des référentiels d'enfermement. Au contraire, ils deviennent des espaces de liberté, à découvrir, mais sous éthique personnelle l'étant tout autant.
97. L'existence de deux axes de croissance requiert une responsabilité d'organisation générale de leur coexistence, laquelle sera exercée par le gouvernement, mais sous démocratie participative. A la différence du passé, le « Marché » n'organisera donc plus le territoire de la Nation au hasard, en y produisant polarisations et fractures. De même, la régulation ne pourra s'effondrer laissant chacun être broyé par de plus en plus de productivité et de solitude. Ainsi que déjà indiqué, cette responsabilité requiert une vision d'avenir (exemple : les moyens de transport) comme une compréhension des arrière-plans des risques de système et dans le contexte de la nouvelle Economie politique : des arbitrages y relatifs entre Nation et gouvernement. Pour découvrir comment organiser, il faut savoir pourquoi organiser : l'efficacité à promouvoir en dépend. De même pour réguler à nouveau. Dans ce cadre, apprendre avec humilité dont des citoyens, aussi, car il faut toujours corriger.
98. C'est dans le cadre de la nouvelle Economie politique qu'il faut construire un **système de santé d'avenir**, dont la définition serait la suivante : un réseau de moyens, humains, d'équipements (**tests inclus**) dont de transport, de ravitaillement à domicile et de relais institutionnels voire militaires, clairement identifiés en disponibilité et qualité, par lequel le pouvoir politique, dans une unité couvrant des modalités d'intermédiation entre le central et le local, exerce sa responsabilité de veiller sur la santé d'une population dans les maisons privées, les centres de soins aux personnes âgées et les établissements de soins sanitaires. Sous pandémie virale, construire un système de santé requiert de tester la population le plus tôt possible afin d'apprécier le potentiel

⁴⁴ L'association « Reporters sans frontières » vient de le souligner. Sous Covid-19, des gouvernements agissent pour la réduire et il ne s'agit pas que des régimes durs. Une dégradation opère, en effet, aux E.-U. et même en Australie. Le possible recul tendanciel des libertés inquiètent des juristes. A titre de référence pour la Belgique, se reporter à : « L'Etat belge face à la pandémie de Covid-19 : Esquisse d'un régime d'exception », F. Bouhon, A. Jousten, X. Miny, E. Slautsky, Courrier hebdomadaire du Crisp, 53 p, 2020. Le Crisp est le centre de recherche et d'information socio-politique. Il est localisé à Bruxelles.

de contamination qui surgit avant que de masses de citoyens n'arrivent dans les centres de santé. Dans ce cadre, est donc aussi éclairée la variabilité de ce potentiel puisqu'il y a des citoyens pouvant être peu contaminants à l'opposé d'autres. En cas de rebonds de la contamination, tester à nouveau s'impose à nouveau soit de façon large soit au niveau de l'espace contaminé. Dès que l'urgence le requiert, le système de santé bénéficie de l'activation du système juridique en ce qui concerne les lois, arrêtés, etc. nécessaires. Ce système est construit sous des **objectifs clairs liant un amont (santé) et un aval (économie) et de compréhension globale de la vie, par un travail de réflexion à large spectre de collaboration**. Au plan de la santé (amont) : des mesures de prévention ciblées (sans oubli de leur contexte), des achats de précaution, sous relocalisation aussi et enfin la restauration des établissements de soins sanitaires et des établissements accueillant les personnes âgées. Les infrastructures nécessaires (services publics inclus) devront être réalisées et/ou complétées au niveau régional et dans l'U.E. sans perdre de vue le transrégional. Au plan économique (amont), une nourriture suffisante et réduisant tous les intrants chimiques dangereux et de même les hybrides et les OGM, sous des relocalisations systématiques : une transition vers du bio local accessible en prix à des masses de citoyens ; idem pour l'eau courante. **Il n'y a pas de santé sans une alimentation saine et cela est vrai pour tous les êtres humains. Attention, la santé n'est pas seulement un scénario macroéconomique, c'est aussi un prisme par lequel apprécier la pensée d'une société sur la vie humaine !**

99. A l'évidence, la construction d'un système de santé requiert de viser les formations nécessaires sous un spectre large allant des « docteurs » (sens large) au personnel des maisons de retraite et de soins en n'oubliant pas toutes les professions à l'utilité cruciale, découverte sous la pandémie toujours en cours. De même, elle requiert de se pencher sur les contributions venant de l'intelligence artificielle dont au service de la prévention pour cause d'une collecte en cours de plus en plus de données sur chacun. Mais cela n'est pas tout, il faudra aussi agir pour rencontrer la solitude dans laquelle vivent de nombreuses personnes, car cette dernière, elle aussi, est devenue un état structurel atteignant la santé de la population et de même son « envie d'avoir envie » (J Hallyday) d'un autre avenir. Dans ce cadre, des mesures ponctuelles ne suffisent plus : un plan de réorganisation des espaces de vie est requis : un travail de longue haleine en faveur des relations sociales au quotidien. Un plan intégré au développement endogène lequel a lui aussi une dimension de santé dont par recherche de patrimoines servant des fins médicales.
100. Par son accent mis sur le développement endogène, la nouvelle Economie politique va perturber la dominance des productions mondialisées, délocalisées, sur le développement. Il en sera de même sous des pandémies virales planétaires plus fréquentes. Par conséquent, il faut plaider pour une restauration d'un multilatéralisme prenant en compte ces nouvelles circonstances, car elles vont impacter les développements de nombreux pays. Les pays riches doivent donc redéfinir leurs axes d'aides aux autres de façon structurelle. Actuellement, par exemple, de nombreux pays africains s'en sortent en termes de contamination, mais des risques de famine remplacent ceux de tomber malades pour raison de confinement. De même des risques d'accroissement de la pauvreté sont là avec leurs effets sur le statut des enfants⁴⁵. Ils pourraient incarner le multilatéralisme attendu par un grand plan de développement planétaire d'urgence climatique et précaution pandémique. **Il signalerait l'entrée de ces pays dans une nouvelle culture de développement : celle des boutons d'or**. Le retour d'un nouveau multilatéralisme serait aussi nécessaire pour ne pas créer une impression de vide⁴⁶ dans de nombreuses régions du monde, un vide devenant une tentation de pouvoir à prendre ou reprendre pour certains dont les organisations terroristes. Vide aussi favorable à un plus de totalitarisme, de même qu'à des législations de retour en arrière. Par exemple, dans de nombreux pays d'Amérique latine, par abandon des mesures législatives de protection des travailleurs. Dans ce cadre, les pays européens doivent mieux aider l'Afrique non pas uniquement pour en réduire les migrations, mais

⁴⁵ Rapport récent de l'Unicef et l'OIT communiqué par la « Première » (radio francophone de Belgique le lundi 15 juin avant 19H. Selon ce rapport, on assisterait au retour au travail des enfants de 5 à 17 ans pour cause de pauvreté. Dans ce cadre, quand la pauvreté s'accroît de 1%, le volume des enfants au travail augmenterait de 0,7 % dont des filles particulièrement. Il y a à ce jour 152 millions d'enfants au travail dont 50 % en Afrique.

⁴⁶ Un vide s'expliquant par le recentrage des pays riches sur leur développement mis à mal par la pandémie virale et leur faisant oublier leurs voisins sauf quand leurs intérêts sont menacés (globalisation stratégique), un mouvement déjà largement en cours et qui est source de l'érosion du multilatéralisme que l'on connaît.

de nouveaux scénarios de déstabilisation politique. Quoi qu'il en soit, dans l'immédiat, une meilleure aide passe par la reprise des objectifs du Millenium pour assurer partout sur la planète de bonnes conditions sanitaires à la population. Cet objectif s'intègre parfaitement au grand projet planétaire proposé. Autre objectif, s'engager à ce qu'il n'y ait plus d'enfants de 5 à 17 ans au travail en 2025 (date ciblée par l'ONU). Pour y arriver, tant des contributions publiques que privées seraient les bienvenues, car en naitrait un autre développement planétaire que l'actuel, bénéfique à tous. Dans ce cadre, il pourrait même être imaginé que des citoyens ayant de l'argent non « fiscalisé », pour diverses raisons, contribuent au financement planétaire moyennant oubli de leurs « bonnes » raisons. Quoi qu'il en soit, si l'économie mondiale risque de se contracter, du moins à court terme, ainsi que les comprennent plus d'un, en dehors de tous les discours d'effondrement, parce qu'ils sont troublés par la difficulté de coexistence pacifique entre développement du passé et « migrants » nouveaux : des virus, alors, il vaut mieux essayer de la sauver tout de suite et poursuivre à terme. **Par conséquent, tant la crise climatique que la pandémie en cours peuvent être autre chose que des galères. Tout comme l'intelligence artificielle. Etre des « signaux » de la nécessité de changer de culture politique de développement (individualisme marchand) au nom d'un autre avenir pour la Terre et les Humains. Y-a-t-il une main invisible à l'œuvre?**

101. Avec la nouvelle Economie politique, des biens communs complètent les moyens d'un mieux vivre servant les citoyens et la vie biologique. Mais ils doivent le vouloir : une éducation appropriée (dont à la complexité de vivre et de la vie) y aidera, mais sous la volonté de s'en servir tant au plan personnel que du vivre ensemble. Un travail de réflexion sur leur éthique dans le cadre d'une compréhension de leur liberté individuelle est donc requis. Pourquoi ? Parce qu'en découle la découverte d'un espace normal d'interactivités liant « soi », les autres et la vie planétaire brisant la légitimité de l'individualisme du moment : mieux encore d'une idéologie laissant croire qu'ainsi seraient trouvées les solutions dont la société a besoin pour son avenir. Il n'y a pas d'avenir unique, mais des choix sur lesquels pèsent des arbitrages. Dans le futur, appeler les citoyens à y prendre part s'impose, car faire face aux changements en cours (climat et vie biologique et pandémie survenant) demandera la participation de tous. On le voit actuellement, sous la remontée de la contamination, après organisation d'un déconfinement, alors que toutes les conditions favorables, selon l'O.M.S., n'étaient pas rencontrées. Pour précision, ces conditions sont : une transmission sous contrôle ; un système de santé en mesure de tester, d'isoler et de traiter chaque cas et retracer chaque contact ; des risques d'épidémie réduits au minimum dans des environnements particuliers comme les établissements de santé et de soins ; des mesures de prévention mises en place sur les lieux de travail, les écoles et les autres lieux publics essentiels ; des risques d'importation gérés ; des communautés pleinement éduquées, engagées et habilitées à s'adapter à la nouvelle norme. Dans ce dernier cas, il est donc tablé sur des comportements civiques, anticipés, de la masse des citoyens dont il ne saurait être question, sous des scénarios de récurrence, sans que les oubliés du passé le reste, à moins de changer de régime politique. Changer d'éducation et d'agir politique ne sont donc pas des nièmes discours « creux », mais des nécessités de décision, réalisation et budget donc ! De même, progressivement, les externalités du développement seront intégrées aux prix du marché, sous aide publique, pour éviter d'accroître les inégalités de revenus du développement actuel.

102. La nouvelle Economie politique est un nouveau contrat politique entre gouvernements et gouvernés, aussi un autre dialogue entre population et experts divers et enfin, un travail personnel de chacun sur « soi et les autres ». Elle est par conséquent le ciment de la cohésion attendue pour penser et réagir aux risques de système dont les scénarios seront construits par les universités des divers pays lesquelles ne devront pas oublier leurs arrière-plans. Par de nombreux projets venant des talents et créativités individuels de nombreux citoyens et la montée en importance du développement endogène, la nouvelle Economie politique permet de tourner la page, une nécessité ressentie par de nombreux citoyens sous la pandémie en cours. Elle donne, en effet, une dimension d'avenir à construire qui dépasse les mesures politiques d'urgence et de relance décidées tant au plan national qu'à celui de l'U.E. Dans ce dernier cas, cela est d'autant plus vrai que la nouvelle Economie politique est accompagnée par un travail, recommandé, de recherche de cadre de cohérence économique rassemblant les décisions européennes, dont, par exemple, une gouvernance économique et monétaire amenant une mutualisation systématique des dettes publiques, un cadre aussi de reconstruction sociale de cette union ou de sa social-

démocratie érodée par une unique logique d'échanges : la concurrence et l'adaptation sans faille à ses innovations et de création d'un espace européen impliquant d'autres collaborations avec la Russie et la Chine. Cette dimension d'avenir à construire est incontournable pour éviter un choc venant d'une pandémie qui sera plus longue qu'anticipé, un choc, certes, économique, social et financier, mais aussi d'espoir d'en sortir ! En n'oubliant pas le social, cette nouvelle Economie crée les conditions de transformation de la logique du développement en faveur de la planète : sa vie et ses humains, tous reliés. Dans ce cadre, les mesures décidées au plan européen ne sont pas ambitieuses, en termes de projet d'avenir à construire, même si le fait d'avoir réalisé un accord est déjà une prouesse, bien que dépendant encore de la validation par le Parlement européen et des ratifications par les Parlements impliqués au plan national. Mais sous l'allongement du temps de la pandémie, le plus dur reste à venir : éviter la perte d'espoir ! **Quelle en est la recette ? Vaincre la peur ambiante, rêver des projets et les réaliser. Et dans ce cadre, quelle est la bonne politique ? Aider à tourner la page, chacun y prenant part.**

103. Pour rappel, voici les mesures décidées au plan européen. Il s'agit d'un plan d'urgence de 500 milliards d'euros suivi par un plan de relance de 750 milliards et d'un budget pluriannuel (1921-27) de 1074 milliard d'euros. Le plan d'urgence est composé de lignes de crédit pouvant atteindre 2 % du P.I.B. de l'union et provenant du mécanisme européen de stabilité, des garanties de liquidités soutenues par la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) pour 200 milliards et du programme SURE de la C.E. visant la garantie jusqu'à 100 milliards les programmes nationaux de chômage temporaire. E.I. Après de nombreuses difficultés, venant de pays dits frugaux (Suède, Danemark, Autriche et Pays-Bas rejoints par la Finlande), l'U.E. est arrivée à un accord sur un plan de relance de 750 milliards d'euros par **emprunt commun** remboursables sur 30 années. Un montant couvrant 360 milliards de prêts, à rembourser donc, et 390 de subventions orientées de façon sensible vers les pays du sud européen (Italie : 80 et Espagne : 70), avec une position favorable pour la France recevant 40 milliard d'euros. Dans ce cadre, alors qu'il avait été envisagé de faire disparaître la modalité de ristourne sur contribution, sous le leadership des Pays-Bas, les pays frugaux en ont obtenus une (ils sont contributeurs nets), celle de l'Allemagne restant inchangée, ce qui va augmenter les contributions des autres pays. De même, ces pays ont obtenu un meilleur taux de retenue nationale sur les impôts prélevés dans les ports (passage de 20 % du total à 25%). Enfin, c'est sous leur pression que le montant des subventions (à l'origine de 500 milliards) a été réduit au profit de celui des prêts et de même qu'un frein d'urgence a été instauré : un Etat pouvant contester au sein de la C.E. le programme de reprise d'un autre aidé par le plan de relance, toutefois, le droit de veto espéré par les Pays-Bas n'a pas été accordé. On continue donc d'autoriser un comportement de droit de regard particulièrement blessant d'autant qu'il « charrie » une logique de jugement par des pays se disant vertueux à l'égard d'autres ne l'étant pas. Au final, certains pays vont connaître un plus de contribution et le budget pluriannuel a été un peu raboté (origine : 1100 milliards espérés). Les effets des arbitrages touchent le Pacte vert visant la réduction des empreintes fossiles (réduction de 37,5 à 17,5 milliards d'euros)⁴⁷, Invest EU crée pour rencontrer des objectifs durables (passage de 31 à 4 milliards d'euros), le Programme de Recherche et d'innovation HorizonE (suppression du programme de santé européen EU4Health) et la P.A.C. (356 milliards contre 384 en euros constants de 2018). Le plan de relance est accompagné de conditions liant financement européen et état de droit, mais sous un texte flou, pour éviter un blocage éventuel par la Pologne et la Hongrie. On continue donc de parler de sanctions, mais dans l'attente d'un document précis. Il paraît, en outre, que la Hongrie a obtenu de l'Allemagne un engagement à ne pas définir les conditions en question. Autre zone de flou, les impôts nécessaires pour éviter que les citoyens européens soient sollicités. Il est envisagé une taxe sur les Gafa, un impôt carbone et un autre sur les plastiques. Attention le « précieux » accord européen doit encore être validé par le Parlement européen (validation attendue avant la fin de 2020, mais accueil négatif actuellement) et puis être ratifié par les Parlements des pays-membres. Au total, les pays européens ont réalisé un accord, certes important, mais qui porte la marque de préjugés de certains : les fournis sur d'autres : les cigales. De façon générale, des pays du Nord (protestants) croyant en la vertu universelle de leurs réformes et donc **jugeant** les autres (non protestants) dans ce cadre ! **A souligner dans ce**

⁴⁷ Toutefois, il est indiqué qu'un engagement de 30 % en faveur du « vert » doit être réalisé en tirant sur le Plan de relance et le budget pluriannuel.

cadre que l'emprunt commun est une modalité permettant à tous les pays qui empruntent de bénéficier de taux plus favorables que lorsqu'ils agissent seul. Il s'agit d'un pas vers plus de cohérence économique et monétaire important. Mais le chemin européen reste encore pavé d'embûches. En effet, ayant emprunté sur les marchés financiers, même sous taux plus favorables, se posera la question du retour à l'équilibre financier des Etats européens et donc aussi celles de la norme budgétaire d'encadrement des déficits européens et des échéances pour les apurer. Que décider ? Maintenir ou modifier la norme ? Restaurer enfin de bonnes conditions sociales sur l'espace européen signifierait la modifier ce qui est quasiment impossible en maintenant l'enserrement concurrentiel des décisions politiques, car la situation sociale de nombreux pays pourrait devenir **socialement explosive, d'autant qu'il ne soit pas certain du tout que toutes les aides seront suffisantes, sous les rebonds de contamination en cours ! Ceci devrait conduire à plaider pour une réduction du temps de travail pour que tous travaillent.** Dans ce cadre, à souligner que la dégradation des finances publiques pour cause d'aides d'urgence supporte de façon sensible, la défiscalisation dont jouissent les plus fortunés, partout. Et pourtant, ces derniers veulent entrer dans les centres de santé comme les autres et partout où ils se trouvent !! Comment réagiraient-ils si ces derniers leur répondaient de façon systématique : *«Vous n'entrez pas, car compte tenu de nos moyens, notre quota de patients est épuisé !»*. Pour rappel, après la seconde guerre mondiale, des prélèvements sur les plus riches furent décidés, mais dans un contexte de guerre froide. Par conséquent, ces prélèvements permettaient d'apaiser au plan social tout en réduisant les fronts de critiques extérieures (Moscou). Ce contexte a disparu, mais dans de nombreux pays, l'extrême-droite est de retour dont parce qu'elle défend des thématiques sociales. L'empêcher d'être très largement au pouvoir en Europe passe donc par une restauration des conditions sociales. **Au final, le message européen accompagnant la pandémie du Covid-19 aurait dû être de changer de modèle de développement le plus vite possible, la difficulté étant alors de l'exprimer au plan des décisions politiques (plan de relance et budget pluriannuel), bien que de nombreux citoyens s'y soient déjà lancés. A titre d'illustration, partout fleurissent de nouveaux producteurs locaux. Le développement endogène a donc déjà commencé, il aurait fallu le renforcer en cohérence décisionnelle globale (toutes les politiques envisagées), normes associées et moyens nécessaires et non pas le laisser en attente, car si l'espoir fait vivre, la longue attente fait mourir. Plus clairement, elle pourrait amener une dérive autoritaire dans plus d'un pays sous une fatalité saisissant des masses de citoyens et le jetant dans les bras d'un pouvoir « fort ».** Dans l'immédiat, sans création d'espoir légitime, la réaction des citoyens sera de continuer à douter voire mettre en cause leurs autorités politiques parce que, de toute façon, aucun avenir meilleur ne sera attendu. C'est peut-être déjà le cas actuellement (fin juillet) avec des relâchements de comportements de précaution.

104. **Comment financer la nouvelle Economie politique.** Trois sources sont envisagées, savoir : une **remise à plat des finances publiques**, le **lancement d'un emprunt pour collecter les épargnes des ménages** et une **restructuration du secteur bancaire avec conditions de crédit différenciées**.
105. **Finances publiques.** Il s'agira d'une remise à plat de l'univers des finances publiques, sous exposé clair des responsabilités politiques, tant au plan local que plus haut et engagements d'imposition selon des principes clairs eux aussi. Dans ce cadre, une rupture avec un passé d'imposition des perdants plutôt que des gagnants de la mondialisation. Des responsabilités, partagées, avec des budgets et leurs plans de résorption des déficits éventuels, sous une démocratie participative récurrente. Quoi qu'il en soit une rupture avec les normes européennes actuelles, mais sous explications légitimes. Au final, la remise à plat des Finances publiques opérera pour réduire le mieux possible les inégalités entre les citoyens. Il ne s'agira donc pas d'une réformette de circonstances d'autant qu'il faudra intégrer des effets sociologiques venant de la transformation de l'univers du travail.
106. **Emprunt public.** Le retour de « 1929 » est de plus en plus craint au fur et à mesure que les P.I.B. des pays développés reculent, reste à peine positif le taux de croissance annuelle de la Chine et que la menace des restructurations de l'offre se précise dans un contexte de demande faible. Dans ce cadre, certains comprennent que leur crainte dépasse les simples résultats d'une conjoncture impactant déjà de façon très sensible l'année 2020 nonobstant possible reprise à partir de septembre. On parle, en effet, d'une dépression, possible, pire qu'en 1929. Il faudrait

donc éviter de réagir trop tard (1933 aux E.-U.) et mal (aides d'urgences alors que restructurations nécessaires) et donc lancer le plus vite possible un **grand plan de relance signalant l'entrée dans une nouvelle culture politique de développement**. Dans l'U.E., un espace où il y a encore des ménages ayant de l'épargne (classes moyennes plus), il serait envisageable de lancer un **grand emprunt public (par obligations étatiques) qui la mobiliserait à long terme** (donc pas d'appel aux marchés financiers comme actuellement même sous création monétaire par la Banque centrale européenne afin de peser à la baisse sur les taux d'intérêts) comme un contrat d'assurance sur 8 années et un mois. Les conditions seraient la garantie du capital à la fin du contrat avec un intérêt de l'ordre de l'inflation. Toutes les épargnes des ménages seraient visées, donc même celles qui sont en dehors de la morale fiscale. Cet emprunt (une sorte de dialogue financier entre les Etats et leurs Nations) permettrait également de financer, prioritairement et de façon structurelle des activités stratégiques de relocalisation sur cet espace, avec une volonté à terme de rencontrer des ambitions climatiques, de santé publique (problème de solitude compris) et de réponse au défi de l'intelligence artificielle, en capitalisant sur les talents et créativité des citoyens. Cet emprunt est non seulement incontournable, pour poursuivre les aides d'urgence, car beaucoup d'activités vont « capoter » à terme, mais aussi pour éviter que les épargnes des ménages encore disponibles⁴⁸ perdent de leur utilité de précaution, quel que soit leur statut fiscal pour cause d'effondrement de masses d'actions de la titrisation mondiale! Un nouveau risque de système, en apportant un autre : une explosion sociale des classes moyennes ruinées. Il vaudrait mieux lancer un emprunt européen, mais soyons lucide cela reste problématique sous les divisions européennes. Dans ce cadre, il est cependant possible d'imaginer un plan rassemblant certains pays faisant leurs efforts pour éviter des explosions sociales !

107. **Restructuration du secteur bancaire.** Elle aura lieu de façon à séparer clairement les activités nouvelles des anciennes dont de spéculation. Ainsi est exprimée une volonté selon laquelle l'épargne des ménages ne serve plus à financer des activités qui mettent ces derniers au chômage !

Des conditions de crédits favorables, différenciées opéreront.

108. A l'évidence, la nouvelle Economie politique va prendre du temps non seulement pour essayer d'en bien penser les réformes, mais surtout par construction d'une éducation nouvelle et de modalités de démocratie participative récurrente. Mais ce temps est neuf, car c'est celui de la prise de conscience et de l'expression de la volonté des citoyens : une transition historique pour des évolutions plutôt que des ruptures. Tout le monde essaye de grimper à la corde ! Par une éducation apprenant à penser et remettre en cause et sa capitalisation sur les talents et créativité de masses de citoyens, la nouvelle Economie politique augmente le spectre cognitif à la disposition d'une société pour dégager des scénarios d'avenir et de réaction à des risques de système, tout en construisant l'axe de collaboration nécessaire aux réponses de système : l'Etat, les citoyens, les entreprises et les universitaires (spectre large de personnes compétentes ou d'experts donc). Dans ce cadre, le développement endogène n'est pas une nouvelle illusion, même si lui aussi est une construction prenant du temps et questionnant en termes d'arbitrages et d'externalités à inclure dans les coûts de revient. Au final, **la grande difficulté du changement d'Economie politique ou du réagir pour des avènements meilleurs pour tous est le désajustement entre le temps de l'optimisme (long) et celui du pessimisme (court). Force et faiblesse de la nouvelle alliance entre gouvernés et gouvernants ou encore santé publique et développement sont donc clairement annoncées aux citoyens.**

Conclusions.

109. Sous le retour des pandémies virales, la santé publique est en train de devenir après le climat, le social, le financier (au sens des outrances du capitalisme spéculatif) et le terrorisme, le cinquième axe de **risques de système** dont les **d'effets interactifs** impactent toute la société et y suscitent une demande de protection, gouvernementale, comme en temps de guerre. En somme, en perspectives historiques, un scénario assez classique, dont la spécificité est un contexte de crise de légitimité de la démocratie libérale, une crise partout présente, mais sous des

⁴⁸Une disponibilité qui sera réduite, car une partie des épargnes servira pour continuer à consommer, d'autant que nombreux sont les citoyens en Belgique, par exemple, qui indiquent ressentir des hausses de prix générales.

intensités variables. C'est donc sous méfiance voire plus : rupture du contrat politique que les citoyens vont apprécier la responsabilité de gestion de crise de leurs gouvernements, soit se pencher sur la protection qu'ils ont eue, l'organisation de la logistique, la pertinence de ce qui fut communiqué, la collaboration des divers niveaux de pouvoir, etc. pour conclure en termes d'efficacité politique dans une situation d'urgence. Le jugement risque de laisser des traces ne ressemblant pas aux cailloux du Petit Poucet. Il pourrait en être de même de l'emploi et donc du pouvoir d'achat pour raison de crise économique et sociale accompagnant des vagues de contamination rythmant la vie quotidienne. Et pire sous la ruine possible de certaines classes moyennes perdant leurs épargnes. Dans ce contexte socio-politique compliqué, on pourrait presque dire que le XXI^e siècle a commencé quand des risques de système, venant d'une idéologie privée au pouvoir (néolibéralisme), ont lentement contaminé les sociétés et érodé leurs potentiels de réponses politiques, alors que le XX fut celui de chocs d'idéologies de sauvetage collectif (des masses populaires), par des acteurs politique révolutionnaires ou réformistes, pour cause de réponse inefficace au social amené par les révolutions industrielles sous libéralisme. Un social qui eut sa période favorable : les « Trente Glorieuses » et puis le contraire, dont étendu à de nombreuses classes moyennes en plus des populaires, toujours en cours, après : un chaudron social en attente d'explosions possibles et de même de changements d'acteurs politiques. Dans ce cadre, autre différence entre les deux siècles, l'espace de déploiement des risques de système, donc aussi celui des réponses attendues : le village planétaire, mais ayant quasiment perdu son multilatéralisme d'après la seconde guerre mondiale. En outre, un village où chacun défendant ses intérêts avec les moyens du bord, la culture partagée de la gouvernance mondiale est faible.

110. Compte tenu du contexte politique et des morts au champ d' « honneur » de l'économie marchande de la santé, il s'impose de répondre aux pandémies, à envisager dans l'avenir, par la construction **de systèmes de santé**, dans les démocraties en question en capitalisant sur compréhensions, volontés et moyens naissant de la **collaboration de quatre sphères** : l'Etat, les citoyens (en diversités d'activités clairement recherchées), les entreprises et les universités (spectre large d'experts donc) . En effet, avant toute décision politique, il s'agira de déterminer de quoi il s'agit en affichant des considérations sur la vie humaine. Aucune détermination ne sera parfaite, mais cela n'aura pas d'importance, car c'est un accord sur des imperfections assez bien clarifiées qui importe. Quoi qu'il en soit, il faudra financer de la précaution plus qu'avant le Covid-19 et dans ce cadre, la question ne sera pas d'avoir tout prévu dans les détails, mais d'avoir pensé à tous les rouages, structurellement nécessaires, et à leur opérationnalité dans le temps. Les contributions de l'intelligence artificielle devront donc être intégrées dans les décisions politiques. Il devra d'ailleurs en être de même sous changement climatique, d'autant que, quand le climat aura changé, il faudra s'en satisfaire et pendant longtemps ! Pour arriver à des réponses aux risques de système, il faudra donc disposer de scénarios ad hoc où les relais des structures (en forces et faiblesses) sont plus importants que les détails de fonctionnement de chacune.
111. Construire un système de santé c'est aussi ne plus ignorer la solitude dans laquelle beaucoup apprennent à vivre, car, sous cet aspect, la santé est un état extrêmement complexe. Par conséquent, s'atteler à reconstruire des espaces de vie où les uns et les autres, à tous les âges, apprennent à se rencontrer, s'apprécier et s'épanouir. Un scénario non pas de circonstances, mais de nature structurelle, appelé à accompagner le développement endogène.
112. Mais ce qui doit être construit n'est qu'un aspect d'une nécessité : **promouvoir : une autre culture politique de développement sous trois nécessités impérieuses** étant aussi des ambitions : **améliorer les conditions sociales des citoyens** (de façon structurelle), **découvrir et chérir la vie planétaire (enjeux climatiques inclus)** et **rendre possible des choix démocratiques sur des pluralités d'avenir**. C'est la raison pour laquelle le comment agir à terme de cette contribution a été mis dans le contexte d'une nouvelle Economie politique proposée en mai 2020 sur le site : <http://www.ciworldwide.org> . En synthèse, en termes de développement futur, cette doctrine éclaire deux axes d'aval qui sont une croissance endogène locale ou de recherche et appui sur des patrimoniales locaux avant tout (stratégies de relocalisation incluses), un axe appelé à dominer la développement à terme et une croissance par concurrence plus (innovations incluses) d'activités mondialisées, qui a provoqué tant de ravages sociaux et patrimoniaux et les deux d'amont : une éducation à la compréhension de soi et du vivre ensemble en libre-arbitre, soit un grand travail de réflexion ciblant la liberté individuelle et son éthique et un

agir politique, inscrit dans un partage de pouvoir entre gouvernements et gouvernés, au moyen de modalités de démocratie participative récurrente. Des objectifs d'intérêt vraiment général et des réformes dont une remise à plat des finances publiques serviront les trois ambitions indiquées. Il est aussi espéré que nombreux seront les citoyens comprenant que vivre prend tout son sens, sous une recherche de bonheur, au sens de jouissance de la vie, un état plus complexe que ces mots de vocabulaire ne l'expriment. Un état du vivre ensemble aussi, chacun y étant appelé. Sous cette découverte, ils comprendront que la **Terre est le bien commun planétaire, une évidence moins évidente qu'il n'y paraît et que pour être un humain heureux, il faut être libre et en bonne santé en priorité, sans exclusive. Cela doit donc devenir vrai partout sur la planète.** Une philosophie nouvelle de multilatéralisme en découle donc. Dans le cadre de la nouvelle doctrine politique, les externalités seront progressivement incluses dans les prix des marchés, en veillant à ne pas ajouter des inégalités de plus entre les citoyens et des biens communs dont la santé, par exemple, rythmeront des décisions d'investissements sociétaux par les pouvoirs publics : un retour keynésien. C'est l'éducation et la démocratie participative qui feront émerger les arbitrages entre liberté et protection sans lesquels des dérives antidémocratiques amenées par des peurs diverses sont possibles. De même, elles permettront l'ouverture d'un autre dialogue des citoyens avec leurs « savants », a fortiori, travaillant sur l'intelligence artificielle générale. Au plan international, il y aura reconstruction d'un nouveau multilatéralisme et de nouvelles collaborations. **Il faudra du temps pour reconstruire le développement, mais l'histoire révèle que cela fut toujours le cas. En outre, ce temps aura du sens, par opposé à celui d'aujourd'hui qui n'est plus qu'un paramètre de vitesse, performances d'une course de substitution de l'intelligence artificielle à l'humaine. Il en aura davantage au plan planétaire si un nouveau multilatéralisme est proposé et incarné par un grand plan d'urgence climatique (mais pas seulement de pénuries possibles et de risques venant des semences) et de précaution pandémique. Les financements nécessaires sont là quitte à tordre un peu la morale fiscale. On peut donc avoir de la volonté (keynésienne) servant l'espoir plutôt que de la passivité favorable à la fatalité dont technologique.**

113. Quel que soit les choix politiques nationaux en faveur d'une autre culture politique de développement, un plan ambitieux de reconstruction de l'U.E. s'impose : une grande difficulté actuellement compte tenu des divisions européennes
114. Enfin, d'autres scénarios de risques de système, par contamination planétaire, sont-ils disponibles dans le « livre » des surprises ? Oui, des pandémies des plantes voire des semences et de la faune, une non-réponse à la résistance bactérienne et une pandémie numérique !!! **Le pire arrive toujours sous incapacité** (effective par éducation ou de circonstance : arpenter les sphères du pouvoir, bon sens idéologique) **de donner du sens à des informations déjà là et déjà bien triées.** L'incapacité n'est donc pas génétique. Elle révèle l'enfermement dans une logique dominante de pensée voire un paradigme d'où la nécessité impérieuse d'offrir à tous une nouvelle éducation à la liberté en conscience d'être, leur apprenant à penser, douter, passer par des méandres, pour réaliser et de les associer au pouvoir. Ainsi, aussi, nombreux seront ceux qui donneront enfin du sens (personnel et collectif) à leur vie.
115. **Oui, nous vivons un moment historique : nous sommes en transition vers du meilleur pour les humains et la planète et nous en avons les moyens si nous y travaillons ensemble : raison de reconstruction d'un nouveau multilatéralisme. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un optimisme béat. Mais attention, ce changement demandera du temps durant lequel il faudra tenir le cap !**

Bibliographie (ordre d'apparition).

-Texte : Référence globale : Nouvelle Economie politique : <http://www.ciworldwide.org>

-Introduction :

Informations médicales : Internet dont Wikipédia et Cellule de crise de l'Académie des Sciences (France)-Fiche explicative du 23 avril 2020 plus le Dictionnaire Larousse illustré (édition de 2016).

The Lancet: Pour accéder au contenu controversé, taper [https://doi.org/10.1016/s0140-6736\(20\)31180-6](https://doi.org/10.1016/s0140-6736(20)31180-6). Les chercheurs impliqués sont M.R. Mehra, S.S. Desai, Fr. Ruschitzka et A.N. Patel.

Origine des virus : le nouveau scénario », G. C. Anollès, A. Nasir, Science et vie, numéro 1179, décembre 2015. Pour mieux comprendre l'article controversé de « Science et vie », taper les noms de ses auteurs sur Google pour accéder à leurs contributions scientifiques pour le « Evolutionary Bioinformatics Laboratory du Department of Crop Sciences and Illinois Informatics ».

-Développement :

Des corrections voire des renforcements d'orientations du développement du texte ont pour source : l'émission de radio « Au bout du jour » qui passe après 19H sur la « Première » (radio francophone de Belgique). Son animateur est le journaliste E. Caekelberghs. A titre d'illustration, les considérations sur la vieillesse, l'univers numérique, les risques de système, l'explosion sociale par classes moyennes interposées.

« The impact of nurse staffing levels and nurse's education on patient mortality in medical and surgical wards : an observational multicentre study », F. Haegdoreem, P. Van Bogaert, K. De Meester and Kr. G. Monsieurs, BMC Health Services Research, 25 november 2019.

« Why the Future Doesn't Need Us », B. Joy, Wired, April 2000.

L'Etat belge face à la pandémie de Covid-19 : Esquisse d'un régime d'exception », F. Bouhon, A. Jousten, X. Miny, E. Slautsky, Courrier hebdomadaire du Crisp (Bruxelles), 53 p, 2020.

-Carte blanche du journal « le Soir » du 27 août 2020 sur les mesures Covid-19 décidées par le gouvernement belge.

-Avant la communication de mai 2020 sur la nouvelle Economie politique, les étudiants du DU de formation continue en intelligence compétitive de l'Université de Corte (professeur responsable : H Dou) ont été informés sur le **développement endogène** par deux conférences ad hoc proposées par M-P Verlaeten en 2018 et 2019. Leurs textes diffusés sont accessibles via le secrétariat du DU en question. De même, il était prévu de renforcer la compréhension de ce développement en 2020. En effet, un texte avait été préparé, mais n'a pas été diffusé pour cause de Covid-19. Néanmoins, il peut être lu par demande électronique transmise à H. Dou ou M-P Verlaeten.